



# Courant Communiste International

Premier semestre 2020

# Revue Internationale

## **23ème Congrès du CCI**

**Les responsabilités des révolutionnaires  
dans la période actuelle**

*Les différentes facettes  
de la tâche comme Fraction*

**Résolution sur la situation internationale :  
Conflits impérialistes, vie de la bourgeoisie,  
crise économique**

**Rapport sur l'impact de la décomposition  
sur la vie politique de la bourgeoisie**

**Rapport sur la décomposition aujourd'hui  
(Mai 2017)**

**Résolution sur le rapport de force  
entre les classes**

**Rapport sur la lutte de classe  
Formation, perte et reconquête  
de l'identité de classe prolétarienne**

**Rapport sur la question du cours historique**

# 164

3,00 euros - 5 FS - 6 \$Can  
Parait tous les 6 mois

- 1 23ème Congrès du CCI**  
**Les responsabilités des révolutionnaires dans la période actuelle**  
*Les différentes facettes de la tâche comme Fraction*  
Le travail comme Fraction  
La Décomposition, une époque inédite dans l'histoire humaine  
Situation de la lutte de classe  
La défense de l'organisation  
Le combat contre le parasitisme  
Le combat pour le futur Parti
- 7 Résolution sur la situation internationale :**  
**Conflits impérialistes, vie de la bourgeoisie, crise économique**
- 15 Rapport sur l'impact de la décomposition**  
**sur la vie politique de la bourgeoisie**  
Décomposition et populisme  
La perte croissante de contrôle par la bourgeoisie de son appareil politique  
La présidence de Trump et l'exacerbation des oppositions au sein de la bourgeoisie américaine  
L'émergence de "leaders forts" dans les pays d'Europe de l'Est et de la périphérie  
Le populisme, un facteur incontournable dans la vie politique de la bourgeoisie aujourd'hui
- 21 Rapport sur la décomposition aujourd'hui (Mai 2017)**  
Le cadre général de l'analyse de la décomposition  
Les manifestations sociales de la décomposition  
Les manifestations politiques et idéologiques de la décomposition  
La question du terrorisme  
La question des réfugiés  
La montée du populisme  
La difficulté générale que pose la décomposition pour être reconnue  
L'impact de la décomposition sur la classe ouvrière
- 28 Résolution sur le rapport de force entre les classes**
- 35 Rapport sur la lutte de classe**  
**Formation, perte et reconquête de l'identité de classe prolétarienne**  
L'identité de classe du prolétariat est révolutionnaire par nature  
La Formation de l'identité de classe  
Les principales étapes de la dépossession de l'identité de classe à l'époque de la décadence  
L'identité de classe dans la période de décomposition  
Populisme et anti-populisme  
Le danger du nihilisme et le potentiel pour la reconquête de l'identité de classe  
L'extension de l'indignation sociale
- 46 Rapport sur la question du cours historique**

# 23<sup>ème</sup> Congrès du CCI

## Les responsabilités des révolutionnaires dans la période actuelle

### Les différentes facettes de la tâche comme Fraction

Au printemps dernier, le CCI a tenu son 23<sup>ème</sup> Congrès International. Le présent article se propose de rendre compte de ses travaux.

Le point 4 du **Rapport sur la Structure et le Fonctionnement de l'organisation révolutionnaire** définit le Congrès International comme "le moment privilégié où s'exprime avec toute son ampleur l'unité de l'organisation. C'est au Congrès International qu'est défini, enrichi, rectifié le programme du CCI, que sont établies, modifiées ou précisées ses modalités d'organisation et de fonctionnement, que sont adoptées ses analyses et orientations d'ensemble, qu'il est fait un bilan de ses activités passées et élaboré ses perspectives de travail pour le futur."<sup>1</sup>

Le congrès a été axé sur notre filiation avec l'Internationale Communiste, dont le centenaire a été célébré l'année dernière. Un souci fondamental de l'organisation révolutionnaire est la continuité historique et la transmission. C'est avec une telle démarche que la résolution d'activité adoptée par le Congrès rappelle que "L'Internationale Communiste a été fondée en mars 1919, avec l'objectif d'être le "parti de l'insurrection révolutionnaire du prolétariat mondial". Aujourd'hui, dans des circonstances différentes mais dans des conditions encore déterminées par l'époque historique de la décadence du capitalisme, l'objectif posé par l'Internationale Communiste, la création du parti politique mondial de la classe ouvrière, reste le but ultime du travail comme Fraction du CCI." La résolution insiste sur le fait que "L'Internationale Communiste n'est pas née de nulle part ; sa fondation dépendait des décennies précédentes de travail de Fraction de la Gauche marxiste dans la 2<sup>ème</sup> Internationale, en particulier du Parti bolchevique."<sup>2</sup>. Ce qui signifie pour

les révolutionnaires actuels que "de même que le Comintern n'aurait pas pu être créé sans le travail préparatoire de la Gauche marxiste, de même le futur parti international ne se fera pas sans une activité internationale centralisée et comme Fraction des héritiers organisationnels de la Gauche communiste".

Rappelant que "L'Internationale communiste a été fondée dans les circonstances les plus difficilement imaginables : elle a suivi quatre années de carnage de masse et de paupérisation du prolétariat mondial ; le bastion révolutionnaire en Russie a été soumis à un blocus total et à une intervention militaire des puissances impérialistes ; la révolte spartakiste en Allemagne a été noyée dans le sang et deux des figures clés de la nouvelle internationale, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, ont été tués", la résolution souligne que, malgré les différences avec la période de la réponse révolutionnaire à la première guerre

cohérent et global sur tous les plans (Rosa Luxemburg, Pannekoek, Bordiga etc.). Cette distinction est importante : voir à ce propos la Série de polémique avec le BIPR (aujourd'hui TCI) *Le rapport Fraction - Parti dans la tradition marxiste*, notamment les parties 3.1 et 3.2, *le rapport fraction-parti dans la tradition marxiste* (3<sup>o</sup> partie - I. De Marx à la 2e Internationale) *Revue Internationale* no 64 et *le rapport fraction-parti dans la tradition marxiste* (3<sup>o</sup> partie - II. Lénine et les bolcheviks) *Revue Internationale* no 65.

mondiale et avec celle de la contre-révolution qui l'a suivie, le CCI aussi "est confronté à des conditions de plus en plus difficiles alors que le capitalisme décadent s'enfoncé toujours davantage dans une nouvelle spirale barbare de crise économique et de conflits impérialistes dans sa phase de décomposition. Pour accomplir ses tâches historiques, le CCI doit puiser sa force et son esprit combattif dans les crises auxquelles il sera confronté, comme l'a fait la Gauche marxiste en 1919".

#### Le travail comme Fraction

Pour s'inscrire dans la continuité de l'œuvre et des efforts de l'Internationale Communiste, le congrès a conçu ses tâches avec le but de développer et concrétiser notre travail comme similaire à celui d'une Fraction. La notion de Fraction a toujours été cruciale dans l'histoire du mouvement ouvrier. Comme la classe ouvrière dans son ensemble, ses organisations politiques sont soumises à la pression des idéologies étrangères -bourgeoise et petite bourgeoise. Cela provoque, notamment, la maladie de l'opportunisme<sup>3</sup>. Pour combattre cette maladie, le prolétariat sécrète au sein de ses organisations des fractions de Gauche. "Entre les trois principales organisations politiques internationales du prolétariat, c'est la Gauche qui a toujours assumé cette continuité. Ce fut elle qui assura la continuité entre la Première Internationale et la Deuxième à travers le courant marxiste, en opposition aux courants proudhonien, bakouniniste, blanquiste etc. Entre la Deuxième Internationale et la Troisième, c'est encore la Gauche qui mena le combat, tout d'abord

1. *Rapport sur la structure et le fonctionnement des organisations révolutionnaires. Revue Internationale* no 33.

2. Au sein de la Deuxième Internationale, seuls les bolcheviks ont fait un travail conséquent de fraction, tandis que d'autres courants ont mené un combat contre l'opportunisme rampant sans pour autant mener un combat

3. Voir la *Résolution sur le Centrisme et l'opportunisme dans la période de décadence*, texte de notre 6<sup>ème</sup> Congrès, *Revue Internationale* no 44.

contre les tendances réformistes, ensuite contre les 'social-patriotes' et qui assura la continuité pendant la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale en formant l'Internationale Communiste. Dans la 3<sup>e</sup> Internationale, c'est encore la Gauche, la 'Gauche communiste', et en particulier les gauches italienne et allemande, qui ont repris et développé les acquis révolutionnaires foulés au pied par la contre-révolution social-démocrate et stalinienne.<sup>4</sup> Le prolétariat a besoin, pour le triomphe de son combat, de la continuité historique de sa conscience de classe. Autrement, il serait condamné à devenir le jouet des visées de son ennemi bourgeois. Les fractions de Gauche ont toujours été les plus engagées et les plus déterminées dans la défense de cette continuité de la conscience de la classe, de son développement et de son enrichissement.

Des groupes comme la *Tendance Communiste Internationaliste* (TCI) font l'objection suivante : Fraction de quoi ? Depuis longtemps il n'existe plus des partis communistes attachés au prolétariat<sup>5</sup>. C'est vrai que, dans les années 30, les partis communistes ont été définitivement gagnés par la bourgeoisie. Nous ne sommes pas des fractions, mais cela ne signifie pas que ne faille pas réaliser un travail similaire à celui d'une Fraction<sup>6</sup>. Un travail qui unifie dans un tout cohérent :

- Le combat contre l'opportunistisme ;
- La défense et le développement de la continuité historique critique du prolétariat constituant ainsi un pont entre le passé du mouvement ouvrier et son avenir ;
- La réponse aux nouvelles situations que traverse la société et la lutte de classe du prolétariat.

Le Congrès a approfondi la compréhension de notre tâche comme Fraction au niveau de la presse, l'intervention, l'élaboration théorique, la défense de la méthode marxiste et la défense de l'organisation. Il s'agit de

tout un travail pour construire le pont vers le futur parti qui aura besoin de bases très fermes au niveau théorique, organisationnel, programmatique et de la méthode d'analyse. Et cela ne surgit pas du jour au lendemain, cela nécessite un travail patient, conçu à long terme. C'est de cela dont le prolétariat a besoin pour s'orienter dans les terribles convulsions du capitalisme et pour pouvoir développer une offensive révolutionnaire avec le but du renversement de ce système.

Dans le cadre du travail comme Fraction il a été présenté au Congrès un *Rapport sur la Transmission* qui, par manque de temps, n'a pu pas être discuté. Cependant, étant donné l'importance de la question, sa discussion va être prise en charge dans la prochaine période. La transmission est vitale pour le prolétariat. Plus que toutes les autres classes révolutionnaires de l'histoire, il a besoin des leçons des combats des générations précédentes pour se hisser sur leurs acquis et ainsi pouvoir avancer dans son combat et parvenir à son but révolutionnaire. La transmission est particulièrement nécessaire pour la continuité des organisations révolutionnaires puisqu'il existe toute une série de démarches, pratiques, traditions, expériences, propres au prolétariat, qui constituent le sol fertile où s'élabore le fonctionnement de l'organisation politique prolétarienne et se développe sa vitalité. Comme il est dit dans la résolution d'activité adoptée par le congrès : "*le CCI doit pouvoir transmettre aux nouveaux camarades la nécessité d'étudier en profondeur l'histoire du mouvement révolutionnaire et de développer une connaissance croissante des différents éléments de l'expérience de la Gauche communiste dans la période de contre-révolution*". Le *Rapport sur la Transmission* consacre un chapitre central à la compréhension des conditions du militantisme et aux acquis historiques qui doivent le guider. Former des militants conscients, déterminés, capables de résister aux épreuves les plus dures, constitue une tâche très difficile et pourtant indispensable pour la formation du futur parti mondial de la révolution prolétarienne.

## La Décomposition, une époque inédite dans l'histoire humaine

Au cours des années 1980, le CCI a commencé à appréhender l'impasse historique dans laquelle tendait à plonger la société mondiale. D'un côté, le capitalisme, étant donné la résistance du prolétariat des pays centraux à se laisser embrigader par la mobilisation militaire, n'avait pas les mains libres pour parvenir à l'issue organique de sa crise historique qu'est la guerre impérialiste généralisée. De l'autre côté, le prolétariat, malgré la progression de ses luttes entre 1983 et 1987 n'était pas capable d'ouvrir sa propre perspective vers la révolution prolétarienne. En l'absence de toute perspective, que seules les deux classes fondamentales de la société peuvent apporter, celle-ci est soumise à une dynamique de pourrissement sur pieds des rapports sociaux, de chaos croissant, de prolifération de tendances centrifuges, de chacun pour soi. Une manifestation spectaculaire de cette dynamique a été l'effondrement du bloc autour de l'ancienne URSS.

Le CCI devait faire face à un tel défi pour la théorie marxiste. D'un côté, dès septembre 1989, ont été produites les *Thèses sur la crise économique et politique des pays de l'Est* qui, deux mois avant la chute du Mur de Berlin, annonçaient la déconfiture brutale du bloc russe et de l'URSS elle-même<sup>7</sup>. De l'autre côté, nous nous sommes efforcés de comprendre en profondeur la nouvelle situation en élaborant en 1990 les *Thèses sur la Décomposition*<sup>8</sup> dont l'idée fondamentale est que "*la décomposition généralisée dans laquelle s'enfoncé à l'heure actuelle ce système (...) ne pourra aller qu'en s'aggravant. (...) au-delà de l'aspect strictement quantitatif, le phénomène de décomposition sociale atteint aujourd'hui une telle profondeur et une telle extension qu'il acquiert une qualité nouvelle et singulière manifestant l'entrée du capitalisme décadent dans une phase spécifique - la phase ultime - de son histoire, celle où la décomposition devient un facteur, sinon le facteur, décisif de l'évolution de la*

4. *Comprendre la décadence du capitalisme* (3) : la nature de la Social-Démocratie, *Revue Internationale* no 50

5. Voir *Fraction and Party : the Italian Left experience*. The Internationalists. TCI

6. Voir *Rapport sur le rôle du CCI en tant que "Fraction"* adopté par notre 21<sup>ème</sup> Congrès, *Revue Internationale* no 156.

7. *Écroulement du bloc de l'est la faillite définitive du stalinisme*, *Revue Internationale* no 60

8. *Revue internationale* n° 107

société".

Le 23<sup>e</sup> Congrès s'est penché de façon très attentive sur la réalité d'une aggravation considérable du processus de décomposition sociale affectant notamment les pays centraux, dont des illustrations spectaculaires ont été -parmi beaucoup d'autres- le Brexit anglais, le triomphe de Trump ou le gouvernement Salvini en Italie.

Tous ces points ont été largement étayés dans les résolutions et rapports du congrès que nous avons publiés<sup>9</sup> et nous invitons nos lecteurs à une lecture attentive et critique de ces documents. Avec ces derniers, nous essayons de donner des réponses aux tendances régissant la situation présente.

La Décomposition, telle que nous la voyons à échelle mondiale et dominant de plus en plus toutes les sphères de la vie sociale, constitue un phénomène inédit dans l'histoire humaine. Le *Manifeste Communiste* considère une telle possibilité : "*Homme libre et esclave, patricien et plébéien, baron et serf, maître de jurande et compagnon, en un mot oppresseur et opprimé, en opposition constante, ont mené une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée, une guerre qui finissait toujours soit par une transformation révolutionnaire de la société tout entière, soit par la destruction des deux classes en lutte.*"<sup>10</sup> Cependant, les phénomènes historiques d'effondrement de toute une civilisation par la "*destruction des deux classes en lutte*" ont été très localisés et aisément surmontés par l'imposition postérieure de nouveaux conquérants. Dans la mesure où la décadence des modes de production précédant le capitalisme (esclavagisme, féodalisme) voyait l'émergence économique très puissante de la nouvelle classe dominante et que celle-ci était une classe exploiteuse, les nouveaux rapports de production en développement pouvaient limiter les phénomènes de décomposition de l'ancien ordre et même en profiter pour leur propre intérêt. En revanche, cela est impossible dans le capitalisme puisque "*la société communiste, seule capable de succéder au*

*capitalisme, ne peut en aucune façon se développer au sein de celui-ci ; il n'existe donc nulle possibilité d'une quelconque régénérescence de la société en l'absence du renversement violent du pouvoir de la classe bourgeoise et de l'extirpation des rapports de production capitalistes*" (thèses).

Or, le prolétariat doit faire face aux conditions et implications qu'impose cette nouvelle époque historique, tirant toutes les leçons qui en découlent pour son combat, notamment celle de défendre, encore plus énergiquement que par le passé, son autonomie politique de classe puisque la décomposition met en grave danger celle-ci. La décomposition favorise les luttes "parcelles" (féminisme, écologie, antiracisme, pacifisme, etc.), luttes qui ne vont pas à la racine des problèmes mais qui se fourvoient sur les effets et, pire encore, se focalisent sur des aspects particuliers du capitalisme en préservant le système comme un tout. Ces mobilisations diluent le prolétariat en une masse interclassiste, le dispersent et le fragmentent en tout un éventail de fausses "communautés" de genre, race, religion, affinité, etc. La seule solution est la lutte du prolétariat contre l'exploitation capitaliste puisque "*la lutte contre les fondements économiques du système contient la lutte contre les aspects superstructurels de la société capitaliste, mais la réciproque est fautive*" (Plateforme du CCI point 12)

### Situation de la lutte de classe

L'organisation révolutionnaire a un engagement militant face à la classe. Cela se concrétise dans l'adoption de Résolutions où la situation actuelle est analysée en la plaçant dans un cadre historique pour permettre de dégager des perspectives en vue d'orienter la lutte du prolétariat. Dans ce sens, le Congrès a adopté une Résolution spécifique sur la lutte de classe et une autre, plus générale, sur la situation mondiale.

La décomposition a affecté durement la lutte du prolétariat. Combinée avec les effets foudroyants de la chute du "socialisme" en 1989 et l'énorme campagne anticommuniste que la bourgeoisie a lancée, la classe ouvrière a subi un recul profond de sa conscience et de sa combativité dont les effets persistent -et se sont même

aggravés- 30 années après<sup>11</sup>.

Le congrès a approfondi le cadre historique de compréhension de la lutte de classe en réalisant un examen fouillé de l'évolution du rapport de forces entre les classes depuis 1968<sup>12</sup>. La Résolution souligne :

- Les acquis des luttes de la période 1968-89 ne sont pas perdus, même s'ils ont pu être oubliés par beaucoup d'ouvriers (et de révolutionnaires) : combat pour l'auto-organisation et l'extension des luttes ; début de compréhension du rôle anti-ouvrier des syndicats et des partis capitalistes de gauche ; résistance à l'embrigadement guerrier ; méfiance envers le jeu électoral et parlementaire etc. Les luttes futures devront s'appuyer sur l'assimilation critique de ces acquis en allant beaucoup plus loin et certainement pas sur leur négation ou leur oubli ;

- Le grand danger que représentent pour le prolétariat la démocratie, le démocratism et les instruments de l'État démocratique, notamment les syndicats, les partis de gauche et d'extrême gauche, mais aussi ses campagnes idéologiques et ses manœuvres politiques ;

- La faiblesse actuelle du prolétariat, malgré l'effort qui s'est amorcé dans les luttes de 2006-2011 où, outre la réapparition des assemblées, beaucoup de questions sur le futur de la société ont commencé à être posées<sup>13</sup> ;

- L'effet positif qu'à terme peuvent avoir certains éléments de la situation présente : une plus grande concentration des ouvriers dans des villes énormes, le travail associé au niveau mondial, les liens croissants entre les jeunes ouvriers à échelle internationale, l'incorporation de nouveaux bataillons du prolétariat dans des pays comme la Chine, le Bangla Desh, l'Afrique du Sud, le Mexique<sup>14</sup>...

11. Voir *Effondrement du bloc de l'Est : des difficultés accrues pour le prolétariat ; Revue Internationale* no 60

12. Voir *Résolution sur le rapport de forces entre les classes (2019)* publiée dans ce numéro.

13. Voir, parmi d'autres documents, *Thèses sur le mouvement des étudiants du printemps 2006 en France ; Revue Internationale* no 125 et *Mouvement des indignés en Espagne, Grèce et Israël : de l'indignation à la préparation des combats de classe* *Revue Internationale* no 147.

14. Ces facteurs plutôt positifs se voient

9. Voir *Résolution sur la situation internationale (2019), Rapport sur l'impact de la décomposition sur la vie politique de la bourgeoisie* et *Rapport sur la Décomposition aujourd'hui (Mai 2017)* publiés dans ce numéro.

10. Bourgeois et prolétaires

- Le rôle indispensable de la lutte ouvrière sur son terrain de classe contre les coups de plus en plus violents de la crise historique du capitalisme.

Lors du congrès, des divergences sont apparues sur l'appréciation de la situation de la lutte de classe et sa dynamique. Le prolétariat a-t-il subi des défaites idéologiques qui affaiblissent sérieusement ses capacités ? Y a-t-il une maturation souterraine de la conscience ou, au contraire, assistons-nous à un approfondissement du reflux de l'identité de classe et de la conscience ?

Ces questions font partie d'un débat en cours, avec des amendements présentés à la résolution du Congrès.<sup>15</sup>

D'autres questions brûlantes de la situation mondiale

Conformément à sa responsabilité, le congrès a examiné d'autres aspects déterminant l'évolution de la société mondiale, notamment :

- La tendance à la perte de contrôle

contrecarrés par les tendances à l'isolement et la fragmentation des travailleurs dont la forme extrême est l'ubérisation du travail où les travailleurs sont définis comme « auto-entrepreneurs ». Le prolétariat devra faire face à ce problème et trouver les moyens pour l'affronter.

15. Le CCI a eu toujours comme orientation centrale l'expression de ses débats devant l'ensemble de la classe et de son milieu politique. Cela s'est fait en suivant une méthode précise : "Dans la mesure où les débats qui traversent l'organisation concernent en général l'ensemble du prolétariat, il convient que celle-ci les porte à l'extérieur, en respectant les conditions suivantes : (-) ces débats concernent les questions politiques générales et ils ont atteint une maturité suffisante pour que leur publication constitue une réelle contribution à la prise de conscience de la classe ouvrière ; (-) la place donnée à ces débats ne doit pas remettre en cause l'équilibre général des publications ; (-) c'est l'organisation comme un tout qui décide et prend en charge cette publication en fonction des critères valables pour la publication de n'importe quel article dans la presse : qualités de clarté et de forme rédactionnelle, intérêt qu'ils présentent pour la classe ouvrière. Sont donc à proscrire les publications de textes en dehors des organes prévus à cet effet sur l'initiative "privée" d'un certain nombre de membres de l'organisation. De même, il n'existe aucun "droit" formel pour quiconque dans l'organisation (individu ou tendance) de faire publier un texte si les organes responsables des publications n'en voient pas l'utilité ou l'opportunité" (Rapport sur la structure et le fonctionnement de l'organisation révolutionnaire, Revue Internationale no 33).

par l'appareil politique de la bourgeoisie de son jeu électoral et de la formation des gouvernements, phénomène dont le Brexit anglais constitue un témoignage éloquent : voir le *Rapport sur l'impact de la décomposition sur la vie politique de la bourgeoisie (2019)* (page 15 de cette Revue);

- L'aggravation considérable des tensions impérialistes (notamment entre les États-Unis et la Chine et dans le Golfe Persique) ainsi que l'intensification de la course aux armements ; la guerre commerciale, qui est la conséquence de l'aggravation de la crise, est aussi utilisée par la puissance américaine comme moyen de pression impérialiste sur ses rivaux ;

- La perspective, qui tend à s'approcher de plus en plus, de nouvelles convulsions de l'économie mondiale : chute de la croissance, ralentissement du commerce mondial, endettement exorbitant, le phénomène invraisemblable des taux d'intérêt négatifs, etc.

Le marxisme est une théorie vivante. Cela signifie qu'il doit être capable de reconnaître que certains instruments d'analyse de la situation historique ne sont désormais plus valables. C'est le cas de la notion de cours historique, notion pleinement applicable à la période 1914-1989 mais qui a perdu sa validité pour comprendre la dynamique et l'orientation du rapport de forces entre les classes dans la période historique actuelle. Cela a amené le Congrès à adopter un rapport sur cette question<sup>16</sup>.

### La défense de l'organisation

L'organisation révolutionnaire constitue un corps étranger à la société bourgeoise. Le prolétariat est à la fois une classe "de la société civile qui n'est pas une classe de la société civile, c'est un ordre qui est la dissolution de tous les ordres" (Marx). Les ouvriers ne peuvent jamais réellement trouver leur place dans la société puisqu'économiquement, en tant qu'exploités privés de tout moyen de production, ils sont toujours dans une situation précaire, à la merci du chômage et parce que, politiquement, ce sont des 'parias' qui ne peuvent trouver leur salut et leur émancipation qu'à l'extérieur du capitalisme, dans une société communiste

qui ne peut pas émerger avant que l'État bourgeois ne soit renversé partout dans le monde. La bourgeoisie, ses politiciens, ses idéologues, peuvent accepter avec dédain « les ouvriers citoyens », c'est-à-dire, conçus comme une somme d'individus aliénés, mais ils abhorrent et rejettent furieusement le prolétariat comme classe.

A l'instar de leur classe, les organisations révolutionnaires, tout en faisant partie du monde capitaliste, sont au même temps un corps étranger à celui-ci puisqu'elles fondent leur raison d'être et leur programme sur un but en totale rupture avec le fonctionnement, les raisonnements et les valeurs de la société actuelle.

Dans ce sens, l'organisation révolutionnaire constitue une entité que la société bourgeoise rejette de toutes ses fibres. Non seulement à cause de la menace historique qu'elle représente comme avant-garde du prolétariat mais parce que son existence même signifie un rappel obsédant de sa condamnation devant l'histoire, un rappel de la nécessité urgente devant laquelle se trouve l'humanité de remplacer la concurrence mortelle de tous contre tous par l'association des individus libres et égaux. C'est cette nouvelle forme de radicalité qu'elle ne peut pas comprendre qui inquiète et mobilise la bourgeoisie en permanence contre les organisations et les militants du prolétariat. Comme le souligne le *Manifeste Communiste* "La révolution communiste est la rupture la plus radicale avec les rapports de propriété traditionnels ; rien d'étonnant à ce que, dans le cours de son développement, elle rompe de la façon la plus radicale avec les vieilles idées traditionnelles".

Cette nature de corps étranger signifie que l'organisation révolutionnaire est menacée de façon permanente, non seulement par la répression et les tentatives d'infiltration et destruction de l'intérieur par les corps spécialisés de l'État bourgeois, ou par les agissements des groupes parasites (comme on le verra plus loin), mais aussi par le danger permanent de se voir détournée de ses tâches et de sa fonction par la pénétration d'idéologies étrangères au prolétariat.

L'organisation ne peut exister que par un combat permanent. L'esprit de combat est un trait essentiel de l'or-

16. Voir le *Rapport sur la question du cours historique* publié dans ce numéro.

ganisation révolutionnaire et de ses militants. Les combats, les crises, les difficultés, sont le propre des organisations révolutionnaires. *"Les crises ne sont pas nécessairement le signe d'un effondrement ou d'un échec imminent ou irrémédiable. Au contraire, l'existence de crises peut être l'expression d'une saine résistance à un processus sous-jacent qui s'était paisiblement et insidieusement développé jusque-là et qui, laissé à son libre cours, risquait de mener au naufrage. Ainsi, les crises peuvent être le signe d'une réaction face au danger et de la lutte contre de graves faiblesses conduisant à l'effondrement. Dans la Deuxième Internationale (1889-1914), le Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) était connu pour avoir traversé une série de crises et de scissions et, pour cette raison, était considéré avec mépris par les partis plus importants de l'Internationale, comme le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) qui semblait voler de succès en succès et dont le nombre de membres ainsi que les résultats électoraux s'amplifiaient régulièrement. Cependant, les crises du parti russe et la lutte pour surmonter ces crises et en tirer les leçons menées par l'aile bolchevique, ont renforcé la minorité révolutionnaire et l'ont préparée à se dresser contre la guerre impérialiste en 1914 et à se porter à l'avant-garde de la révolution d'octobre en 1917. En revanche, l'unité de façade et le "calme" au sein du SPD (qui n'étaient remis en question que par des troubles comme Rosa Luxemburg) a conduit ce parti à s'écrouler complètement et irrévocablement en 1914 avec la trahison totale de ses principes internationalistes face à la Première Guerre mondiale"*<sup>17</sup>.

La défense de l'organisation constitue un élément permanent de l'activité de l'organisation et donc un point important du bilan et des perspectives d'activité du Congrès. Elle se fait sur plusieurs fronts. Le plus important et spécifique est la lutte contre les tentatives de destruction (par la calomnie, les dénigrements, la suspicion et la méfiance). Cela dit, *"le CCI n'est pas à l'abri des pressions opportunistes*

17. Conférence internationale extraordinaire du CCI: la "nouvelle" de notre disparition est grandement exagérée! ; *Revue Internationale* no 153.

*sur les positions programmatiques, alliées à la sclérose, qui, à une autre échelle, ont déjà affaibli les autres groupes de la Gauche communiste"* (Résolution d'activités du congrès). C'est pour cela qu'il y a unité et cohérence entre cet aspect vital de la lutte contre la menace de destruction et le besoin non moins vital de lutter contre toute manifestation d'opportunisme pouvant surgir dans nos rangs. *"Sans cette lutte permanente sur le plan historique à long terme contre l'opportunisme politique et la vigilance à son égard, la défense de l'organisation, sa centralisation et ses principes de fonctionnement en tant que tels ne seront d'aucune utilité. S'il est vrai que, sans organisation politique prolétarienne, le meilleur programme est une idée sans force sociale, il est également vrai que, sans fidélité totale au programme historique du prolétariat, l'organisation devient une coquille vide. Il y a unité et nulle opposition ou séparation entre les principes de l'organisation politique et les principes programmatiques du prolétariat"* (idem.). Cela dit, il faut répondre rapidement et de façon énergique à toute tentative de destruction de l'organisation, puisque *"la lutte pour la défense de la théorie et la lutte pour la défense de l'organisation sont inséparables et tout aussi indispensables, l'abandon du premier est une menace, certes fatale, mais à moyen terme, tandis que l'abandon du second est une menace à court terme. Tant qu'elle existe, l'organisation peut se rétablir, y compris théoriquement, mais si elle n'existe plus, aucune théorie ne la fera revivre"* (idem.).

### **Le combat contre le parasitisme**

L'histoire du mouvement ouvrier a mis en évidence un danger qui, aujourd'hui, a pris une importance considérable, le parasitisme. La Première Internationale avait dû déjà se défendre contre ce danger identifié par Marx et Engels : *"Il est grand temps, une fois pour toutes, de mettre fin aux luttes internes quotidiennement provoquées dans notre Association par la présence de ce corps parasite. Ces querelles ne servent qu'à gaspiller l'énergie qui devrait être utilisée à combattre le régime de la bourgeoisie. En paralysant l'activité de l'Internationale contre les ennemis*

*de la classe ouvrière, l'Alliance sert admirablement la bourgeoisie et les gouvernements."* (Engels, "Le Conseil général à tous les membres de l'Internationale", 1872, avertissement contre l'Alliance de Bakounine). L'Internationale avait dû affronter les manigances de Bakounine, un aventurier qui avait utilisé un radicalisme de façade comme feuille de vigne pour réaliser un travail d'intrigue, de calomnie contre des militants comme Marx et Engels, d'attaques contre l'organe central de l'Internationale (le Conseil Général), de déstabilisation et de désorganisation des sections, de création de structures secrètes pour conspirer contre l'activité et le fonctionnement de l'organisation prolétarienne<sup>18</sup>.

Évidemment, les conditions historiques dans lesquelles évolue le combat prolétarien aujourd'hui sont très différentes de celles existant à l'époque de la Première Internationale. Celle-ci était une organisation de masse, regroupant l'ensemble des forces vives du prolétariat, une "puissance" qui inquiétait les gouvernements bourgeois. Aujourd'hui, le milieu prolétarien est extrêmement faible, réduit à un ensemble de petits groupes qui ne représentent pas une menace immédiate pour la bourgeoisie. Cela-dit, le type de difficultés et de menaces que doit affronter ce milieu comporte des similitudes avec celles auxquelles s'est affrontée la Première Internationale. En particulier, l'existence de "corps parasites", dont la raison d'être n'est nullement de contribuer au combat de la classe ouvrière contre la bourgeoisie mais au contraire de saboter l'activité des organisations qui mènent ce combat. Au temps de la Première Internationale, l'Alliance dirigée par Bakounine avait mené son travail de sabotage (avant d'être exclue au Congrès de La Haye en septembre 1872) au sein de l'Internationale elle-même. Aujourd'hui, du fait notamment de la dispersion du milieu prolétarien en plusieurs petits groupes, les "corps parasites" n'opèrent pas au sein d'un groupe en particulier mais en marge de ces groupes en essayant

18. Voir *Les prétendues scissions de l'Internationale*, rapport adopté par le Congrès de La Haie (1872). Voir aussi notre article *Questions d'organisation, III : le congrès de La Haye de 1872 : la lutte contre le parasitisme politique* ; *Revue Internationale* no 87.

soit de recruter des éléments sincères mais peu expérimentés ou influencés par des idéologies petites-bourgeoises (comme l'Alliance l'avait fait en Espagne, en Italie, en Suisse et en Belgique), soit en faisant tout leur possible pour discréditer les groupes authentiquement prolétariens et saboter leur activité (comme l'avait fait l'Alliance quand elle a compris qu'elle ne pourrait pas prendre le contrôle de l'AIT).

Malheureusement, cette leçon de l'histoire a été oubliée par la majorité des groupes de la Gauche Communiste. Dans la mesure où le parasitisme vise en priorité la principale organisation de celle-ci, le CCI, ces groupes ont considéré que "c'était un problème du CCI", allant jusqu'à entretenir, à certains moments, des relations cordiales avec des groupes parasites. Pourtant, les comportements de ces derniers (du *Communist Bulletin Group* il y a près de quarante ans au plus récent *Groupe International de la Gauche Communiste* en passant par de nombreux petits groupes, blogs ou individus) parlent d'eux-mêmes :

- dénigrement ordurier de notre organisation et de ses militants, notamment accusés d'utiliser des "méthodes staliniennes, voire d'être des "agents de l'État" ;

- vol des moyens matériels ;

- chantage et menace de faire appel à la justice bourgeoise ou à la police contre nos militants ;

- publication d'écrits à caractère policier fournissant des informations permettant d'identifier nos militants ou visant à semer la suspicion entre militants au sein même de l'organisa-

tion.

Le Conseil Général de l'AIT considérait que "*l'Alliance sert admirablement la bourgeoisie et les gouvernements*". De la même façon, la résolution d'activités adoptée par le 23<sup>ème</sup> Congrès du CCI estime que : "*Dans l'époque historique actuelle, le parasitisme travaille objectivement au service de la bourgeoisie pour détruire le CCI*" et que "*l'expérience des 30 dernières années [montre que] le parasitisme politique est l'un des dangers les plus graves auxquels nous devons faire face. (...) Au cours des dernières décennies, le parasitisme politique a non seulement persisté, mais il a aussi développé son arsenal anti-CCI et élargi son répertoire.*"

C'est ainsi que, dernièrement, nous avons assisté à un agissement plus sophistiqué mais aussi plus dangereux : la falsification de la tradition de la Gauche Communiste par la promotion d'une "Gauche Communiste" fake fondée sur le trotskisme. Au-delà de ses intentions, une telle entreprise vise à compléter le Front de la Calomnie et de la Délation avec une tactique "*consistant à créer un cordon sanitaire qui isole la CCI des autres groupes de la Gauche Communiste (...) et des éléments en recherche...*" (Ibid.)<sup>19</sup>.

C'est pour cela, que le congrès a engagé toute l'organisation à un combat déterminé et sans répit contre le parasitisme en considérant qu'"un axe es-

*sentiel et à long terme de l'intervention du CCI doit être une lutte politique et organisationnelle ouverte et continue contre le parasitisme afin de l'éliminer du milieu politique prolétarien et d'éduquer les éléments en recherche sur son danger. (...) La constitution du futur parti a donc besoin d'une lutte acharnée et persévérante contre le parasitisme et pour son élimination des rangs de la Gauche communiste*". (Ibid.)

### Le combat pour le futur Parti

La tâche comme Fraction a donc plusieurs facettes qui forment une unité : défense de l'organisation, combat contre le parasitisme, développement du marxisme, capacité d'analyse et d'intervention face à l'évolution de la situation mondiale. Cette unité a été au cœur du congrès et va guider l'activité du CCI. Comme nous disons au début de cet article, le 23<sup>ème</sup> Congrès du CCI a eu comme axe le rappel combattant de l'expérience de la Troisième Internationale en essayant de tirer toutes les leçons de celle-ci. C'est pour cela que la Résolution d'activité finit avec cet engagement : "*Pour accomplir ses tâches historiques, le CCI doit puiser sa force et son esprit combatif dans les crises auxquelles il sera confronté, comme l'a fait la gauche marxiste en 1919. S'il est capable d'assumer un travail comme Fraction, il aura les moyens de regrouper les énergies révolutionnaires actuelles et nouvelles de la Gauche communiste sur des bases programmatiques claires, et de jouer ainsi pleinement son rôle dans la fondation du futur parti*".

CCI (décembre 2019)

19. Voir *Nuevo Curso et la "Gauche communiste espagnole": Quelles sont les origines de la Gauche communiste ?* *Revue internationale* n° 163 et *Qui est qui dans "Nuevo Curso" ?* <https://fr.internationalism.org/content/10055/qui-qui-nuevo-curso>

# Résolution sur la situation internationale : Conflits impérialistes, vie de la bourgeoisie, crise économique

## Le cadre historique : la phase de décomposition du capitalisme

1) Il y a 30 ans, le CCI a mis en évidence que le système capitaliste était entré dans la phase ultime de sa période de décadence et de son existence, celle de la décomposition. Cette analyse se basait sur un certain nombre de faits empiriques, mais en même temps elle donnait un cadre pour la compréhension de ceux-ci : *"Dans une telle situation où les deux classes fondamentales et antagoniques de la société s'affrontent sans parvenir à imposer leur propre réponse décisive, l'histoire ne saurait pourtant s'arrêter. Encore moins que pour les autres modes de production qui l'ont précédé, il ne peut exister pour le capitalisme de "gel", de "stagnation" de la vie sociale. Alors que les contradictions du capitalisme en crise ne font que s'aggraver, l'incapacité de la bourgeoisie à offrir la moindre perspective pour l'ensemble de la société et l'incapacité du prolétariat à affirmer ouvertement la sienne dans l'immédiat ne peuvent que déboucher sur un phénomène de décomposition généralisée, de pourrissement sur pied de la société."* ("La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme", Point 4, *Revue Internationale* n° 62)

Notre analyse prenait le soin de préciser les deux significations du terme "décomposition" ; d'une part, il s'applique à un phénomène qui affecte la société, particulièrement dans la période de décadence du capitalisme et, d'autre part, il désigne une phase historique particulière de cette dernière, sa phase ultime :

*"... il est indispensable de mettre en évidence la différence fondamentale qui oppose les éléments de décomposition qui ont affecté le capitalisme depuis le début du siècle [le 20<sup>e</sup> siècle] et la décomposition généralisée dans laquelle s'enfonce à l'heure actuelle ce système et qui ne pourra aller qu'en s'aggravant. Là aussi, au-delà de l'as-*

*pect strictement quantitatif, le phénomène de décomposition sociale atteint aujourd'hui une telle profondeur et une telle extension qu'il acquiert une qualité nouvelle et singulière manifestant l'entrée du capitalisme décadent dans une phase spécifique – la phase ultime – de son histoire, celle où la décomposition devient un facteur, sinon le facteur, décisif de l'évolution de la société."* (Ibid., Point 2)

C'est principalement ce dernier point, le fait que la décomposition tende à devenir le facteur décisif de l'évolution de la société, et donc de l'ensemble des composantes de la situation mondiale – une idée qui n'est nullement partagée par les autres groupes de la Gauche communiste – qui constitue l'axe majeur de la présente résolution.

2) Les thèses de mai 1990 sur la décomposition mettent en évidence toute une série de caractéristiques dans l'évolution de la société résultant de l'entrée du capitalisme dans cette phase ultime de son existence. Le rapport adopté par le 22<sup>e</sup> congrès a constaté l'aggravation de l'ensemble de ces caractéristiques comme par exemple :

- *"la multiplication des famines dans les pays du "tiers-monde" ;*

- *la transformation de ce même "tiers-monde" en un immense bidonville où des centaines de millions d'êtres humains survivent comme des rats dans les égouts ;*

- *le développement du même phénomène au cœur des grandes villes des pays "avancés" ;*

- *les catastrophes "accidentelles" qui se sont multipliées ces derniers temps (...) les effets de plus en plus dévastateurs, sur le plan humain, social et économique des catastrophes "naturelles" ;*

- *la dégradation de l'environnement qui atteint des proportions ahurissantes" (Thèses sur la décomposition, pt. 7)*

Ce même rapport du 22<sup>e</sup> congrès du

CCI soulignait également la confirmation et l'aggravation des manifestations politiques et idéologiques de la décomposition telles qu'elles avaient été identifiées en 1990 :

- *"l'incroyable corruption qui croît et prospère dans l'appareil politique (...)* ;

- *le développement du terrorisme, des prises d'otages, comme moyens de la guerre entre États, au détriment des "lois" que le capitalisme s'était données par le passé pour "réglementer" les conflits entre fractions de la classe dominante ;*

- *l'accroissement permanent de la criminalité, de l'insécurité, de la violence urbaine (...)* ;

- *le développement du nihilisme, du suicide des jeunes, du désespoir, de la haine et de la xénophobie (...)* ;

- *le raz-de-marée de la drogue, qui devient aujourd'hui un phénomène de masse, participant puissamment à la corruption des États et des organismes financiers (...)* ;

- *la profusion des sectes, le regain de l'esprit religieux, y compris dans certains pays avancés, le rejet d'une pensée rationnelle, cohérente, construite (...)* ;

- *l'envahissement de ces mêmes médias par le spectacle de la violence, de l'horreur, du sang, des massacres (...)* ;

*la nullité, et la vénalité, de toutes les productions "artistiques", de la littérature, de la musique, de la peinture, de l'architecture (...)* ;

*le "chacun pour soi", la marginalisation, l'atomisation des individus, la destruction des rapports familiaux, l'exclusion des personnes âgées, l'anéantissement de l'affectivité". (Thèses sur la décomposition, pt. 8)*

Le rapport du 22<sup>e</sup> congrès revenait en particulier sur le développement d'un phénomène déjà relevé en 1990 (et qui avait joué un rôle majeur dans la prise de conscience par le CCI de l'entrée du capitalisme décadent dans

la phase de décomposition) : l'utilisation du terrorisme dans les conflits impérialistes. Le rapport relevait que : *"La croissante quantitative et qualitative de la place du terrorisme a franchi un pas décisif (...) avec l'attaque contre les Twin Towers (...) Elle s'est confirmée par la suite avec les attentats de Madrid en 2004 et de Londres en 2005 (...), la constitution de Daesh en 2013-14 (...) les attentats en France en 2015-16, en Belgique et en Allemagne en 2016"*. Le rapport relevait également, en lien avec ces attentats et comme expression caractéristique de la décomposition de la société, la progression de l'islamisme radical qui, s'il avait été dans un premier temps d'inspiration shiite (avec l'instauration en 1979 du régime des mollahs en Iran), est devenu le fait essentiellement de la mouvance sunnite à partir de 1996 et la prise de Kaboul par les talibans et plus encore après le renversement du régime de Saddam Hussein en Irak par les troupes américaines.

3) Outre la confirmation des tendances qui étaient déjà identifiées dans les thèses de 1990, le rapport adopté par le 22<sup>e</sup> congrès relevait l'émergence de deux phénomènes nouveaux résultant de la poursuite de la décomposition et appelés à jouer un rôle majeur dans la vie politique de nombreux pays :

- une augmentation spectaculaire des flux migratoires à partir de 2012 avec un point culminant en 2015, des flux provenant principalement du Proche et du Moyen-Orient ravagés par la guerre, notamment à la suite « des printemps arabes » de 2011 ;

- la montée continue du populisme dans la plupart des pays d'Europe et aussi, dans la première puissance mondiale avec l'élection de Donald Trump en novembre 2016.

Les déplacements massifs de populations ne sont pas des phénomènes propres à la phase de décomposition. Cependant, ils acquièrent aujourd'hui une dimension qui en font un élément singulier de cette décomposition tant au niveau de leurs causes actuelles (notamment le chaos guerrier qui règne dans les pays d'origine) que de leurs conséquences politiques dans les pays de destination. En particulier, l'arrivée massive de réfugiés dans les pays européens a constitué un aliment de premier choix pour la vague popu-

liste qui se développe en Europe bien que cette vague ait commencé à se lever bien avant (notamment dans un pays comme la France avec la montée du Front National).

4) En fait, au cours des vingt dernières années, les partis populistes ont vu le nombre de votes en leur faveur tripler en Europe (de 7 % à 25 %) avec de fortes progressions à la suite de la crise financière de 2008 et de la crise migratoire de 2015. Dans une dizaine de pays, ces partis participent au gouvernement ou à la majorité parlementaire : Pologne, Hongrie, Tchéquie, Slovaquie, Bulgarie, Autriche, Danemark, Norvège, Suisse et Italie. Par ailleurs, même lorsque les formations populistes ne sont pas impliquées dans le gouvernement, elles pèsent de façon significative sur la vie politique de la bourgeoisie. On peut en citer trois exemples :

- en Allemagne, c'est la montée électorale de l'AfD qui a fragilisé considérablement Angela Merkel la contraignant à abandonner son leadership sur son parti ;

- en France, "l'homme providentiel" Macron, apôtre d'un "Nouveau Monde", s'il a réussi à s'imposer largement face à Marine Le Pen aux élections de 2017, n'a nullement réussi à réduire l'influence du parti de cette dernière qui talonne dans les sondages son propre parti, la République en Marche, qui se veut pourtant "et de Droite et de Gauche" avec un personnel politique récupéré dans les deux camps (par exemple un Premier Ministre issu de la Droite et un ministre de l'Intérieur venu du Parti socialiste) ;

- en Grande-Bretagne, la bourgeoisie traditionnellement la plus habile du monde nous donne depuis plus d'un an le spectacle d'un profond désarroi résultant de son incapacité à gérer le "Brexit" qui lui a été imposé par les courants populistes.

Que les courants populistes soient au gouvernement ou qu'ils se contentent de perturber le jeu politique classique, ils ne correspondent pas à une option rationnelle de gestion du capital national ni donc à une carte délibérée jouée par les secteurs dominants de la classe bourgeoise qui, notamment à travers leurs médias, dénoncent en permanence ces courants. Ce qu'exprime en réalité la montée du popu-

lisme c'est l'aggravation d'un phénomène déjà annoncé dans les thèses de 1990 : *"Parmi les caractéristiques majeures de la décomposition de la société capitaliste, il faut souligner la difficulté croissante de la bourgeoisie à contrôler l'évolution de la situation sur le plan politique."* (Point 9) Un phénomène constaté clairement dans le rapport du 22<sup>e</sup> congrès : *"Ce qu'il faut souligner dans la situation actuelle, c'est la pleine confirmation de cet aspect que nous avons identifié il y a 25 ans : la tendance à une perte de contrôle croissante par la classe dominante de son appareil politique."*

La montée du populisme constitue une expression, dans les circonstances actuelles, de la perte de contrôle croissante par la bourgeoisie des rouages de la société résultant fondamentalement de ce qui se trouve au cœur de la décomposition de celle-ci, l'incapacité des deux classes fondamentales de la société d'apporter une réponse à la crise insoluble dans laquelle s'enfoncent l'économie capitaliste. En d'autres termes, la décomposition résulte fondamentalement d'une impuissance de la part de la classe régnante, d'une impuissance qui trouve sa source dans son incapacité à surmonter cette crise de son mode de production et qui tend de plus en plus à affecter son appareil politique. Parmi les causes actuelles de la vague populiste on trouve les principales manifestations de la décomposition sociale : la montée du désespoir, du nihilisme, de la violence, de la xénophobie, associée à un rejet croissant des "élites" (les "riches", les politiciens, les technocrates) et dans une situation où la classe ouvrière est incapable de présenter, même de façon embryonnaire, une alternative. Il est évidemment possible, soit parce qu'il aura lui-même démontré sa propre impuissance et sa propre corruption, soit parce qu'un renouveau des luttes ouvrières lui coupera l'herbe sous les pieds, que le populisme perde de son influence dans le futur. En revanche, cela ne pourra en aucune façon remettre en cause la tendance historique d'enfoncement de la société dans la décomposition, ni les différentes manifestations de celle-ci, y compris la perte de contrôle croissante par la bourgeoisie de son jeu politique. Et cela a des conséquences non seulement au niveau de la politique intérieure de

chaque État mais aussi au niveau de l'ensemble des rapports entre États et des configurations impérialistes.

### Le cours historique : un changement de paradigme

5) En 1989-90, face à la dislocation du bloc de l'Est, nous avons analysé ce phénomène inédit dans l'histoire, celui de l'effondrement de tout un bloc impérialiste en l'absence d'affrontements généralisés, comme la 1<sup>ère</sup> grande manifestation de la période de décomposition. En même temps, nous avons examiné la nouvelle configuration du monde qui résultait de cet événement historique :

*"La disparition du gendarme impérialiste russe, et celle qui va en découler pour le gendarme américain vis-à-vis de ses principaux "partenaires" d'hier, ouvrent la porte au déchaînement de toute une série de rivalités plus locales. Ces rivalités et affrontements ne peuvent pas, à l'heure actuelle, dégénérer en un conflit mondial (même en supposant que le prolétariat ne soit plus en mesure de s'y opposer). (...) Jusqu'à présent, dans la période de décadence, une telle situation d'éparpillement des antagonismes impérialistes, d'absence d'un partage du monde (ou de ses zones décisives) entre deux blocs, ne s'est jamais prolongée. La disparition des deux constellations impérialistes qui étaient sorties de la seconde guerre mondiale porte, avec elle, la tendance à la recomposition de deux nouveaux blocs. Cependant, une telle situation n'est pas encore à l'ordre du jour, la tendance à un nouveau partage du monde entre deux blocs militaires est contrecarrée, et pourra peut-être même être définitivement compromise, par le phénomène de plus en plus profond et généralisé de décomposition de la société capitaliste tel que nous l'avons déjà mis en évidence.*

*Dans un tel contexte de perte de contrôle de la situation par la bourgeoisie mondiale, il n'est pas dit que les secteurs dominants de celle-ci soient aujourd'hui en mesure de mettre en œuvre l'organisation et la discipline nécessaires à la reconstitution de blocs militaires. ("Après l'effondrement du bloc de l'est, déstabilisation et chaos", Revue Internationale n° 61)*

Ainsi, 1989 marque une modification fondamentale dans la dynamique

générale de la société capitaliste :

- Avant cette date, le rapport de forces entre les classes constituait l'élément déterminant de cette dynamique : c'est de ce rapport de forces que dépendait l'aboutissement de l'exacerbation des contradictions du capitalisme : soit le déchaînement de la guerre mondiale, soit le développement des combats de classe avec, en perspective, le renversement du capitalisme.

- Après cette date, cette dynamique n'est plus déterminée par le rapport de forces entre les classes. Quel que soit ce rapport de forces, la guerre mondiale n'est plus à l'ordre du jour mais le capitalisme va continuer de s'enfoncer dans la décomposition.

6) Dans le paradigme qui a dominé la plus grande partie du 20<sup>e</sup> siècle, la notion de "cours historique" définissait l'aboutissement d'une tendance historique : soit la guerre mondiale soit les affrontements de classe et dès lors que le prolétariat avait subi une défaite décisive (comme à la veille de 1914 ou comme à la suite de la vague révolutionnaire de 1917-23), la guerre mondiale devenait inéluctable. Dans le paradigme qui définit la situation actuelle (tant que ne sont pas reconstitués deux nouveaux blocs impérialistes, ce qui peut ne jamais advenir), il est possible que le prolétariat subisse une défaite si profonde qu'elle lui interdise définitivement de se ressaisir mais il est aussi tout à fait possible que le prolétariat subisse une défaite profonde sans que cela ait une conséquence décisive pour l'évolution générale de la société. C'est pour cela que la notion de "cours historique" n'est plus en mesure de définir la situation du monde actuel et le rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat.

D'une certaine façon, la situation historique présente a des ressemblances avec celle du 19<sup>e</sup> siècle. En effet, à cette époque :

- une montée des combats ouvriers ne signifiait pas la perspective d'une période révolutionnaire à une époque où la révolution prolétarienne n'était pas encore à l'ordre du jour de même qu'elle ne pouvait empêcher une guerre majeure d'éclater (par exemple la guerre entre la France et la Prusse en 1870 alors que montait la puissance du prolétariat avec le développement de l'AIT) ;

- une défaite majeure du prolétariat (comme l'écrasement de la Commune de Paris) n'avait pas pour conséquence une nouvelle guerre.

Cela dit, il importe de souligner que la notion de "cours historique" telle qu'elle a été utilisée par la Fraction italienne dans les années 1930 et par le CCI entre 1968 et 1989 était parfaitement valable et constituait le cadre fondamental de compréhension de la situation mondiale. En aucune façon, le fait que notre organisation ait été conduite à prendre en compte les données nouvelles et inédites de cette situation depuis 1989 ne peut être interprété comme une remise en cause de notre cadre d'analyse jusqu'à cette date.

### Les tensions impérialistes

7) Dès 1990, en même temps que nous constatons la disparition des blocs impérialistes qui avaient dominé la "Guerre froide", nous insistons sur la poursuite, et même l'aggravation des affrontements guerriers :

*"Dans la période de décadence du capitalisme, TOUS les États sont impérialistes et prennent les dispositions pour assumer cette réalité : économie de guerre, armements, etc. C'est pour cela que l'aggravation des convulsions de l'économie mondiale ne pourra qu'attiser les déchirements entre ces différents États, y compris, et de plus en plus, sur le plan militaire. (...) Ces rivalités et affrontements ne peuvent pas, à l'heure actuelle, dégénérer en un conflit mondial (...). En revanche, du fait de la disparition de la discipline imposée par la présence des blocs, ces conflits risquent d'être plus violents et plus nombreux, en particulier, évidemment, dans les zones où le prolétariat est le plus faible." (Revue Internationale n° 61, "Après l'effondrement du bloc de l'est, déstabilisation et chaos ")*

*"... la disparition actuelle des blocs impérialistes ne saurait impliquer la moindre remise en cause de l'emprise de l'impérialisme sur la vie de la société. La différence fondamentale réside dans le fait que (...) la fin des blocs ne fait qu'ouvrir la porte à une forme encore plus barbare, aberrante et chaotique de l'impérialisme." (Revue Internationale n°64, "Militarisme et décomposition ")*

Depuis, la situation mondiale n'a

fait que confirmer cette tendance à l'aggravation du chaos comme nous le constatons il y a un an :

*"Le développement de la décomposition a conduit à un déchaînement sanglant et chaotique de l'impérialisme et du militarisme. L'explosion de la tendance au chacun pour soi a conduit à la montée des ambitions impérialistes des puissances de deuxième et troisième niveau, ainsi qu'à l'affaiblissement croissant de la position dominante des États-Unis dans le monde. La situation actuelle se caractérise par des tensions impérialistes partout et par un chaos de moins en moins contrôlable, mais surtout par son caractère hautement irrationnel et imprévisible, lié à l'impact des pressions populistes, en particulier au fait que le pouvoir le plus fort du monde est aujourd'hui dirigé par un président populiste aux réactions capricieuses." (Revue Internationale n°161, "Analyse de l'évolution récente des tensions impérialistes (juin 2018)"*

8) Le Moyen-Orient, là où l'affaiblissement du leadership américain est le plus manifeste et où l'incapacité américaine de s'engager militairement trop directement en Syrie a laissé le champ ouvert aux autres impérialismes, offre un concentré de ces tendances historiques :

- En particulier la Russie s'est imposée sur le théâtre syrien grâce à sa force militaire et s'y est affirmée comme puissance incontournable pour y conserver sa base navale de Tartous.

- L'Iran, grâce à sa victoire militaire permettant de sauver le régime allié d'Assad et en se forgeant un corridor terrestre irako-syrien reliant directement l'Iran à la Méditerranée et au Hezbollah libanais, en est le principal bénéficiaire et a rempli son objectif de s'ériger au premier plan dans cette région, en particulier en y déployant des troupes en dehors de son territoire.

- La Turquie, obsédée par la crainte de l'établissement de zones autonomes kurdes qui la déstabilise, opère militairement en Syrie.

- Les "victoires" militaires en Irak et en Syrie contre l'État Islamique et le maintien d'Assad au pouvoir n'offrent aucune perspective de stabilisation. En Irak, la défaite militaire de l'EI n'a pas éliminé le ressentiment de l'ancienne fraction sunnite de S. Hussein

qui lui a donné naissance : l'exercice du pouvoir pour la première fois par des chiites ne fait que l'attiser encore. En Syrie, la victoire militaire du régime ne signifie ni la stabilisation ni la pacification de l'espace syrien partagé et soumis à des impérialismes aux intérêts concurrents.

- La Russie et l'Iran se divisent profondément quant à l'avenir de l'État syrien et la présence de leurs troupes militaires sur son territoire ;

Ni Israël, hostile au renforcement du Hezbollah au Liban et en Syrie, ni l'Arabie Saoudite ne peuvent tolérer cette avancée iranienne ; tandis que la Turquie ne peut accepter les trop grandes ambitions régionales de ses deux rivaux.

Les États-Unis et les occidentaux ne peuvent pas non plus renoncer à leurs ambitions dans cette zone stratégique du monde.

L'action centrifuge des différentes puissances, petites et grandes, dont les appétits impérialistes divergents entrent constamment en collision, ne fait qu'alimenter la persistance des conflits actuels, comme au Yémen, ainsi que la perspective de prochaines conflagrations et l'extension du chaos.

9) Alors que, suite à l'effondrement de l'URSS en 1989, la Russie semblait condamnée à ne plus pouvoir jouer qu'un rôle de puissance secondaire, celle-ci effectue un retour en force au plan impérialiste. Puissance sur le déclin et dépourvue des capacités économiques pour soutenir la compétition militaire avec les autres grandes puissances à long terme, elle démontre, grâce à la restauration de ses capacités militaires depuis 2008, sa très importante agressivité militaire et sa force de nuisance internationalement :

- Elle a ainsi mis en échec le "containment" américain (avec l'intégration à l'OTAN de ses ex-alliés du Pacte de Varsovie) sur le continent européen avec l'annexion de la Crimée en 2014, l'amputation séparatiste du Donbass brisant toute possibilité de faire de l'Ukraine une pièce centrale du dispositif antirusse.

- Elle a profité des difficultés américaines pour effectuer une poussée vers la Méditerranée : son intervention militaire en Syrie lui a permis de renforcer sa présence militaire navale dans

ce pays et dans le bassin oriental de la Méditerranée. La Russie est aussi parvenue pour le moment à opérer un rapprochement avec la Turquie, pourtant membre de l'OTAN, qui s'éloigne de l'orbite américaine.

L'actuel rapprochement de la Russie avec la Chine sur la base du rejet des alliances américaines dans la région Asie n'ayant qu'une faible perspective d'alliance à long terme tant les intérêts des deux États divergent, l'instabilité des rapports de forces entre puissances confère à l'État-continent eurasiatique russe, une importance stratégique nouvelle au vu de la place qu'elle peut occuper dans l'endigement de la Chine.

10) Surtout, la situation actuelle est marquée par la rapide montée en puissance de la Chine. Celle-ci se donne comme perspective (en investissant massivement dans de nouveaux secteurs technologiques, en particulier l'intelligence artificielle) de s'ériger en puissance économique de premier plan à l'horizon 2030-50 et de se doter d'ici 2050 d'une "armée de classe mondiale capable de remporter la victoire dans toute guerre moderne". La manifestation la plus visible de ses ambitions est le lancement depuis 2013 des "nouvelles routes de la soie" (création de corridors de transport sur mer et sur terre, d'accès au marché européen et de sécurisation de ses voies commerciales) conçues comme moyen de renforcer sa présence économique mais également comme un instrument de développement de sa puissance impérialiste dans le monde et à long terme, menaçant directement la prééminence américaine.

Cette ascension de la Chine provoque une déstabilisation générale des relations entre puissances qui, d'ores et déjà sont entrées dans un moment stratégique grave où la puissance dominante, les États-Unis, tente de contenir et entreprend de briser l'ascension de la puissance chinoise qui la menace. La riposte américaine débutée par Obama – reprise et amplifiée par Trump par d'autres moyens – représente un tournant dans la politique américaine. La défense de leurs intérêts en tant qu'état national épouse désormais celle du chacun pour soi qui domine les rapports impérialistes : les États-Unis passent du rôle de gendarme de l'ordre mondial à celui de

principal agent propagateur du chaos et de remise en cause de l'ordre mondial établi depuis 1945 sous leur égide.

Cette "bataille stratégique pour le nouvel ordre mondial entre États-Unis et Chine" qui se joue dans tous les domaines à la fois, augmente encore l'incertitude et l'imprévisibilité déjà inscrite dans la situation particulièrement complexe, instable et mouvante de la décomposition : ce conflit majeur contraignant tous les états à reconsidérer leurs options impérialistes en pleine évolution.

11) Les étapes de l'ascension de la Chine sont inséparables de l'histoire des blocs impérialistes et de leur disparition en 1989 : la position de la Gauche communiste affirmant "*l'impossibilité de tout surgissement de nouvelles nations industrialisées*" dans la période de décadence et la condamnation des états " *qui n'ont pas réussi leur "décollage industriel" avant la première guerre mondiale à stagner dans le sous-développement, ou à conserver une arriération chronique par rapport aux pays qui tiennent le haut du pavé*" était parfaitement valable dans la période de 1914 à 1989. C'est le carcan de l'organisation du monde en deux blocs impérialistes adverses (permanente entre 1945 et 1989) en vue de la préparation de la guerre mondiale qui empêchait tout bouleversement de la hiérarchie entre puissances. L'essor de la Chine a commencé avec l'aide américaine rétribuant son changement de camp impérialiste en faveur des États-Unis en 1972. Il s'est poursuivi de façon décisive après la disparition des blocs en 1989. La Chine apparaît comme le principal bénéficiaire de la "globalisation" suite à son adhésion à l'OMC en 2001 quand elle est devenue l'atelier du monde et la destinataire des délocalisations et des investissements occidentaux, se hissant finalement au rang de seconde puissance économique mondiale. Il a fallu la survenue des circonstances inédites de la période historique de la décomposition pour permettre l'ascension de la Chine, sans laquelle celle-ci n'aurait pas eu lieu.

La puissance de la Chine porte tous les stigmates du capitalisme en phase terminale : elle est basée sur la surexploitation de la force de travail du prolétariat, le développement effréné de

l'économie de guerre du programme national de "fusion militaro-civile" et s'accompagne de la destruction catastrophique de l'environnement, tandis que la "cohésion nationale" repose sur le contrôle policier des masses soumises à l'éducation politique du Parti unique et la répression féroce des populations allogènes du Xinjiang musulman et du Tibet. En fait, la Chine n'est qu'une métastase géante du cancer généralisé militariste de l'ensemble du système capitaliste : sa production militaire se développe à un rythme effréné, son budget défense a multiplié par six en 20 ans et occupe depuis 2010 la 2<sup>e</sup> place mondiale.

12) La mise en place des "nouvelles routes de la soie" et l'avancée graduelle, persistante et à long terme de la Chine (l'établissement d'accords économiques ou de partenariats interétatiques partout dans le monde - avec l'Italie, la prise de contrôle du port d'Athènes en Méditerranée - jusqu'en Amérique Latine ; la création d'une base militaire à Djibouti - porte d'entrée de son influence grandissante sur le continent africain) affecte tous les états et bouscule "tous les équilibres" existants.

En Asie, la Chine a déjà modifié l'équilibre des forces impérialistes au détriment des États-Unis. Il ne lui est pas possible cependant de remplir automatiquement le "vide" laissé par le déclin du leadership américain en raison même du chacun pour soi impérialiste et de la méfiance qu'inspire sa puissance. D'importantes tensions impérialistes se cristallisent en particulier avec :

- l'Inde, qui dénonce la création des routes de la soie dans son voisinage immédiat (Pakistan, Birmanie, Sri Lanka) comme une stratégie d'encerclement et une atteinte à sa souveraineté, entreprend un grand programme de modernisation de son armée et a quasiment doublé son budget depuis 2008.

- et le Japon qui adopte la même volonté d'y faire barrage. Tokyo a commencé à remettre en cause le statut limitant sa capacité juridique et matérielle à recourir à la force militaire issu de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale et soutient directement les États régionaux, diplomatiquement mais aussi militairement, pour faire face à la Chine.

L'hostilité de ces deux États envers la Chine pousse à leur convergence ainsi qu'à leur rapprochement avec les États-Unis. Ces derniers ont lancé une alliance quadripartite Japon-États-Unis-Australie-Inde offrant un cadre de rapprochement diplomatique entre les différents États opposés à la montée de la Chine, mais aussi militaire.

Dans cette phase de "rattrapage" de la puissance des États-Unis par la Chine, celle-ci tente de masquer ses ambitions hégémoniques afin d'éviter l'affrontement direct avec son challenger nuisible à ses projets à long terme, tandis que les États-Unis prennent l'initiative dès maintenant pour y faire barrage et recentrent l'essentiel de leur attention impérialiste sur l'espace Indopacifique.

13) Malgré le populisme de Trump, en dépit des désaccords au sein de la bourgeoisie américaine sur la manière de défendre leur leadership et des divisions en particulier concernant la Russie, l'administration Trump adopte une politique impérialiste en continuité et en cohérence avec les intérêts impérialistes fondamentaux de l'État américain qui fait globalement consensus au sein des secteurs majoritaires de la bourgeoisie américaine : défendre le rang de première puissance mondiale indiscutée des États-Unis.

Face à l'enjeu chinois, les États-Unis opèrent une importante mutation de leur stratégie impérialiste mondiale. Ce virage repose sur le constat que le cadre de la "mondialisation" n'a pas garanti la position des États-Unis, mais l'a même affaiblie. L'officialisation par l'administration Trump de faire prévaloir sur tout autre principe celui de la défense de leurs seuls intérêts en tant qu'état national et l'imposition de rapports de force profitables aux États-Unis comme principal fondement des relations avec les autres États, entérine et tire les implications de l'échec de la politique des 25 dernières années de lutte contre le chacun pour soi en tant que gendarme du monde et de la défense de l'ordre mondial hérité de 1945.

Le tournant opéré par les États-Unis se concrétise par :

- leur retrait (ou la remise en cause) des accords internationaux et des institutions devenus des entraves à leur suprématie ou contradictoires avec

les besoins actuels de l'impérialisme américain : retrait de l'Accord de Paris sur le changement climatique, la réduction des contributions à l'ONU et leur retrait de l'UNESCO, du Conseil des Droits de l'Homme des Nations-Unies, du Pacte Mondial sur les Migrants et les réfugiés.

- la volonté d'adapter l'OTAN, l'alliance militaire héritée des blocs qui a perdu une bonne partie de sa pertinence dans la configuration actuelle des tensions impérialistes, en imposant aux alliés une prise en charge financière plus importante de leur protection et en révisant l'automatisme du déploiement du parapluie américain en leur faveur.

- la tendance à l'abandon du multilatéralisme au profit d'accords bilatéraux (en se fondant sur sa force militaire et sa force économique) utilisant les leviers du chantage économique, de la terreur et de la menace de l'utilisation de la force brute militaire (comme les frappes atomiques contre la Corée) pour s'imposer.

- la guerre commerciale avec la Chine en bonne partie en vue d'interdire à celle-ci toute possibilité d'accéder à la stature économique et de développer les secteurs stratégiques lui permettant de contester directement leur hégémonie.

- la remise en cause des accords multilatéraux de limitation des armements (FNI et START) afin de conserver leur avance technologique et relancer la course aux armements pour épuiser ses rivaux (selon la stratégie éprouvée ayant entraîné l'effondrement de l'URSS). Les États-Unis ont adopté en 2018 l'un des budgets militaires les plus élevés de leur histoire, relancent leurs capacités nucléaires et envisagent la création d'une VI<sup>e</sup> composante de l'US Army destinée à "dominer l'espace" afin de contrecarrer les menaces de la Chine dans le domaine satellitaire.

Le comportement de vandale d'un Trump qui peut dénoncer du jour au lendemain les engagements internationaux américains au mépris des règles établies représente un nouveau et puissant facteur d'incertitude et d'impulsion du chacun pour soi. Il forme un indice supplémentaire de la nouvelle étape que franchit le système capitaliste dans l'enfoncement dans la barbarie et l'abîme du militarisme à

outrance.

14) Le changement de stratégie américaine est perceptible sur certains des principaux théâtres impérialistes :

- au Moyen-Orient, l'objectif affirmé des États-Unis vis à vis de l'Iran (et des sanctions à son encontre) vise à déstabiliser et à renverser le régime en jouant sur ses divisions internes. Tout en cherchant à poursuivre leur désengagement militaire progressif des borbiers d'Afghanistan et de Syrie, les États-Unis s'appuient désormais unilatéralement sur leurs alliés d'Israël et surtout d'Arabie Saoudite (de loin la principale puissance militaire régionale) comme pivot de leur politique d'endiguement de l'Iran. Dans cette perspective ils fournissent à chacun de ces deux États et à leurs dirigeants respectifs les gages de soutien indéfectible sur tous les plans (fourniture d'équipements militaires dernier cri, appui de Trump dans le scandale de l'assassinat de l'opposant Khashoggi pour l'Arabie, reconnaissance de Jérusalem-Est comme capitale et de la souveraineté israélienne sur le plateau syrien du Golan pour Israël) pour s'attacher leur alliance. La priorité de l'endiguement de l'Iran s'accompagne de la perspective de l'abandon des accords d'Oslo de la solution des "deux États" (israélien et palestinien) à la question palestinienne. L'arrêt de l'aide américaine aux Palestiniens et à l'OLP et la proposition du "big deal" (l'abandon de toute revendication de la création d'un état palestinien en échange d'une aide économique américaine "géante") visent à tenter de résorber la pomme de discorde palestinienne instrumentalisée par tous les impérialismes régionaux contre les États-Unis pour faciliter le rapprochement de facto entre les alliés arabe et israélien.

- en Amérique Latine, les États-Unis engagent une contre-offensive pour s'assurer un meilleur contrôle impérialiste dans leur zone d'influence traditionnelle. L'arrivée au pouvoir de Bolsonaro au Brésil n'est pas en tant que telle le résultat d'une simple poussée du populisme mais résulte d'une vaste opération de pression américaine sur la bourgeoisie brésilienne tramée par l'État américain avec l'objectif, rempli, de ramener cet État dans son giron impérialiste. Prologue d'un plan d'ensemble visant à renverser les ré-

gimes anti-américains de la "troïka de la tyrannie" (Cuba, Venezuela et Nicaragua), il a été poursuivi par la tentative, pour l'instant avortée, d'écarter la clique chaviste du régime Maduro au Venezuela.

Washington inflige cependant clairement un revers à la Chine qui avait fait du Venezuela un allié politique de choix pour étendre son influence et qui se révèle impuissante à s'opposer à la pression américaine. Il n'est pas impossible que cette offensive américaine de reconquête impérialiste de son arrière-cour d'Amérique latine inaugure une offensive plus systématique contre la Chine sur d'autres continents. Pour le moment elle fait planer la perspective de la plongée du Venezuela dans le chaos d'un affrontement à mort et sans issue entre fractions bourgeoises, ainsi que d'une déstabilisation accrue de l'ensemble de cette zone sud-américaine.

15) L'actuel renforcement général des tensions impérialistes se traduit par la relance de la course aux armements et à la suprématie technologique militaire non seulement là où les tensions sont les plus apparentes (en Asie et au Moyen Orient) mais pour tous les États, grandes puissances en tête. Tout indique que se profile une nouvelle étape dans les affrontements inter-impérialistes et d'enfoncement du système dans la barbarie guerrière.

Dans ce contexte l'Union Européenne, en raison de cette situation impérialiste, va continuer à être confrontée à la tendance à la fragmentation, comme l'a mis en évidence le rapport sur les tensions impérialistes de juin 2018. (Revue Internationale n° 161)

### La crise économique

16) Au plan économique, la situation du capitalisme est, depuis début 2018, marquée par un net ralentissement de la croissance mondiale (passée de 4 % en 2017 à 3,3 % en 2019), que la bourgeoisie prévoit comme durable et devant s'aggraver en 2019-20. Ce ralentissement s'est avéré plus rapide que prévu en 2018, le FMI ayant dû revoir à la baisse ses prévisions sur les deux prochaines années, et touche pratiquement simultanément les différentes parties du capitalisme : Chine, États-Unis, zone euro. En 2019, 70 % de l'économie mondiale ralentissent et particulièrement les pays "avancés",

(Allemagne, Royaume-Uni). Certains des pays émergents sont déjà en récession (Brésil, Argentine, Turquie) tandis que la Chine, en ralentissement depuis 2017 et avec une croissance évaluée à 6,2 % pour 2019 encaisse ses plus bas chiffres de croissance des trente dernières années.

La valeur de la plupart des monnaies des pays émergents s'est affaiblie, quelquefois fortement, comme en Argentine et en Turquie. Fin 2018, le commerce mondial enregistre une croissance zéro, tandis qu'au plan financier Wall Street a connu en 2018 les "corrections" boursières les plus amples des 10 dernières années. La plupart des indicateurs sont au clignotant et annoncent la perspective d'une nouvelle plongée de l'économie capitaliste.

17) La classe capitaliste n'a pas de futur à offrir, son système a été condamné par l'histoire. Depuis la crise de 1929, la première grande crise de l'époque de la décadence du capitalisme, la bourgeoisie n'a pas cessé de sophistiquer l'intervention de l'État pour exercer un contrôle général sur l'économie. De plus en plus confronté à l'étrouffement croissant des marchés extra-capitalistes, de plus en plus menacé par une surproduction généralisée, "le capitalisme s'est donc maintenu en vie grâce à l'intervention consciente de la bourgeoisie qui ne peut plus se permettre de s'en remettre à la main invisible du marché. C'est vrai que les solutions deviennent aussi des parties du problème :

- le recours à l'endettement accumule clairement des problèmes énormes pour le futur,
- la boursoufflure de l'État et du secteur de l'armement génère des pressions inflationnistes effroyables.

Depuis les années 70, ces problèmes ont engendré différentes politiques économiques, mettant alternativement l'accent sur le "Keynésianisme" ou le "néolibéralisme", mais comme aucune politique ne peut s'attaquer aux causes réelles de la crise, aucune démarche ne pourra arriver à la victoire finale. Ce qui est remarquable, c'est la détermination de la bourgeoisie à maintenir à tout pris son économie en marche et sa capacité à freiner la tendance à l'effondrement à travers un endettement gigantesque." (Résolution sur la situa-

tion internationale du 16<sup>e</sup> Congrès).

Produit des contradictions de la décadence et de l'impasse historique du système capitaliste, le capitalisme d'État mis en place à l'échelle de chaque capital national n'obéit cependant pas à un strict déterminisme économique ; au contraire son action, essentiellement de nature politique, intègre et combine simultanément dans son organisation et ses options les plans économiques, sociaux (comment faire face à son ennemi de classe en fonction du rapport de force entre les classes) et impérialistes (la nécessité de maintenir un énorme secteur de l'armement au centre de toute activité économique) pour préserver et défendre le système d'exploitation bourgeois sur tous les plans vitaux. Ainsi le capitalisme d'État a-t-il connu différentes phases et modalités d'organisation au cours de l'histoire de la décadence.

18) Dans les années 1980, sous l'impulsion des grandes puissances économiques, une telle nouvelle phase a été inaugurée : celle de la "mondialisation". Dans une première étape, elle a d'abord pris la forme des Reagonomics, rapidement relayée par une deuxième, qui a mis à profit la situation historique inédite de la chute du bloc de l'est, pour étendre et approfondir une vaste réorganisation de la production capitaliste à l'échelle planétaire entre 1990 et 2008.

Le maintien de la coopération entre États, utilisant notamment les vieilles structures du bloc occidental, et la préservation d'un certain ordre dans les échanges commerciaux, ont été des moyens de faire face à l'aggravation de la crise (les récessions de 1987 et 1991-93) mais aussi aux premiers effets de la décomposition, qui, sur le terrain économique ont pu ainsi être, en grande partie, atténués.

Sur le modèle de référence de l'UE éliminant les barrières douanières entre États-membres, l'intégration de nombreuses branches de la production mondiale s'est renforcée en développant de véritables chaînes de production à l'échelle planétaire. En combinant logistique, informatique et télécommunications, permettant des économies d'échelle, l'exploitation accrue de la force de travail du prolétariat (par la hausse de la productivité, la mise en concurrence internationale, la libre circulation de la main d'œuvre

pour imposer la baisse des salaires), la soumission de la production à la logique financière de la rentabilité maximale, le commerce mondial a continué à s'accroître, même si plus faiblement, stimulant l'économie mondiale, d'un "second" souffle prolongeant l'existence du système capitaliste.

19) La crise de 2007-09 a marqué une étape dans l'enfoncement du système capitaliste dans sa crise irréversible : après quatre décennies de recours au crédit et à l'endettement afin de contrecarrer la tendance croissante à la surproduction, ponctuées de récessions de plus en plus profondes et de reprises de plus en plus limitées, la récession de 2009 a été la plus importante depuis la Grande Dépression. C'est l'intervention massive des États et de leurs banques centrales qui ont sauvé le système bancaire de la faillite complète par un endettement public faramineux en rachetant les créances qui ne pouvaient plus être remboursées.

Le capital chinois, lui aussi gravement touché par la crise, a joué un rôle important dans la stabilisation de l'économie mondiale par la mise en œuvre de plans de relance en 2009, 2015 et 2019 fondé sur un endettement massif de l'État.

Non seulement les causes de la crise de 2007-2011 n'ont pas été résolues ou dépassées, mais la gravité et les contradictions de la crise sont passées à un stade supérieur : ce sont désormais les États eux-mêmes qui sont confrontés au poids écrasant de leur endettement (la "dette souveraine") qui affecte encore plus leur capacité à intervenir pour relancer leurs économies nationales respectives. *"L'endettement a constitué un moyen de suppléer à l'insuffisance des marchés solvables, mais celui-ci ne peut s'accroître indéfiniment, ce qu'a mis en évidence la crise financière à partir de 2007. Cependant, toutes les mesures qui peuvent être prises pour limiter l'endettement placent à nouveau le capitalisme devant sa crise de surproduction, et cela dans un contexte économique international qui limite de plus en plus sa marge de manœuvre."* (Résolution situation internationale 20<sup>e</sup> Congrès).

20) Le développement actuel de la crise par les perturbations croissantes qu'el-

le provoque dans l'organisation de la production en une vaste construction multilatérale à l'échelle internationale unifiée par des règles communes montre les limites de la "mondialisation": le besoin toujours plus grand d'unité (qui n'a jamais signifié autre chose que l'imposition de la loi du plus fort sur les plus faibles) en raison de l'intrication "transnationale" de la production très segmentée pays par pays (c'est en unités fondamentalement divisées par la concurrence où tout produit est conçu ici, assemblé là à l'aide d'éléments produits ailleurs encore) se heurte à la nature nationale de chaque capital, aux limites mêmes du capitalisme, irrémédiablement divisé en nations concurrentes et rivales, le degré d'unité maximal qu'il est impossible au monde bourgeois de dépasser. L'aggravation de la crise (ainsi que les exigences de la rivalité impérialiste) soumet à rude épreuve les institutions et les mécanismes multilatéraux.

Ce fait s'illustre par l'attitude actuelle des deux principales puissances en compétition pour l'hégémonie mondiale :

- La Chine a assuré sa montée en puissance économique à la fois en utilisant les leviers du multilatéralisme de l'OMC tout en développant sa propre politique de partenariat économique (comme à travers le projet des "nouvelles routes de la soie" visant à contrecarrer le ralentissement de sa croissance) sans se préoccuper des normes environnementales ou "démocratiques" (propres à la politique de mondialisation pour imposer les normes occidentales et la concurrence à l'échelle mondiale entre bénéficiaires et perdants de la mondialisation). Idéologiquement elle conteste l'ordre libéral occidental qu'elle estime en déclin et tente, en créant depuis 2012 des institutions (l'Organisation de Shanghai, la Banque asiatique de développement...) de poser les bases d'un ordre international concurrent alternatif, que la bourgeoisie qualifie d'"illibéral".

- L'État américain sous l'administration Trump (soutenu par une majorité de la bourgeoisie américaine) s'estimant le perdant de la "mondialisation" face aux "tricheries" de la Chine et de ses rivaux tend à contourner les institutions de régulation (OMC, G7 et G20) de plus en plus inaptes à pré-

server la position américaine (leur vocation première) pour privilégier les accords bilatéraux assurant une meilleure défense de ses intérêts.

21) L'influence de la décomposition représente un facteur de déstabilisation supplémentaire. En particulier, le développement du populisme vient encore aggraver la situation économique en voie de dégradation en introduisant un facteur d'incertitude et d'imprédictibilité face aux tourments de la crise. L'arrivée au pouvoir de gouvernements populistes, aux programmes peu réalistes pour le capital national, qui affaiblit le fonctionnement de l'économie et du commerce mondiaux sème la pagaille, fait planer le risque d'affaiblissement des moyens imposés par le capitalisme depuis 1945 pour éviter tout repli autarcique sur le cadre national favorisant la contagion incontrôlée de la crise économique. La pagaille du Brexit et l'épineuse sortie de la Grande-Bretagne de l'UE en fournissent une autre illustration : l'incapacité des partis de la classe dominante britannique à statuer sur les conditions de la séparation et la nature des relations futures avec l'Union Européenne, les incertitudes autour du "rétablissement" des frontières, en particulier entre l'Irlande du Nord et l'Eire, le devenir incertain de l'Ecosse pro-européenne menaçant de se séparer du Royaume-Uni affectent l'économie anglaise (en faisant dévisser la valeur de la livre) tout comme celle des ex-partenaires de l'UE, privées de la visibilité à long terme et de la stabilité réglementaire indispensables à la conduite des affaires.

Les désaccords concernant la politique économique en Grande-Bretagne, aux États-Unis et ailleurs montrent l'existence de divisions croissantes sur ce plan, non seulement entre nations rivales mais aussi au sein de chaque bourgeoisie nationale entre "multilatéralistes" et "unilatéralistes" et même au sein de chacune de ces approches (par ex. entre "soft" et "hard" Brexiters au Royaume-Uni). Non seulement il n'y a plus de consensus minimal sur la politique économique, même entre les pays de l'ancien bloc occidental, mais cette question est aussi de plus en plus conflictuelle au sein même des bourgeoisies nationales.

22) L'accumulation actuelle de l'en-

semble de ces contradictions dans le contexte présent d'avancée de la crise économique ainsi que de fragilité du système monétaire et financier et d'endettement massif des États au plan international suite à 2008, ouvrent une période de graves convulsions à venir et placent à nouveau le système capitaliste devant la perspective d'une nouvelle plongée. Il faut néanmoins ne pas perdre de vue que le capitalisme n'a certainement pas épuisé de façon définitive tout recours pour accompagner l'enfoncement dans la crise et éviter des situations incontrôlées, en particulier dans les pays centraux. La situation de surendettement des États, dont le service de la dette auquel doit être affecté une partie accrue de la richesse nationale produite, plombe lourdement les budgets nationaux et réduit fortement leur marge de manœuvre face à la crise. Pour autant, il est certain que cette situation ne mettra :

- aucunement fin à la politique d'endettement, comme principal palliatif aux contradictions à la crise de surproduction et moyen de reporter les échéances, dans la fuite en avant pour préserver son système, au prix de convulsions futures toujours plus graves ;

- ni aucun frein à la folle course aux armements à laquelle est condamné irrémédiablement chaque État. Celle-ci prend une forme de plus en plus manifestement irrationnelle par le poids croissant de l'économie de guerre et la production d'armement, la part grandissante de leur PIB qui va continuer à y être consacrée (et qui atteint aujourd'hui son plus haut niveau depuis 1988, à l'époque de la confrontation entre blocs impérialistes).

23) Concernant le prolétariat, ces nouvelles convulsions ne peuvent que se traduire par des attaques encore plus importantes contre ses conditions de vie et de travail sur tous les plans et dans le monde entier, en particulier :

- par le renforcement de l'exploitation de la force de travail par la poursuite de la baisse des salaires et l'augmentation des cadences et de la productivité dans tous les secteurs ;

- par la poursuite du démantèlement de ce qui reste du welfare state (restrictions supplémentaires des diffé-

(Suite page 34)

# Rapport sur l'impact de la décomposition sur la vie politique de la bourgeoisie

Dans le cadre de l'impact de la décomposition sur la vie de la bourgeoisie, ce rapport se centre plus particulièrement sur les difficultés que rencontre la bourgeoisie avec la montée des courants populistes et sur la manière dont elle tente de réagir. Il ne traitera donc pas de manière directe et centrale de l'histoire du populisme ou de questions plus générales telles que le rapport entre populisme et violence.

## Décomposition et populisme

Depuis 2007, le CCI n'a plus débattu d'un rapport sur la vie politique de la bourgeoisie. Cependant, le rapport sur la décomposition du 22<sup>e</sup> congrès CCI - faiblement discuté au congrès - qui actualise et complète les axes principaux des thèses sur la décomposition et situe le phénomène du populisme dans ce contexte, fournit le cadre de référence pour analyser et interpréter les soubresauts qui caractérisent la vie politique de la bourgeoisie aujourd'hui. Les idées majeures en sont les suivantes :

- Le capitalisme décadent est entré *"dans une phase spécifique – la phase ultime – de son histoire, celle où la décomposition devient un facteur, sinon le facteur, décisif de l'évolution de la société"* (Rapport décomposition). Avec la crise des réfugiés et le développement du terrorisme, le populisme en est une des expressions les plus marquantes. Ce processus de décomposition de la société est irréversible.

- La montée du populisme *"n'est pas le résultat d'une volonté politique déléguée des secteurs dominants de la bourgeoisie"*. C'est au contraire une confirmation de la tendance à *"une perte de contrôle croissante par la classe dominante de son appareil politique"* (Id.).

- Sa cause déterminante est *"l'incapacité du prolétariat à mettre en avant sa propre réponse, sa propre alternative à la crise du capitalisme. Dans cette situation de vide, en quelque sorte, de perte de confiance envers les institutions officielles de la société qui ne sont plus capables de la protéger, de perte de confiance en l'avenir, la tendance à se tourner vers le passé, à chercher des boucs émissaires res-*

*ponsables de la catastrophe devient de plus en plus forte"* (Id.).

- Elle comporte *"un élément commun qui est présent dans la plupart des pays avancés : la perte profonde de confiance envers les "élites" (...) du fait de leur incapacité à rétablir la santé de l'économie, d'enrayer une montée continue du chômage ou de la misère"*. Cette révolte contre les dirigeants politiques *"(...) ne peut aucunement déboucher sur une perspective alternative au capitalisme"* (Id.).

- *"La réaction populiste est de vouloir remplacer la pseudo-égalité hypocrite existante par un système "honnête" et ouvert de discrimination légale. (...) en l'absence d'une perspective de croissance à plus long terme pour l'économie nationale, les conditions de vie des autochtones ne peuvent être plus ou moins stabilisées que par une discrimination à l'encontre de tous les autres"* (Résolution sur la situation internationale du 22<sup>e</sup> congrès du CCI).

## La perte croissante de contrôle par la bourgeoisie de son appareil politique

Depuis 2017 et un 22<sup>e</sup> congrès international confronté au vote en faveur du Brexit et à l'élection de Trump à la présidence des États-Unis, l'impact du populisme sur tous les aspects de la situation internationale est devenu de plus en plus net : il a été largement mis en évidence dans le cas des tensions impérialistes et de la lutte du prolétariat. Il devient aussi de plus en plus saillant au niveau économique. Il se révèle enfin de manière spectaculaire sur le plan de l'appareil politique de la bourgeoisie : les événements des deux dernières années confirment donc de manière spectaculaire *"cet aspect que nous avons identifié il y a 25 ans :*

*la tendance à une perte de contrôle croissante par la classe dominante de son appareil politique"* (Rapport sur la décomposition).

La perte de contrôle s'est traduite ces dernières années par une extension spectaculaire du phénomène, par l'accentuation d'une véritable lame de fond populiste : Selon une étude du quotidien "The Guardian", couvrant ces vingt dernières années, les partis populistes ont vu le nombre de votes en leur faveur tripler en Europe (de 7% à 25%). Dans une dizaine de pays, ces partis participent au gouvernement ou à la majorité parlementaire : Pologne, Hongrie, Tchéquie, Slovaquie, Bulgarie, Autriche, Danemark, Norvège, Suisse et Italie. L'étude pointe deux moments d'intensification de cette expansion : la crise financière de 2008 et la vague des réfugiés en 2015. L'exacerbation des autres phénomènes caractérisant la décomposition, tels le terrorisme, le chacun pour soi, attise les flammes et stimule l'extension populiste à tous les aspects de la société capitaliste. Enfin, l'arrivée au pouvoir, dans la principale puissance impérialiste, d'un président populiste a encore intensifié la puissance du raz de marée, comme l'illustrent les données récentes : constitution d'un gouvernement uniquement constitué de formations populistes en Italie, appareil politique qui s'enfoncé dans la confusion en Grande-Bretagne, vive pression des forces populistes sur la politique de Merkel en Allemagne, victoire de Jair Bolsonaro au Brésil, mouvement des "Gilets jaunes" en France, surgissement d'un parti populiste nationaliste ("Vox") en Espagne, etc. ...

Les expressions du populisme provoquent des soubresauts de plus en plus incontrôlables au sein de l'appareil politique des différentes bourgeoisies. Les sections suivantes du rapport montreront qu'elles constituent un facteur majeur dans l'ensemble des pays industrialisés et qu'elles ont aussi sous des formes similaires un impact non négligeables dans un

certain nombre de pays "émergents".

### La présidence de Trump et l'exacerbation des oppositions au sein de la bourgeoisie américaine

La crise de la bourgeoisie américaine n'est pas née de l'élection de Trump. En 2007, le rapport relevait déjà la crise de cette bourgeoisie en expliquant : *"C'est d'abord et avant tout cette situation objective – une situation qui exclut toute stratégie à long terme de la part de la puissance dominante subsistante – qui a rendu possible l'élection et la réélection d'un régime aussi corrompu, avec un président à sa tête aussi pieux que stupide [Bush junior]. (...), l'Administration Bush n'est rien d'autre que le reflet de la situation sans issue de l'impérialisme américain" (L'impact de la décomposition sur la vie de la bourgeoisie, rapport non publié pour le XVIIe congrès du CCI). Cependant, la victoire d'un président populiste aux décisions imprédictibles a non seulement fait éclater au grand jour la crise de la bourgeoisie américaine mais a surtout mis en lumière l'instabilité croissante son appareil politique et l'exacerbation des tensions internes.*

Incapables d'empêcher son élection, ses fractions les plus responsables ont tout fait pour essayer de limiter les dégâts de différentes manières :

- en manœuvrant pour le destituer, mais les procédures d'"impeachment" semblent faire long feu ;
- en plaçant au sein du staff présidentiel des hommes de confiance (De Mc Master à Kelly en passant par Tillerson) mais ils ont progressivement été éliminés (le dernier, "Mad dog" Mattis vient de démissionner) ;
- en essayant d'imposer le contrôle politique par les députés républicains mais c'est Trump qui a en fin de compte vampirisé le Parti Républicain ;
- en visant à développer au sein du Parti Démocrate une alternative face à Trump mais cela a débouché sur un échec jusqu'à présent. En fin de compte, la réélection de Trump pour un second mandat paraît de plus en plus probable.

Par ailleurs, la politique déroutante et capricieuse de Trump met en lumière la perplexité et les divisions au sein de la bourgeoisie américaine à propos

des politiques économique et impérialiste à mettre en œuvre pour maintenir sa suprématie sur l'ensemble de la planète. Au-delà de l'approche versatile et mercantile de Trump, l'abandon du multilatéralisme au profit du bilatéralisme révèle une tension réelle au sein de la bourgeoisie : la domination de l'impérialisme américain s'est toujours présentée derrière un paravent moral : la défense de la démocratie et du monde libre, la défense des droits de l'homme (Clinton, Obama), le combat contre le mal (Bush), et cela à la tête d'une large coalition d'États. Face aux difficultés à maintenir ce rôle de gendarme du monde, Trump rompt ouvertement avec l'hypocrisie du multilatéralisme pour imposer la réalité cynique du rapport de force bilatéral, même avec ses amis (la Grande-Bretagne) et ses alliés (l'Allemagne). Dans sa logique, les États-Unis ne peuvent maintenir leur suprématie mondiale que s'ils améliorent leur situation économique et ceci peut se faire en exerçant un chantage sur leurs concurrents par le biais de leur suprématie militaire écrasante. Son ancien conseiller pour la sécurité nationale, le général Mc Master, l'explique bien dans le Wall Street Journal : il a *"la vision clairvoyante que le monde n'est pas une "communauté globale", mais une arène où les nations, les acteurs non gouvernementaux et les acteurs économiques s'engagent et combattent pour des avantages. (...). Plutôt que de nier cette nature élémentaire des relations internationales, nous l'assumons"* (30.05.2017). En ce sens, l'irrationalité de Trump ne réside pas dans l'absence d'orientation de sa politique mais dans l'orientation même de celle-ci, qui positionne le leader du capitalisme mondial à l'avant-garde du chacun pour soi et du chaos.

L'imprédictibilité de Trump envers la Russie révèle combien ces tensions se cristallisent autour de l'attitude par rapport à l'ancien chef du bloc adverse, l'ennemi du "monde libre" pour de larges fractions de la bourgeoisie américaine, mais néanmoins un allié potentiel contre la Chine (et contre l'Allemagne). Si la majorité des fractions bourgeoises semblent rester opposées à un rapprochement avec Poutine, Trump souffle constamment le chaud et le froid à ce propos :

- entretiens amicaux avec Poutine à

Helsinki en juillet dernier, où Trump, rompant ouvertement le blocus de l'OTAN face à la Russie suite à l'agression contre l'Ukraine, déclare vouloir faire ensemble "de grandes choses dans le monde",

- puis décision de Trump en octobre de sortir de l'accord sur la non-prolifération des armes nucléaires puisque la Russie ne se tient pas à celui-ci.

### Résultats et conséquences des diverses stratégies des bourgeoisies européennes

La *Contribution sur le populisme (Revue internationale n° 157)* envisageait comme hypothèse trois types de stratégies que la bourgeoisie pourrait mettre en œuvre face à la vague populiste : premièrement, l'opposition frontale en jouant la carte de l'anti-populisme ; deuxièmement, faire reprendre par des partis traditionnels des éléments de la politique populiste et enfin, troisièmement, revigorer, voire réanimer l'opposition droite / gauche. Dans quelle mesure ces stratégies ont-elles été mises en pratique et quelles sont les conséquences qui en découlent ?

#### La confrontation à travers une politique antipopuliste : les exemples français et allemand

En France, la politique antipopuliste de la bourgeoisie a réussi dans un premier temps à contrer Marine Le Pen en sortant de son chapeau l'homme "nouveau" Macron et son mouvement "La France en Marche", qui, selon la campagne médiatique, n'étaient pas liés aux partis traditionnels. Cependant, Macron a rapidement été confronté au problème de devoir implémenter une politique orientée vers la globalisation, au moment où le protectionnisme de Trump redistribuait les cartes, et surtout que, pour ce faire, il était obligé de lancer des attaques massives contre la classe ouvrière.

Les conséquences ne se sont pas fait attendre : Macron est confronté aujourd'hui à une chute vertigineuse de popularité et à la fronde des "gilets jaunes", dont bénéficieront sans doute largement les courants populistes, surtout que Macron ne dispose pas vraiment encore d'une structure politique suffisamment solide et fiable (un parti bien structuré) et, la bourgeoisie ayant largement sabordé lors des élections de 2017 ses partis traditionnels - affaiblis

et plongés depuis lors dans des querelles internes, il reste toujours, malgré ses fragilités, la principale force politique en France capable de limiter le poids du RN (populiste).

En Allemagne, Merkel s'est profilé d'emblée comme la championne de l'anti-populisme (cf. le "Wir schaffen das" - "On peut le faire!"), mais cela a boosté la vague populiste de sorte que la bourgeoisie allemande est confrontée aujourd'hui à l'AfD, devenue la deuxième formation politique du pays. Dès lors, elle a dû reconstituer après les dernières élections la grande coalition, largement désavouée lors des élections générales, et les résultats des élections dans les Länder de Bavière et de Saxe confirment la déroute électorale du CDU/CSU et l'effondrement du SPD. La situation est complexe et l'abandon par Merkel de la présidence de la CDU (et donc dans le futur du poste de chancelier) annonce une phase d'incertitude et d'instabilité de la bourgeoisie dominante en Europe.

L'appareil politique de la bourgeoisie allemande connaît donc des soubresauts alors même que l'Allemagne est sous pression au sein de l'UE, d'une part par les pays d'Europe centrale qui rejettent sa politique envers les réfugiés mais aussi le rôle d'économie subordonnée de sous-traitance que l'Allemagne leur impose, et d'autre part par les pays d'Europe du Sud (Grèce, Italie) qui rejettent sa politique économique, et alors qu'elle est aussi dans le collimateur de l'administration Trump, qui veut lui imposer des taxes d'importation sur ses automobiles et ses machines.

### **La reprise des idées populistes par les partis traditionnels : l'exemple anglais**

La bourgeoisie britannique a tenté de canaliser les conséquences désastreuses du référendum sur la sortie de l'UE en faisant endosser l'option du Brexit par l'un de ses grands partis traditionnels, le parti Conservateur. Loin de stabiliser la situation, les secousses au sein de l'appareil politique britannique n'ont pas arrêté depuis lors et accentuent l'instabilité en son sein et l'imprévisibilité des options choisies :

- les hésitations et tergiversations continues du gouvernement May (a) pour mettre en avant une politique cohérente afin d'implémenter le Brexit et

(b) pour conclure un accord clair avec l'UE, poussent l'UE à prendre des mesures de sauvegarde face à ce que les fonctionnaires européens appellent déjà un "failed state" ;

- la concertation au sein du gouvernement britannique, loin de tendre vers un apaisement des contradictions, les exacerbent tout au contraire en son sein (avec des démissions régulières de ministres en désaccord avec la politique menée) mais surtout au sein du parti conservateur qui risque d'éclater, de telle sorte que même l'accord flou et général que May a conclu avec l'UE a peu de chance d'être entériné par le parlement britannique. Les divisions sont d'ailleurs tout aussi réelles au sein de Labour entre un Corbyn plutôt pro-brexit et un nombre important de députés pro UE ;

- L'instabilité est profonde et plus que jamais, de plus en plus de politiciens britanniques ressemblent à des "talibans politiques", selon la formule d'un diplomate européen. Ces derniers mois ont d'ailleurs vu un retour en force sur les devants de la scène des options populistes les plus radicales, qui rêvent d'une "renaissance d'Albion", non seulement en dehors des partis traditionnels (Nigel Farage) mais surtout à l'intérieur du parti conservateur (avec les "poids lourds" Boris Johnson, Michael Gove, Jacob Rees-Mog, Steven Baker).

### **La constitution d'un gouvernement populiste : l'exemple italien**

Un cas de figure non envisagé par la contribution sur le populisme est la constitution d'un gouvernement composé uniquement de partis populistes. Depuis plusieurs années, des partis populistes ont fait partie de coalitions gouvernementales dans divers pays et, dans plusieurs pays de l'ex-bloc de l'Est comme la Hongrie ou la Pologne, les partis populistes sont même arrivés à la tête de l'État. Aujourd'hui cependant, c'est la quatrième puissance économique de l'UE, l'Italie, qui, sur fond de situation économique et sociale très difficile (Baisse du Produit intérieur brut à prix constant de 10% entre 2008 et 2017), voit l'émergence d'un gouvernement exclusivement constitué de partis populistes (Lega et M5S). Ce gouvernement allie une politique identitaire et xénophobe à une politique de défense sociale des

Italiens :

- revenu de citoyenneté, coûtant 9 milliards d'euros,
- réforme des retraites permettant d'avancer l'âge de la retraite de 67 à 62 ans (budget supplémentaire de 7 milliards),
- adoption du "décret dignité" qui réduit de 3 à 2 ans la période de renouvellement des contrats à durée déterminée,
- baisse de la fiscalité pour les travailleurs indépendants et les PME,
- obligation pour les entreprises ayant bénéficié d'aides publiques à les rembourser si, dans les cinq ans suivant leur obtention, elles transfèrent leurs activités dans un autre pays.

L'impact de cette politique populiste italienne pour la stabilité de l'UE est incalculable à terme : sur le plan de la politique envers les réfugiés, sa ligne dure (attaquant en particulier les ONG) se heurte aux autres pays européens, en particulier la France et l'Espagne. Sur le plan budgétaire, le gouvernement italien refuse les contraintes imposées par la commission européenne (déficit budgétaire de 2,4% du PIB au lieu des 0,8% prévus par le gouvernement précédent, en totale contradiction avec les règles budgétaires européennes) et veut au contraire mettre en œuvre une politique de défense sociale du "peuple italien", qui s'oppose frontalement à la rigueur budgétaire prônée par l'Allemagne. Or, une nouvelle crise monétaire autour de l'Italie remettrait en question l'existence de l'union monétaire et de l'eurozone. L'Italie le sait, ce qui lui permet de faire du chantage. De plus, le déficit budgétaire fait augmenter la dette italienne, ce qui déprécie sa note auprès des agences de notation et amènera les investisseurs institutionnels à délaisser les fonds italiens.

L'impact social de la politique de la coalition populiste doit aussi être suivi avec attention. Les mesures sociales annoncées restent en effet largement en-dessous des promesses des populistes, en particulier du M5S (9 milliards pour le revenu de citoyenneté au lieu des 17 prévus) et de plus, le gouvernement italien a accepté, sous la pression de l'UE, de reporter une série de ces mesures et d'en limiter l'impact budgétaire. Par ailleurs, le gouvernement

populiste n'a pas abrogé le "Job Act", concocté par le gouvernement Renzi, qui libéralisait et précarisait largement le marché de l'emploi en Italie. En conséquence, beaucoup de mesures annoncées auront un effet contraire à celui annoncé. Ainsi, le "décret dignité" réduit théoriquement les possibilités d'utilisation des contrats à durée limitée en cas de renouvellement mais, de par le "Job Act", la tendance sera au non-renouvellement des contrats et donc à un accroissement de la précarité. Par ailleurs, le revenu de citoyenneté permettra aussi d'accroître la pression sur les chômeurs (suppression s'ils refusent trois offres d'emploi) et un contrôle sur les dépenses (le revenu sera crédité sur une carte à usage contrôlé). Enfin, la retraite à 62 ans ne sera accessible que pour ceux ayant cotisé pendant 38 ans.

### La refondation de l'opposition droite/ gauche

La troisième stratégie envisagée, la refondation de l'opposition droite/ gauche pour couper l'herbe sous les pieds du populisme, ne semble pas réellement mise en œuvre par la bourgeoisie. Au contraire, les années écoulées sont plutôt caractérisées par une tendance irréversible au déclin des partis socialistes.

La question de la crise des partis sociaux-démocrates renvoie à la question du rôle des partis de gauche, déjà abordée dans le rapport sur la vie de la bourgeoisie du 17<sup>e</sup> congrès du CCI (*L'impact de la décomposition sur la vie de la bourgeoisie*). Après avoir rempli un rôle essentiel pour endiguer la vague de luttes ouvrières des années 1970 et 80 (gauche au gouvernement, gauche dans l'opposition), ces partis ont été disponibles pour d'autres tâches vu que, comme le rapport le souligne, depuis le début des années 1990, la question sociale n'est plus le facteur décisif pour la formation de gouvernements : "(...) il y a un autre facteur qui devient de plus en plus important, qui devient un facteur véritablement décisif dans la vie politique de la bourgeoisie en général et dans le recrutement des équipes gouvernementales en particulier : la décomposition de la société bourgeoise, qui, ces dernières années, a avancé de façon indiscutable" (*L'impact de la décomposition sur la vie de la bourgeoisie*). De fait, dans la deuxième décennie du 20<sup>e</sup>

siècle et dans la première du 21<sup>e</sup>, les partis socialistes ou sociaux-démocrates ont été engagés en première ligne pour contrer les premiers effets de la décomposition sur l'appareil politique de la bourgeoisie (cf. Blair, Schröder, Zapatero, Hollande).

En conséquence, ils subissent non seulement l'érosion des grands partis de la démocratie des "30 glorieuses", comme la démocratie chrétienne (en Italie, Hollande, Belgique et même en Allemagne) mais ils sont en outre particulièrement identifiés au système politique en faillite. Dès lors, la tendance vers leur déclin semble irréversible : le parti socialiste a disparu en Italie, est menacé de disparition en France, en Hollande ou en Grèce, est en crise profonde en Allemagne, en Espagne ou en Belgique. Seul le Labour Party en Grande-Bretagne semble échapper pour le moment à la tendance, même si cela ne semble pas lié pour le moment à la revitalisation par la bourgeoisie de l'opposition droite/ gauche. Il est possible que le parti profite du fait que, face au laminage du parti conservateur par la lame de fond populiste autour du Brexit, la bourgeoisie mise sur lui en cas d'implosion des Tories.

De nouvelles formations de gauche populaires radicales de divers types sont apparues dans certains pays : Syriza, Podemos, "La France insoumise", le courant des démocrates socialistes au sein du Parti Démocrate aux États-Unis, regroupant dans le sillage de la candidature de Sanders aux primaires un nombre importants de jeunes, etc. Les diverses alternatives à la faillite de la social-démocratie, que la bourgeoisie met en place, fournissent des indices concernant l'impact de la décomposition et du populisme sur la classe ouvrière, concernant le poids des défaites subies et le niveau de conscience dans les divers pays industrialisés aujourd'hui. En Italie, un des pays où la classe ouvrière était à l'avant-garde lors des luttes de 1968 aux années '80, "l'alternative de gauche" proposée est le M5S, un mouvement populiste qui se déclare par ailleurs, ni de droite ni de gauche, et cela souligne l'importance des difficultés politiques rencontrées par le prolétariat italien. En Allemagne, l'alternative n'est pas vraiment les ex-staliniens de "Die Linke" mais plutôt les verts, ce qui reflète aussi l'état d'esprit

de la classe ouvrière et l'affaiblissement du sentiment d'identité de classe. En France et en Espagne d'autre part, les alternatives convoquées se situent explicitement à gauche, développent plutôt un discours "ouvrier" et prétendent se situer sur un terrain prolétarien, même si elles se présentent si nécessaire comme concernées par le bon fonctionnement de l'appareil politique bourgeois (Syriza pour implémenter en Grèce l'austérité féroce imposée par l'UE ; Podemos en Espagne pour fournir l'appoint afin d'assurer une stabilité bancaire au gouvernement central). Dans ce sens, on ne peut les considérer comme des partis populistes de gauche.

### L'émergence de "leaders forts" dans les pays d'Europe de l'Est et de la périphérie

La vague populiste ne se limite pas aux pays industrialisés de l'Ouest mais touche aussi une série de pays d'Europe de l'Est et de pays "émergents", où elle se manifeste à travers certains phénomènes spécifiques, tels l'avènement de "leaders forts". La déstabilisation économique sous la pression de la crise de 2008 d'une part et les énormes scandales de corruption touchant les formations politiques d'autre part, provoquent, dans toute une série de ces pays, tels la Pologne, la Hongrie, la Turquie, ... un ressentiment et une exaspération dans la population. Ceux-ci sont récupérés par des forces populistes à travers des mouvements réactionnaires menant à l'avènement d'"hommes forts", de leaders charismatiques comme Orban, Kaczyński, Erdogan ou Bolsonaro et, depuis tout un temps déjà, Poutine.

Alors que les années 1990 et même le début du 21<sup>e</sup> siècle avaient été caractérisés par une "ouverture démocratique" dans bon nombre de ces pays (tout comme d'ailleurs en Russie ou en Chine), ces dirigeants "forts" affichent leur mépris des élites "libérales", du jeu politique "démocratique" traditionnel et d'une presse "indépendante" en faveur d'un régime autoritaire nationaliste et souverainiste, rejetant les immigrés ou minorités qui pourraient altérer la cohésion nationale. *"Le 26 juillet 2014, en Roumanie, M. Orban affiche clairement la couleur dans un discours retentissant : "(...) Nous avons estimé, dit-il, qu'une dé-*

mocratie ne doit pas nécessairement être libérale et que ce n'est pas parce qu'un État cesse d'être libéral qu'il cesse d'être une démocratie (...). Les sociétés qui ont une démocratie libérale pour assise seront probablement incapables de maintenir leur compétitivité dans les décennies à venir (...). Il annonce aussi un projet économique, celui de "construire une nation concurrentielle dans la grande compétition mondiale des décennies à venir" (Le Monde Diplomatique, septembre 2018 : 23). C'est l'idée qu'il existe différents modèles de démocratie, idée qu'on retrouve d'une certaine manière aussi dans le modèle russe de Poutine ou dans l'application du modèle Singapourien par la Chine.

La chasse aux élites corrompues (des juges polonais aux oligarques russes, en passant par les bureaucrates européens, les partisans du mouvement Gülen turc ou ceux du PT brésilien) va de pair avec un nationalisme xénophobe qui se focalise sur le rejet de l'étranger (les réfugiés du Moyen-Orient ou d'Afrique, les Vénézuéliens) ou des minorités (Erdogan accentuant son discours antikurde, Orban visant les Roms ou Poutine les Tchéchènes).

En surface, la Chine présente une apparente sérénité, mais les tensions politiques ne l'épargnent pas, malgré le fulgurant développement économique et militaire. Depuis la fin des années 1970, celle-ci a abandonné son économie essentiellement autarcique pour développer, sur les modèles japonais et singapourien, une économie graduellement intégrée aux marchés régionaux, puis globaux. Cette ligne politique, prônée par Deng Xiaoping, ne s'est pas maintenue sans secousses et luttes politiques, comme cela a été illustré par les événements de Tiananmen et encore vers 2003, mais elle a été accentuée entre 2003 et 2013 par le président Hu Jintao. Cette orientation exigeait l'établissement de relations pacifiques avec les États-Unis : en 1992 un protocole d'accord était signé, qui accédait aux demandes américaines concernant les tarifs douaniers et les droits de propriété intellectuelle. Elle s'accompagnait aussi d'une vague de démocratisation dans les années 1980 et 90, avec cependant des limites après Tiananmen.

L'arrivée au pouvoir de Xi Jinping manifeste une certaine réorientation

de la politique Chinoise qui s'exprime sur un plan politique, comme dans d'autres pays, par un glissement vers le pouvoir aux mains d'un leader fort. Xi est présenté comme l'égal de Mao. Cette réorientation est le produit d'un certain nombre de facteurs :

- le développement économique fulgurant de la Chine, qui va de pair avec une affirmation plus poussée d'expansion internationale (la "nouvelle route de la soie") ;
- il entraîne aussi des manifestations plus explicites de nationalisme et un développement impressionnant de sa force militaire, tandis que les États-Unis développent une attitude de plus en plus agressive envers la Chine ;
- La mutation supersonique de l'économie chinoise "a engendré de profondes fractures spatiales et sociales et d'importantes nuisances écologiques. (...) Le coefficient de Gini, mesure fine de la dispersion des revenus et donc du degré d'inégalité des sociétés, est passé de 0,16 au début de la transition post-maoïste à 0,4 en moyenne depuis la fin des années 1990 (0,27 en Suède, 0,32 en France, 0,34 au Royaume-Uni et 0,4 aux États-Unis)" (Le Monde Diplomatique, décembre 2017 : 5) ; et les perspectives de restructurations liées à un basculement vers une économie plus qualifiée s'avèrent périlleuses.

Dans ce contexte, il existerait au sein du parti aujourd'hui, deux tendances : une tendance économiste et une tendance nationaliste. Avec Xi cette dernière semble prédominante ("Personne ne doit s'attendre à ce que la Chine avale des couleuvres au détriment de ses intérêts" (XIXe congrès du PCC, 18.10.17) mais il semble y avoir des discussions au sein du parti entre une fraction qui tend à vouloir faire des concessions aux États-Unis (selon la conception de Deng Xiaoping "cacher ses talents et attendre son heure") et une fraction à la ligne dure de confrontation avec les États-Unis. Xi semble plutôt être partisan de cette dernière "s'affirmer sur la scène internationale comme numéro un d'un "grand pays" - pour reprendre son expression – traitant d'égal à égal avec l'Amérique" (Le Monde Diplomatique, octobre 2018 : 4)

## Le populisme, un facteur incontournable dans la vie politique de la bourgeoisie aujourd'hui

Comme le rappelait le "Rapport sur la décomposition" du 22<sup>e</sup> congrès du CCI, la décomposition, dont le populisme est une des expressions les plus marquantes, est un facteur décisif de l'évolution de la société et il s'agit d'un processus irréversible. Alors que le populisme n'est pas le résultat d'une volonté politique délibérée des secteurs dominants de la bourgeoisie, ceux-ci n'ont pu éviter que son impact sur leur appareil politique prenne une telle ampleur au point d'être confrontés à une tendance à la perte de la perte de contrôle croissante sur celui-ci et à des soubresauts imprédictibles qui caractériseront plus que jamais la vie politique de la bourgeoisie dans la période à venir.

1. Ces pertes de contrôle par la bourgeoisie de son appareil politique sont clairement distinctes des diverses crises politiques que la bourgeoisie a pu connaître dans les années 1960 à 80. Leur contexte est radicalement différent : avant les années 1990, les crises politiques de la bourgeoisie étaient liées, soit à l'incapacité à faire face à la classe ouvrière ou soit aux conséquences des confrontations impérialistes (la crise de Suez en Grande-Bretagne et en France, la crise algérienne en France, le traité de Maastricht en France et en Hollande, etc.) et étaient gérées au sein de l'appareil politique. La crise actuelle concerne la perte de contrôle par la bourgeoisie de son propre appareil politique. Cela était déjà mis en évidence dans le dernier rapport sur la vie de la bourgeoisie (17<sup>e</sup> congrès du CCI, 2007) : "La bourgeoisie des pays les plus développés d'Europe, du Japon et des États-Unis, jadis maîtresse dans l'art subtil de la manipulation électorale, rencontre aujourd'hui des difficultés croissantes pour obtenir le moindre résultat souhaité" (L'impact de la décomposition sur la vie de la bourgeoisie). Les soubresauts politiques invraisemblables qui affectent les bourgeoisies anglaise, américaine et allemande, les trois bourgeoisies les plus expertes dans le passé à maîtriser avec brio le jeu politique, illustrent parfaitement la gravité du problème.

Les mouvements populistes se forment autour de thèmes récurrents

comme ceux des réfugiés, de la sécurité, du ressentiment des laissés pour compte de la crise mais se nourrissent aussi des tensions spécifiques au sein des bourgeoisies nationales : désarroi de la bourgeoisie américaine face au recul de son leadership mondial, ambiguïté de la bourgeoisie britannique face à l'Europe, divisions entre fractions régionalistes et nationalistes au sein de la bourgeoisie espagnole ou belge, etc.

2. Tandis que l'accentuation de la pression du populisme plonge l'appareil politique traditionnel de la bourgeoisie dans le chaos, ces mouvements tendent à bénéficier aujourd'hui dans divers pays – et pas seulement les pays d'Europe de l'Est mais aussi aux États-Unis et en Grande-Bretagne par exemple - du soutien de fractions de la grande bourgeoisie. Ainsi, aux États-Unis, non seulement les secteurs de la sidérurgie ou de l'automobile peuvent soutenir la politique protectionniste de Trump, mais même le secteur High Tech contre la montée en puissance de compagnies chinoises, telles Huawei ou Alibaba, qui menacent leur domination mondiale. Et d'autres secteurs de Silicon Valley peuvent être favorables à un rapprochement avec la Russie.

3. Le populisme, c'est la politique de la rue. De fait, si les partis et mouvements populistes engendrent une énergie militante manifeste, à la différence des partis traditionnels, c'est que ces formations ne respectent plus les tabous et permettent donc l'expression de tous les préjugés.

En conséquence, les campagnes populistes, marquées par la colère et le ressentiment, dénigrent le monde politique traditionnel et les élites, et désignent des coupables pour ce qui ne marche pas. Elles poussent naturellement à stigmatiser des groupes et individus, à engager une tendance vers leur diabolisation, ce qui se manifeste déjà et se manifestera de plus en plus fréquemment et explicitement sous diverses formes dans l'actualité politique : attaques contre des centres d'accueil pour réfugiés en Allemagne ; lettres avec une poudre suspecte adressées à Trump et à d'autres membres de son administration, lors de la campagne pour les élections de mi-mandat aux États-Unis, tandis que des paquets piégés étaient envoyés à

des parlementaires démocrates, aux médias (CNN) ou encore à des personnalités de l'élite (Söros) ; attentat anti-juif perpétré par un suprématiste blanc à Pittsburgh ; tentative d'assassinat contre le candidat à la présidence Bolsonaro au Brésil et, au retour, les menaces de ce même Bolsonaro et de ses partisans contre le PT et d'autres mouvements de gauche ; polarisation des "gilets jaunes" sur la figure de Macron, etc.

4. Contrairement aux premières expressions du populisme (Haider, Berlusconi,...) qui défendaient une politique économique ultralibérale, les partis populistes actuels prônent plutôt une politique visant à protéger la population autochtone ("Les Italiens d'abord", les "vrais Finlandais", "Eigen volk eerst" - "son propre peuple d'abord" - des populistes flamands, ...) en discriminant ouvertement les autres. Celle-ci peut impliquer un protectionnisme économique ou la promotion d'une forme de politique néo-keynésienne chauvine : Trump prétend protéger les travailleurs américains et leur boulot contre "l'invasion" d'immigrés mexicains et centraméricains mais aussi de produits étrangers ; les gouvernements polonais ou hongrois prennent des mesures de protection pour leurs salariés et retraités tout en s'opposant à tout quota de réfugiés au nom de la défense de l'intégrité culturelle de la nation ; le gouvernement Lega - M5S en Italie déploie une politique intransigeante et dure contre l'accueil de réfugiés tout en planifiant un "revenu de citoyenneté" pour tout citoyen italien et l'avancement de l'âge de la retraite de 67 à 62 ans. Ce genre de politique apparaît comme plus "réaliste" que celle de la gauche, dans la mesure où la sauvegarde des avantages des opprimés autochtones se fait au détriment de ceux d'autres opprimés.

Des événements récents en Russie et en Hongrie mettent en évidence qu'il ne faut pas sous-estimer l'importance d'une telle politique "sociale" chauvine pour la crédibilité des mouvements populistes et des "leaders forts". Ainsi, en Russie, la réforme draconienne des retraites, que Poutine et son gouvernement ont fait passer en profitant du battage médiatique autour de la Coupe du Monde de foot (l'âge de la retraite passant de 55 à 63 ans pour les fem-

mes, de 60 à 65 ans pour les hommes), a provoqué de fortes protestations et un recul du taux de popularité de Poutine de 80 à 63%. Celui-ci a immédiatement dû assouplir les mesures et annoncer une forte revalorisation des pensions, sans pourtant totalement convaincre, dans la mesure où sa popularité est précisément basée sur le fait, qu'en réinstaurant le contrôle de l'État sur les oligarques, il avait réussi à garantir un paiement régulier des salaires et des retraites. En Hongrie, des manifestations importantes ont eu lieu pour protester contre la loi "esclavagiste" du gouvernement Orban, qui supprime quasi totalement toute compensation salariale pour les heures supplémentaires.

5. En réponse à la montée du populisme, la bourgeoisie a mis en place des campagnes antipopulistes, comme plus particulièrement en France lors de la campagne électorale en 2017 ou aux États-Unis où l'opposition populisme / anti-populisme (anti-Trump) est au centre de la vie politique depuis l'élection de Trump, comme les élections de mi-mandat l'ont encore démontré. Souvent, tout en s'opposant au populisme, elles s'inspirent largement et reprennent à leur compte des approches ou idées populistes :

- En France, la campagne autour de Macron a utilisé les mêmes stratégies que le populisme : rejet des partis traditionnels, homme "nouveau" (Macron) et "mouvement" politique (LREM) présentés comme en rupture avec le passé, ... ;

- En axant les priorités sur la nécessité d'éliminer le terrorisme et sur la sécurité publique du citoyen (contrôles renforcés, multiplication des caméras, ...), elles instillent aussi l'idée qu'il est inévitable d'accepter de sacrifier un peu de liberté pour plus de sécurité ;

- Lafontaine en Allemagne et *Podemos* en Espagne combattent le populisme en traduisant son discours anti-immigration du point de vue de la "gauche" : en instaurant une opposition entre une gauche préconisant "des frontières ouvertes" et une autre gauche plaidant pour "des frontières fermées et une aide sur place", ils intègrent les arguments populistes au sein même du discours antipopuliste.

Janvier 2019

# Rapport sur la décomposition aujourd'hui (Mai 2017)

Le CCI a adopté les Thèses sur la décomposition<sup>1</sup> il y a plus de 25 ans. Depuis ce moment-là, cette analyse de la phase actuelle de la vie de la société est devenue un élément de tout premier plan dans la compréhension par notre organisation de l'évolution du monde. Le document qui suit constitue une actualisation des Thèses sur la décomposition au regard de l'évolution de la situation mondiale au cours du quart de siècle écoulé, et particulièrement au cours de la dernière période.

Concrètement, il nous faut confronter les points essentiels des thèses avec la situation présente : dans quelle mesure les aspects mis en avant se sont vérifiés, voire amplifiés, ou bien ont été démentis ou bien doivent être complétés. Une telle approche systématique est d'autant plus nécessaire que, parmi les effets de la période de décomposition, du fait de la nature même de celle-ci, les révolutionnaires sont confrontés en permanence à un phénomène qui pèse sur toute la société, "le rejet d'une pensée rationnelle, cohérente, construite, y inclus de la part de certains milieux "scientifiques" (Thèse 8), ce qui explique en partie que cette question ne soit pas comprise dans la plupart des groupes se réclamant de la Gauche communiste. En particulier, la situation mondiale actuelle nous impose de revenir sur trois questions de première importance :<sup>1</sup>

- le terrorisme
- les réfugiés
- la montée du populisme comme manifestation de la perte du contrôle par la bourgeoisie de son jeu politique.

## 1) Le cadre général de l'analyse de la décomposition

"... il est indispensable de mettre en évidence la différence fondamentale qui oppose les éléments de décomposition qui ont affecté le capitalisme depuis le début du siècle [le 20<sup>e</sup> siècle] et la décomposition généralisée dans laquelle s'enfonce à l'heure actuelle ce système et qui ne pourra aller qu'en s'aggravant. Là aussi, au-delà de l'as-

*pect strictement quantitatif, le phénomène de décomposition sociale atteint aujourd'hui une telle profondeur et une telle extension qu'il acquiert une qualité nouvelle et singulière manifestant l'entrée du capitalisme décadent dans une phase spécifique – la phase ultime – de son histoire, celle où la décomposition devient un facteur, sinon le facteur, décisif de l'évolution de la société." (Point 2)*

*"Concrètement, non seulement la nature impérialiste de tous les États, la menace de guerre mondiale, l'absorption de la société civile par le Moloch étatique, la crise permanente de l'économie capitaliste, se maintiennent dans la phase de décomposition, mais cette dernière se présente encore comme la conséquence ultime, la synthèse achevée de tous ces éléments." (Point 3)*

*"Dans une telle situation où les deux classes fondamentales et antagoniques de la société s'affrontent sans parvenir à imposer leur propre réponse décisive, l'histoire ne saurait pourtant s'arrêter. Encore moins que pour les autres modes de production qui l'ont précédé, il ne peut exister pour le capitalisme de "gel", de "stagnation" de la vie sociale. Alors que les contradictions du capitalisme en crise ne font que s'aggraver, l'incapacité de la bourgeoisie à offrir la moindre perspective pour l'ensemble de la société et l'incapacité du prolétariat à affirmer ouvertement la sienne dans l'immédiat ne peuvent que déboucher sur un phénomène de décomposition généralisée, de pourrissement sur pied de la société." (Point 4)*

*"En effet, aucun mode de production ne peut vivre, se développer, se maintenir sur des bases viables, assu-*

*rer la cohésion sociale, s'il n'est pas capable de présenter une perspective à l'ensemble de la société qu'il domine. Et c'est particulièrement vrai pour le capitalisme en tant que mode de production le plus dynamique de l'histoire." (Point 5)*

*"... dans une situation historique où la classe ouvrière n'est pas encore en mesure d'engager immédiatement le combat pour sa propre perspective, la seule vraiment réaliste, la révolution communiste, mais où la bourgeoisie, elle non plus, ne peut proposer aucune perspective quelle qu'elle soit, même à court terme, la capacité que cette dernière a témoignée dans le passé, au cours même de la période de décadence, de limiter et contrôler le phénomène de décomposition ne peut que s'effondrer sous les coups de boutoir de la crise." (Point 5)*

Pour commencer, il faut insister sur un aspect essentiel de notre analyse : le terme de "décomposition" est utilisé de deux façons différentes. D'une part, il s'applique à un phénomène qui affecte la société, particulièrement dans la période de décadence du capitalisme et, d'autre part, il désigne une phase historique particulière de cette dernière, sa phase ultime :

*"(...) le phénomène de décomposition sociale atteint aujourd'hui une telle profondeur et une telle extension qu'il acquiert une qualité nouvelle et singulière manifestant l'entrée du capitalisme décadent dans une phase spécifique – la phase ultime – de son histoire, celle où la décomposition devient un facteur, sinon le facteur, décisif de l'évolution de la société."*

À la base de notre analyse sur la décomposition, il y a le constat de cette situation inédite où aucune de deux principales classes de la société, la bourgeoisie et le prolétariat, n'est en mesure de mettre en œuvre sa propre réponse à la crise de l'économie capitaliste, la guerre mondiale ou la révolution communiste. Même s'il y avait eu un basculement du rapport de forces entre les classes, si par exemple la bourgeoisie s'acheminait vers

1. THESES : la décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste ; Revue internationale n° 107, 2001.

une nouvelle guerre généralisée ou si le prolétariat avait engagé des combats ouvrant une perspective révolutionnaire, cela ne voudrait pas dire que cette période de décomposition de la société aurait été dépassée (comme l'affirme stupidement le GIGC par exemple). Le processus de décomposition de la société est irréversible car il correspond à la phase d'agonie de la société capitaliste. La seule chose qui aurait pu éventuellement se produire, dans le cas d'un tel basculement, c'est un ralentissement de ce processus, certainement pas un "retour en arrière". Mais, de toute façon, un tel basculement ne s'est pas produit. Au cours du dernier quart de siècle, le prolétariat mondial a été absolument incapable dans sa masse de se donner même une ébauche de perspective de renversement de l'ordre existant. Bien au contraire, on a plutôt assisté à une régression de sa combativité de même que de sa capacité à déployer cette arme fondamentale de son combat, la solidarité.

De même, la bourgeoisie n'a pas réussi à se donner de véritable perspective "exceptée celle de 'sauver les meubles' de son économie au jour le jour" (Thèses, point 9). Suite à l'effondrement du bloc de l'Est, l'économie mondiale a paru connaître, après une période d'instabilité dans cette zone, une rémission significative de sa crise. En particulier, on a assisté à l'émergence des BRICs connaissant des taux de croissance impressionnants. Cependant, la belle euphorie qui s'était emparée de la bourgeoisie mondiale, faisant croire que son économie pouvait repartir comme lors des "30 glorieuses", a été cruellement douchée avec les soubresauts de 2007-2008 qui ont mis en évidence la fragilité du secteur financier et fait planer la menace d'une dépression semblable à celle des années 1930. La bourgeoisie mondiale a réussi à limiter les dégâts, notamment par l'injection massive de fonds publics dans l'économie ce qui a abouti à une explosion des dettes souveraines et provoqué notamment la crise de l'Euro en 2010-2013. Parallèlement, le taux de croissance de la première économie mondiale s'est maintenu à un niveau inférieur à celui antérieur à 2007 malgré des taux d'intérêt pratiquement égaux à zéro. Quant aux BRICs tant encensés, ils se sont

réduits aujourd'hui aux ICs puisque le Brésil et la Russie sont confrontés à un ralentissement spectaculaire de leur croissance, voire à la récession. Ce qui domine dans la classe dominante aujourd'hui ce n'est pas l'euphorie, la croyance en des "lendemain qui chantent", mais la morosité et l'inquiétude ce qui n'est certainement pas fait pour donner à l'ensemble de la société le sentiment qu'un "meilleur avenir est possible", notamment auprès des exploités dont les conditions de vie ne cessent de se dégrader.

Ainsi, les conditions historiques qui ont été à l'origine de cette phase de décomposition se sont non seulement maintenues, mais elles se sont aggravées ce qui a eu comme conséquence une aggravation de la plupart des manifestations de la décomposition.

Pour bien comprendre une telle aggravation il est important de rappeler que - comme le souligne le point 2 des Thèses - nous parlons de **l'époque ou phase de la décomposition** et non pas simplement de "manifestations de décomposition".

Le point 1 des Thèses insiste sur le fait qu'il existe une différence cruciale entre la décadence du capitalisme et la décadence des autres modes de production l'ayant précédé. Souligner cette différence est important par rapport à la question qui constitue la clé de la décomposition : la perspective. Pour se borner à la décadence du féodalisme celle-ci était limitée par l'émergence "en parallèle" des rapports capitalistes et l'ascension de façon graduelle et partielle de la classe bourgeoise. La décomposition d'une série de formes économiques, sociales, idéologiques, politiques, de la société féodale était en quelque sorte atténuée par l'instrumentalisation de celle-ci (pas nécessairement avec une réelle conscience) par le nouveau mode de production émergent. On peut en donner deux illustrations : la monarchie absolue servait dans certains pays au développement économique du capital contribuant à former un marché national ; la vision religieuse de la "purification du corps" - censé être le foyer du diable - avait une utilité dans l'accumulation primitive de capital pour la croissance de la natalité et pour imposer la discipline aux futurs prolétaires.

C'est pour cela que, dans la décadence du féodalisme, il pouvait exister

des manifestations de décomposition sociale plus ou moins poussées, mais il ne pouvait pas exister une époque spécifique de décomposition. Dans l'histoire humaine certaines civilisations très isolées ont pu finir dans une complète décomposition conduisant à leur disparition. Cependant, **seul le capitalisme peut avoir dans sa décadence une époque globale de décomposition**, comme phénomène historique et mondial.

## 2) Les manifestations sociales de la décomposition

Les thèses de 1990 indiquaient les principales manifestations sociales de la décomposition :

- *"la multiplication des famines dans les pays du 'tiers-monde' (...)*
- *la transformation de ce même "tiers-monde" en un immense bidonville où des centaines de millions d'êtres humains survivent comme des rats dans les égouts (...)*
- *le développement du même phénomène au cœur des grandes villes des pays "avancés" (...)*
- *les catastrophes "accidentelles" qui se sont multipliées ces derniers temps (...)*
- *les effets de plus en plus dévastateurs, sur le plan humain, social et économique des catastrophes "naturelles" (...)*
- *la dégradation de l'environnement qui atteint des proportions ahurissantes (...)" (Point 7)*

Les chiffres officiels de la FAO affichent un recul de la sous-alimentation depuis les années 1990. Cependant, il y a encore aujourd'hui près d'un milliard d'êtres humains qui sont victimes de sous-alimentation. Cette tragédie affecte principalement l'Asie du Sud et surtout l'Afrique subsaharienne où, dans certaines régions, c'est près de la moitié de la population qui souffre de la faim, notamment les enfants, avec des conséquences dramatiques pour leur croissance et leur développement. Alors que la technologie a permis des accroissements phénoménaux de la productivité, y compris dans le secteur agricole, alors que les paysans de nombreux pays n'arrivent pas à vendre leur production, la faim continue pour des centaines de millions de personnes d'être ce fléau venu des pires périodes de l'histoire humaine. Et s'il ne

frappe pas les pays riches, c'est dû au fait que l'État y est encore capable de nourrir ses pauvres. Ainsi, 50 millions d'habitants des États-Unis reçoivent des bons d'aide alimentaire.

Aujourd'hui, plus d'un milliard d'humains vivent dans des bidonvilles et le chiffre n'a fait que s'accroître depuis 1990. Ainsi, la "transformation du 'Tiers-Monde' en un immense bidonville" s'est pleinement vérifiée, à tel point que le rapport Global Risks présenté au Forum de Davos en 2015 place pour la première fois "l'urbanisation rapide et incontrôlée" parmi les risques majeurs menaçant la planète en constatant notamment que, à l'échelle du monde, "40 % de la croissance urbaine se fait dans les bidonvilles", ce qui signifie que cette proportion est bien plus élevée dans les pays sous-développés.

Et ce phénomène de développement des bidonvilles tend à s'étendre dans les pays les plus riches, sous des formes diverses : des millions d'américains perdant leur maison lors de la crise des "subprimes" et venant gonfler les cohortes de sans-abris existant au préalable, les campements de Roms ou de réfugiés dans les périphéries de nombreuses villes d'Europe, et même en leur centre... Et même pour ceux qui ont un logement en dur, des dizaines de millions d'entre eux vivent dans de véritables taudis. Ainsi, en 2015, 17,4% des habitants de l'Union Européenne occupaient des logements surpeuplés, 15,7% des logements ayant des fuites ou comportant de la pourriture et 10,8% avaient froid dans leur logis. Et ce n'était pas seulement le lot des pays pauvres d'Europe puisque, en Allemagne, ces chiffres étaient respectivement de 6,7%, 13,1% et 5,3% et, au Royaume-Uni, de 8%, 15,9% et 10,6%.

Concernant les catastrophes "accidentelles", l'on pourrait citer de multiples exemples ces 25 dernières années. Il suffit d'en citer deux parmi les plus spectaculaires et dramatiques affectant, non des pays du Tiers-monde, mais les deux puissances économiques les plus développées : les inondations de la Nouvelle-Orléans en août 2005 (près de 2000 morts, une ville vidée de ses habitants) et la catastrophe de Fukushima en mars 2011 qui se situe au même niveau que celle de Tchernobyl en 1986).

Quant à "la dégradation de l'environnement qui atteint des proportions ahurissantes", nous étions encore loin, lorsque cette phrase a été écrite, des constats et des prévisions qui font aujourd'hui l'unanimité dans les milieux scientifiques et que la majorité des secteurs bourgeois de tous les pays a repris à son compte (même si la classe dominante est incapable de mettre en œuvre les mesures nécessaires du fait des lois-mêmes du capitalisme). La liste est longue non seulement des catastrophes qui attendent l'humanité du fait du saccage de l'environnement, mais aussi de celles qui nous frappent dès à présent : pollution de l'air des villes et de l'eau des océans, dérèglement climatique avec des phénomènes météorologiques de plus en plus violents, avancée de la désertification, accélération de la disparition des espèces végétales et animales qui menacent de plus en plus l'équilibre biologique de notre planète (ainsi, la disparition des abeilles est une menace pour nos ressources alimentaires).

### 3) Les manifestations politiques et idéologiques de la décomposition

Le tableau que nous en donnions en 1990 était le suivant :

- *"l'incroyable corruption qui croît et prospère dans l'appareil politique (...)*
- *le développement du terrorisme, des prises d'otages, comme moyens de la guerre entre États, au détriment des "lois" que - le capitalisme s'était données par le passé pour "réglementer" les conflits entre fractions de la classe dominante*
- *l'accroissement permanent de la criminalité, de l'insécurité, de la violence urbaine (...)*
- *le développement du nihilisme, du suicide des jeunes, du désespoir, de la haine et de la xénophobie (...)*
- *le raz-de-marée de la drogue, qui devient aujourd'hui un phénomène de masse, participant puissamment à la corruption des États et des organismes financiers (...)*
- *la profusion des sectes, le regain de l'esprit religieux, y compris dans certains pays avancés, le rejet d'une pensée rationnelle, cohérente, construite (...)*
- *l'envahissement de ces mêmes mé-*

*dias par le spectacle de la violence, de l'horreur, du sang, des massacres (...)*  
*la nullité, et la vénalité, de toutes les productions "artistiques", de la littérature, de la musique, de la peinture, de l'architecture (...)*

- *le "chacun pour soi", la marginalisation, l'atomisation des individus, la destruction des rapports familiaux, l'exclusion des personnes âgées, l'anéantissement de l'affectivité" (Point 8)*

Tous ces aspects se sont confirmés et même aggravés. En laissant momentanément de côté les aspects en lien avec les points qui feront plus loin l'objet d'une insistance particulière (le terrorisme, la question des réfugiés et la montée du populisme), on peut relever le fait, par exemple, que la violence et la criminalité urbaine ont connu une explosion dans beaucoup de pays d'Amérique latine et également dans les banlieues de certaines villes européennes-en partie en lien avec le trafic de drogue, mais pas uniquement. Concernant, ce trafic, et le poids énorme qu'il a pris dans la société, y compris sur le plan économique, on peut dire qu'il correspond à l'existence d'un "marché" en continuelle expansion du fait du malaise croissant et du désespoir qui affecte toutes les couches de la population. Concernant la corruption, et toutes les manipulations qui constituent la "délinquance en col blanc", ces dernières années n'ont pas été avares en découvertes (comme celles des "Panama papers" qui ne sont qu'un tout petit sommet de l'iceberg du gangstérisme dans lequel patauge de plus en plus la finance). Pour ce qui est de la vénalité des créations artistiques, de leur récupération, on peut citer l'attribution récente du Prix Nobel de littérature à Bob Dylan, symbole artistique de la révolte des années 1960, mais on pourrait en trouver de nombreuses autres. Enfin, la destruction des rapports humains, des liens familiaux, de l'affectivité n'a fait que s'aggraver comme le montrent la consommation des antidépresseurs, l'explosion de la souffrance psychique au travail, l'apparition de nouveaux métiers destinés à "coacher" les personnes, de même que de véritables hécatombes comme celle de l'été 2003 en France où 15 000 personnes âgées sont mortes au cours de la canicule.

#### 4) La question du terrorisme

Évidemment, ce n'est pas une question nouvelle ni dans l'histoire ni dans les analyses du CCI (voir par exemple les textes "Terreur, terrorisme et violence de classe" publiés dans les numéros 14 et 15 de la *Revue Internationale*).

Cela-dit, il est important de rappeler que c'est à partir des attentats de Paris en 1985 que notre camarade MC a engagé la réflexion sur la décomposition. Les thèses analysent comme particulièrement significatif de l'entrée du capitalisme dans la phase de décomposition : *"le développement du terrorisme, des prises d'otages, comme moyens de la guerre entre États, au détriment des "lois" que le capitalisme s'était données par le passé pour "réglementer" les conflits entre fractions de la classe dominante"*.

Il est à peine besoin de relever à quel point cette question a acquis une place de premier plan dans la vie du capitalisme. Aujourd'hui, le terrorisme comme instrument de guerre entre États a acquis une place centrale dans la vie de la société. On a même vu la constitution d'un nouvel État, Daesh, avec son armée, sa police, son administration, ses écoles, dont le terrorisme est l'arme de prédilection.

La croissance quantitative et qualitative de la place du terrorisme a franchi un pas décisif il y a 15 ans déjà avec l'attaque contre les Twin Towers, et c'est la première puissance mondiale qui lui a ouvert délibérément la porte afin de justifier son intervention en Afghanistan et en Irak. Elle s'est confirmée par la suite avec les attentats de Madrid en 2004 et de Londres en 2005. La constitution de Daesh en 2013-14 et les attentats en France en 2015-16, en Belgique et en Allemagne en 2016 représentent une autre étape de premier plan de ce processus.

Par ailleurs, les thèses nous donnent des éléments d'explication de la fascination croissante du djihadisme et des actes suicidaires sur une partie de la jeunesse des pays développés :

- *"le développement du nihilisme, du suicide des jeunes, du désespoir, de la haine et de la xénophobie*

- *la profusion des sectes, le regain de l'esprit religieux, y compris dans certains pays avancés, le rejet d'une pensée rationnelle, cohérente, construite (...)*

- *l'invasion de ces mêmes médias par le spectacle de la violence, de l'horreur, du sang, des massacres (...)"*

Tous ces aspects n'ont fait que se renforcer au cours des dernières décennies. Ils affectent tous les secteurs de la société. Ainsi, on a pu voir, dans le pays le plus avancé du monde, la montée d'une "droite religieuse" (le "Tea Party") au sein d'un des deux partis politiques en charge de la gestion des intérêts du capital national, un mouvement concernant les secteurs les plus favorisés de la société. De même, dans un pays comme la France, l'adoption du mariage homosexuel (qui en soi n'était qu'une manœuvre de la Gauche pour faire diversion face à la trahison de ses promesses électorales et aux attaques qu'elle portait contre les exploités) a vu se mobiliser des millions de personnes, de toutes origines sociales, mais surtout des bourgeois et des petits bourgeois, qui considéraient qu'une telle mesure était une insulte faite à Dieu. Parallèlement, l'obscurantisme et le fanatisme religieux ne cessent de progresser parmi les couches les plus défavorisées de la population, particulièrement les jeunes prolétaires issus de l'immigration musulmane entraînant avec eux un nombre significatif de jeunes "nationaux de souche". Jamais, dans les villes européennes, on n'avait vu autant de voiles, ou même de "burqas" sur la tête des femmes musulmanes. Et que dire de l'attitude de ces dizaines de milliers de jeunes qui, après l'assassinat des dessinateurs du journal Charlie Hebdo, considéraient qu'ils l'avaient cherché en dessinant le "Prophète" ?

#### 5) La question des réfugiés

Cette question n'est pas abordée dans les thèses de 1990. Il s'agit d'apporter à celles-ci un complément abordant ce problème.

La question des réfugiés a acquis, au cours des dernières années, une place centrale dans la vie de la société. Au cours de l'année 2015, ce sont plus de 6 millions de personnes qui ont été contraintes de quitter leur pays portant à plus de 65 millions le nombre de réfugiés dans le monde (plus que la population de la Grande-Bretagne). À ce nombre, il faut ajouter les 40 millions de personnes qui sont déplacées au sein de leur propre pays. Il s'agit là

d'un phénomène sans précédent depuis la seconde guerre mondiale.

Les déplacements de population font partie de l'histoire de l'espèce humaine, une espèce apparue dans une petite région de l'Afrique de l'Est il y a 200.000 ans et qui a essaimé dans le monde entier, partout où il y avait des ressources exploitables pour s'alimenter et faire face aux autres besoins élémentaires de la vie. Un des grands moments de ces déplacements de population est celui de la colonisation de la plus grande partie de la planète par les puissances européennes, un phénomène apparu il y a 500 ans et qui coïncide avec l'essor du capitalisme (voir les pages du *Manifeste communiste* à ce sujet). En général, les flux migratoires (s'ils peuvent comprendre des marchands, des aventuriers ou des militaires animés par la conquête) se composent principalement de populations qui fuient leur pays à cause des persécutions (protestants anglais du "Mayflower", juifs d'Europe de l'Est) ou de la misère (Irlandais, Siciliens). Ce n'est qu'avec l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence que les flux migratoires dominants s'inversent. De façon croissante, ce sont les habitants des colonies qui, chassés par la misère, viennent chercher du travail (en général peu qualifié et très mal payé) dans les métropoles. Un phénomène qui s'est poursuivi après les vagues de décolonisation qui se sont succédées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux années 1960. C'est à la fin de ces années 1960 que la crise ouverte de l'économie capitaliste, qui voit une montée du chômage dans les pays développés en même temps que l'accentuation de la misère dans les anciennes colonies, provoque une croissance significative de l'immigration illégale. Depuis, la situation n'a fait qu'empirer malgré les discours hypocrites de la classe dominante qui trouve dans ces "sans-papiers" une main d'œuvre encore moins chère que celle qui dispose de papiers.

Ainsi, durant plusieurs décennies, les flux migratoires concernaient essentiellement l'émigration économique. Mais ce qui est nouveau, depuis quelques années, c'est que la proportion des immigrés qui ont fui leur pays pour des raisons de guerre ou de répression a explosé, créant une situation comme celle qu'on avait connue à la fin

de la guerre d'Espagne ou à la fin de la seconde guerre mondiale. D'année en année, le nombre de réfugiés qui, par toutes sortes de moyens, y compris les plus dangereux, frappent à la porte de l'Europe s'accroît, ce qui met à l'épreuve les capacités d'accueil des pays européens et faisant de la question des réfugiés un enjeu politique de premier plan dans ces pays (voir plus loin la question du populisme).

Les déplacements massifs de populations ne sont pas des phénomènes propres à la phase de décomposition. Mais ils acquièrent aujourd'hui une dimension qui en fait un élément singulier de cette décomposition et on peut appliquer à ce phénomène ce que nous disions en 1990 à propos du chômage :

*"En fait le chômage, qui résulte directement de la crise économique, s'il n'est pas en soi une manifestation de la décomposition, débouche, dans cette phase particulière de la décadence, sur des conséquences qui font de lui un élément singulier de cette décomposition."* (Point 14)

## 6) La montée du populisme

L'année 2016, avec notamment le "Brexit" en juin et l'élection de Donald Trump à la tête de la première puissance mondiale en novembre, mais aussi la poussée du parti d'extrême droite AfD aux élections régionales en Allemagne en septembre, marque une étape de grande importance dans le développement d'un phénomène qui n'avait été significatif jusqu'ici quand dans des pays comme la France, l'Autriche ou, dans une moindre mesure, l'Italie : la montée de l'extrême droite populiste aux élections. Un phénomène qui, de toute évidence, n'est pas le résultat d'une volonté politique délibérée des secteurs dominants de la bourgeoisie même si, évidemment, ces secteurs savent le retourner contre la conscience du prolétariat.

Les thèses de 1990 disaient :

*"Parmi les caractéristiques majeures de la décomposition de la société capitaliste, il faut souligner la difficulté croissante de la bourgeoisie à contrôler l'évolution de la situation sur le plan politique."* (Point 9)

*"Cette tendance générale à la perte de contrôle par la bourgeoisie de la conduite de sa politique, si elle consti-*

*tue un des facteurs de premier plan de l'effondrement du bloc de l'Est, ne pourra que se trouver encore accentuée avec cet effondrement, du fait :*

*- de l'aggravation de la crise économique qui résulte de ce dernier ;*

*- de la dislocation du bloc occidental que suppose la disparition de son rival ;*

*- de l'exacerbation des rivalités particulières qu'entraînera entre différents secteurs de la bourgeoisie (notamment entre fractions nationales, mais aussi entre cliques au sein d'un même État national) l'éloignement momentané de la perspective de la guerre mondiale."* (Point 10)

La première conséquence, l'aggravation de la crise économique résultant de l'effondrement du bloc de l'Est, si elle a eu lieu dans un premier temps, ne s'est pas maintenue. Cependant, les autres aspects sont restés valables. Ce qu'il faut souligner dans la situation actuelle, c'est la pleine confirmation de cet aspect que nous avons identifié il y a 25 ans : la tendance à une perte de contrôle croissante par la classe dominante de son appareil politique.

Évidemment, ces événements sont utilisés par différents secteurs de la bourgeoisie (et particulièrement ceux de gauche) pour ranimer la flamme de l'antifascisme (c'est particulièrement le cas en Allemagne) pour des raisons historiques évidentes. En France, de même, on a assisté, lors des dernières élections régionales en décembre 2015, à un "Front républicain" qui a vu le parti socialiste retirer ses candidats et appeler à voter pour la droite afin de barrer la route au Front national. Cela-dit, il est clair que la principale cible des campagnes antifascistes, comme l'histoire nous l'a enseigné, la classe ouvrière, ne constitue pas une menace, ni même une préoccupation majeure pour la bourgeoisie à l'heure actuelle.

En réalité, la presque unanimité qu'on a vue dans les secteurs les plus responsables de la bourgeoisie et leurs médias contre le Brexit, contre l'élection de Trump, contre l'extrême droite en Allemagne ou contre le Front national en France ne peut pas être considéré comme une manœuvre : les options économiques et politiques portées par le populisme ne constituent nullement une option réaliste de gestion

du capital national (contrairement aux options de la gauche du capital qui proposent un retour à des solutions de type keynésien face aux "excès" de la mondialisation ordo-libérale). Si on se borne au cas de l'Europe, des gouvernements dirigés par des populistes, s'ils appliquaient leur programme, ne pourraient conduire qu'à une sorte de vandalisme qui ne ferait qu'aggraver encore l'instabilité qui menace les institutions de ce continent. Et cela d'autant plus que le personnel politique des mouvements populistes, s'il a acquis une expérience sérieuse dans le domaine de la démagogie, n'est nullement préparé à prendre en charge les affaires de l'État.

Lorsque nous avons développé notre analyse de la décomposition, nous avions considéré que ce phénomène affectait la forme des conflits impérialistes (voir "Militarisme et décomposition", *Revue internationale* n° 64) et aussi la prise de conscience du prolétariat. En revanche, nous avions considéré qu'il n'avait pas d'impact réel sur l'évolution de la crise du capitalisme. Si la montée actuelle du populisme devait aboutir à l'arrivée au pouvoir de ce courant dans certains des principaux pays d'Europe, on pourrait voir se développer un tel impact de la décomposition.

En fait, la montée du populisme, s'il peut avoir des causes spécifiques dans tel ou tel pays (contrecoup de la chute du stalinisme pour certains pays d'Europe centrale, effets de la crise financière de 2007-2008 qui a ruiné et privé de leur maison des millions d'américains, etc. comporte un élément commun qui est présent dans la plupart des pays avancés : la perte profonde de confiance envers les "élites", c'est-à-dire les partis dirigeant classiques (conservateurs ou progressistes du type social-démocrate) du fait de leur incapacité à rétablir la santé de l'économie, d'enrayer une montée continue du chômage ou de la misère. En ce sens, la montée du populisme constitue une sorte de révolte contre les dirigeants politiques actuels mais une révolte qui ne peut déboucher sur une perspective alternative au capitalisme. La seule classe qui puisse donner une telle alternative, c'est le prolétariat lorsqu'il se mobilise sur son terrain de classe et accède à une prise de conscience de la nécessité et de la possibilité de la révolution communiste. Il en est ainsi

du populisme comme du phénomène général de décomposition de la société qui marque la phase actuelle de la vie du capitalisme : leur cause déterminante est l'incapacité du prolétariat à mettre en avant sa propre réponse, sa propre alternative à la crise du capitalisme. Dans cette situation de vide, en quelque sorte, de perte de confiance envers les institutions officielles de la société qui ne sont plus capables de la protéger, de perte de confiance en l'avenir, la tendance à se tourner vers le passé, à chercher des boucs émissaires responsables de la catastrophe devient de plus en plus forte. En ce sens, la montée du populisme est un phénomène totalement typique de la période de décomposition. Et cela, d'autant plus qu'il trouve des alliés précieux dans la montée du terrorisme qui crée un sentiment croissant de peur et d'impuissance et dans l'arrivée massive de réfugiés dont on craint qu'ils ne viennent prendre le travail des autochtones ou qu'ils cachent parmi eux de nouveaux terroristes.

Lorsque nous avons identifié l'entrée du capitalisme mondial dans la phase aiguë de sa crise économique nous avons relevé que ce système avait réussi dans un premier temps à rejeter vers la périphérie ses effets les plus catastrophiques mais que ces effets ne manqueraient pas de revenir vers le centre comme un boomerang. Le même schéma s'applique aux trois questions qu'on vient d'examiner plus en détail puisque :

- le terrorisme existe déjà à une échelle bien plus dramatique dans certains pays de la périphérie
- ces mêmes pays sont confrontés à la question des réfugiés de façon bien plus massive que dans les pays centraux
- ces pays se caractérisent aussi par les convulsions de leur appareil politique.

Le fait qu'aujourd'hui on assiste, dans les pays centraux à un tel retour du boomerang est le signe que la société humaine est en train de franchir un pas supplémentaire dans son enfoncement dans la décomposition.

## 7) La difficulté générale que pose la décomposition pour être reconnue

Une des raisons de la difficulté que rencontrent le prolétariat et, en pre-

mier lieu sa propre avant-garde, pour cerner et comprendre cette époque de la décomposition et s'armer à son encontre, est la nature même de la décomposition comme phase historique.

Le processus de décomposition qui imprime sa marque à la période historique présente constitue un phénomène qui avance d'une manière très sournoise. Dans la mesure où il affecte les fondements les plus profonds de la vie sociale et se manifeste par un pourrissement sur pied des rapports sociaux les plus ancrés, il n'a pas nécessairement une expression unique et indiscutable comme l'étaient, par exemple, l'éclatement de la guerre mondiale ou les tentatives révolutionnaires. Elle s'exprime plutôt par une prolifération de phénomènes sans rapport apparent entre eux.

En soi, chacun des phénomènes pouvant identifier la décomposition n'est pas nouveau, chacun se rattache à des étapes précédentes de la décadence capitaliste. Par exemple, on assiste à une poursuite des guerres impérialistes. Cependant au sein de cette continuité on trouve le chacun pour soi et notamment *"le développement du terrorisme, des prises d'otages, comme moyens de la guerre entre États, au détriment des "lois" que le capitalisme s'était données par le passé pour "réglementer" les conflits entre fractions de la classe dominante"* (thèse 8). Ces éléments apparaissent "confondus" au milieu des traits classiques et généraux de la guerre impérialiste, ce qui les rend difficiles à identifier. Un regard superficiel ne les perçoit pas. Il en est de même au niveau de l'appareil politique de la bourgeoisie (ainsi, l'émergence du populisme peut être rattachée, de façon erronée, au phénomène du fascisme de l'entre-deux guerres).

Le fait que les deux classes fondamentales de la société (le prolétariat et la bourgeoisie) soient incapables de donner une perspective favorise le manque de vision globale, l'accommodation passive à ce qu'existe. Cela favorise les visions petites bourgeoises étriquées, aveugles, sans orientation ni avenir. On peut dire que la décomposition constitue en elle-même un puissant facteur d'anéantissement de la conscience de sa réalité. Cela est très dangereux pour le prolétariat. Mais elle produit aussi un aveuglement

de la bourgeoisie, de telle sorte que la décomposition, du fait de la difficulté à être reconnue produit un phénomène cumulatif, en spirale au niveau de ses effets.

Enfin, deux tendances propres au capitalisme aggravent encore cette difficulté pour reconnaître la décomposition et ses conséquences :

- Le capitalisme est le mode de production le plus dynamique de l'histoire (thèse 5) et *"la bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux"* (Manifeste Communiste). Cela donne l'impression d'une "modernité" permanente, d'une société qui, malgré tout, "progresses" et se développe. Une des conséquences de cela est que la décomposition ne se manifeste pas de façon uniforme dans tous les pays. Elle est plus atténuée en Chine ou d'autres pays asiatiques. Par contre, elle prend une forme bien plus extrême dans d'autres parties du monde, par exemple en Afrique ou dans certains pays d'Amérique latine. Tout cela tend à "masquer" la décomposition. On pourrait dire que l'odeur nauséabonde qu'elle produit est amoindrie par le parfum séduisant de la "modernité".

- Dans les pays les plus développés, la bourgeoisie, avec le développement du capitalisme d'État, est encore capable de produire certaines contre-tendances pour limiter les effets de la décomposition. On en a vu un exemple dans le cas du Brexit où la bourgeoisie britannique s'est rapidement organisée pour en limiter les dégâts.

## 8) L'impact de la décomposition sur la classe ouvrière

Dans leur point 13, les Thèses abordent cette question dans les termes suivants :

*"Les différents éléments qui constituent la force du prolétariat se heurtent directement aux diverses facettes de cette décomposition idéologique :*

- *l'action collective, la solidarité, trouvent en face d'elles l'atomisation, le "chacun pour soi", la "débrouille individuelle" ;*
- *le besoin d'organisation se confronte à la décomposition sociale, à la dés-*

*tructuration des rapports qui fondent toute vie en société ;*

*- la confiance dans l'avenir et en ses propres forces est en permanence sapée par le désespoir général qui envahit la société, par le nihilisme, par le "no future" ;*

*- la conscience, la lucidité, la cohérence et l'unité de la pensée, le goût pour la théorie, doivent se frayer un chemin difficile au milieu de la fuite dans les chimères, la drogue, les sectes, le mysticisme, le rejet de la réflexion, la destruction de la pensée qui caractérisent notre époque." (Point 13)*

Les expériences de lutte des 25 dernières années ont confirmé largement ces analyses. Notamment, lorsqu'on examine les deux mouvements les plus avancés de toute cette période : le mouvement anti-CPE en 2006 en France et le mouvement des Indignés en Espagne en 2011. C'est vrai que la **solidarité** a été au cœur de ces deux mouvements, comme elle avait été au cœur d'expériences plus limitées – par exemple, la mobilisation contre la réforme des retraites en France 2003 ou la grève du Métro à New York en 2005. Cependant, ces manifestations sont restées isolées et, au-delà d'une sympathie plutôt passive, n'ont pas suscité une mobilisation générale de la classe.

**L'action collective et solidaire**, un des traits fondamentaux de la lutte prolétarienne a eu beaucoup plus de mal que dans le passé à s'exprimer, malgré la gravité des attaques assénées contre la classe ouvrière - par exemple, au niveau des licenciements.

C'est vrai que l'intimidation qu'exerce la crise provoque un retrait temporaire dans la combativité ; cependant le fait qu'un tel retrait a été presque permanent nous oblige à comprendre que ce facteur, tout en jouant un rôle, n'est pas le seul, et à considérer l'importance de ce que dit la thèse 13, le "chacun pour soi", l'atomisation, la débrouille individuelle.

**La question de l'organisation** est au cœur de la lutte du prolétariat. En laissant de côté les énormes difficultés qu'ont les minorités révolutionnaires pour assumer avec sérieux la question organisationnelle (ce que mériterait un autre texte), les difficultés de la classe pour s'organiser se sont aggravées, malgré l'irruption spectaculaire des Assemblées Générales dans le mouvement des Indignés ou dans le mouvement anti-CPE. Au-delà de ces exemples les plus avancés, qui restent un jalon vers l'avenir, beaucoup d'autres luttes semblables ont eu beaucoup de difficulté pour s'organiser. C'est le cas, notamment, du mouvement "Occupy" en 2011 ou des mouvements au Brésil et en Turquie en 2013.

**La confiance dans sa propre force comme classe**, un élément clé de la lutte du prolétariat, a fait cruellement défaut. Dans les deux mouvements importants qu'on vient de citer, l'énorme majorité de participants ne se reconnaissait pas comme classe ouvrière. Elle se voyait plutôt comme "les citoyens d'en bas", ce qui est très dangereux de point de vue de l'impact des illusions démocratique mais aussi face à la vague populiste actuelle.

**La confiance dans l'avenir**, et notamment sur la possibilité d'une nouvelle société, a été également absente au-delà de quelques intuitions trop générales ou de la capacité à se poser de façon très embryonnaire des questions comme celles de l'État, la morale, la culture etc. Ces tentatives sont certes très intéressantes du point de vue de l'avenir, cependant, elles sont restées très limitées, et d'un point de vue général très en-dessous du niveau de réflexion ayant existé dans les mouvements les plus avancés en 1968.

**La conscience et la pensée structurée** constituent un des éléments, comme note le point 13 des Thèses, qui trouvent un mur énorme devant elles pour se développer. Tandis que 68 a été préparé par une importante effervescence sociale au niveau de minorités et a donné lieu, par la suite et pendant tout un temps, à une prolifération d'éléments en recherche ; il faut relever le très peu de maturation sociale qui a préparé et qui a suivi les mouvements de 2006 et 2011. Malgré la gravité de la situation historique - incomparablement plus sérieuse qu'à 68 - il n'y a pas eu une nouvelle génération de minorités révolutionnaires. Cela montre que le décalage traditionnel dans le prolétariat - comme le soulignait Rosa Luxemburg - entre l'évolution objective et la compréhension subjective s'est aiguisé d'une façon très importante avec la décomposition, un phénomène qu'on ne devrait pas sous-estimer.

# Résolution sur le rapport de force entre les classes

1) À la fin des années 1960, avec l'épuisement du boom économique de l'après-guerre, la classe ouvrière avait ressurgi sur la scène sociale face à la dégradation de ses conditions d'existence. Les luttes ouvrières qui ont explosé à l'échelle internationale avaient ainsi mis un terme à la période de contre-révolution la plus longue de l'Histoire. Elles avaient ouvert un nouveau cours historique vers des affrontements de classe, empêchant ainsi la classe dominante d'apporter sa propre réponse à la crise aiguë du capitalisme : une 3<sup>e</sup> guerre mondiale. Ce nouveau cours historique avait été marqué par le surgissement de luttes massives, notamment dans les pays centraux d'Europe occidentale avec le mouvement de Mai 1968 en France, suivi par celui de l'"automne chaud" en Italie en 1969 et de bien d'autres encore comme en Argentine au printemps 1969 et en Pologne à l'hiver 1970-71. Dans ces mouvements massifs, de larges secteurs de la nouvelle génération qui n'avait pas connu la guerre avaient posé de nouveau la question de la perspective du communisme comme une possibilité.

En lien avec ce mouvement général de la classe ouvrière à la fin des années 1960 et au début des années 1970, on doit souligner aussi le réveil international, à une échelle très petite mais non moins significative, de la Gauche communiste organisée, la tradition qui est restée fidèle au drapeau de la révolution prolétarienne mondiale au cours de la longue nuit de la contre-révolution. Dans ce réveil la constitution du CCI a signifié un renouveau et une impulsion importante de la Gauche Communiste dans son ensemble.

Face à une dynamique vers sur une tendance à la politisation des luttes ouvrières, la bourgeoisie (qui s'était laissé surprendre par le mouvement de Mai 68) a immédiatement développé une contre-offensive de grande envergure et sur le long terme afin d'empêcher la classe ouvrière d'apporter sa propre réponse à la crise historique de l'économie capitaliste : la révolution prolétarienne.

2) Du fait de la rupture de la continuité politique avec le mouvement ouvrier du passé, la tendance à la politisation du prolétariat des années 1960 s'était manifesté par l'émergence de ce que Lénine appelait un "marais politique" : un milieu de groupes et d'éléments confus, et en même temps une zone de passage, situé entre la bourgeoisie et le prolétariat. Au moment de sa plus grande extension, cet espace de politisation était composé, à l'échelle mondiale, essentiellement de jeunes éléments inexpérimentés, dont de nombreux étudiants. Déjà dans la première moitié des années 1970, le résultat de la décantation dans ce "marais" s'était manifesté par le fait que :

- la gauche et l'extrême gauche du capital ont réussi à récupérer une grande partie de ces jeunes éléments en voie de politisation ;
- la frustration et la déception face au reflux des luttes massives de la fin des années 70 ont orienté bon nombre d'entre eux, très fortement marqués par l'impatience et le "radicalisme" de la petite bourgeoisie, vers les luttes parcellaires ou les actions violentes et minoritaires du terrorisme (La Bande à Baader en Allemagne, les Brigades Rouges en Italie, puis Action Directe en France...)

- la composante de ce "marais" en quête de positions prolétariennes a eu tendance à se diriger vers des impasses autonomistes, opéraïstes (ouvriéristes), "libertaires" ou dans la défense du mythe de l'"autogestion".

Par ailleurs, l'adhésion "critique" des principaux groupes d'extrême gauche (trotskystes et maoïstes) à la contre-révolution et leurs pratiques d'organisation et d'intervention propres aux organisations ou sectes crypto-staliniennes, de même que l'activisme aveugle des milieux autonomistes et le culte de la violence minoritaire des groupuscules terroristes, ont détruit une grande partie de la nouvelle génération en voie de politisation. Ce travail destructeur a contribué à déformer et discréditer le véritable mouvement révolutionnaire du prolétariat.

Parallèlement à ce rôle extrêmement négatif joué par cette composante pseudo "radicale" du marais et des groupes d'extrême gauche, la bourgeoisie a développé une contre-offensive politique contre la reprise historique de la lutte de classe. Cette contre-offensive a consisté dans un premier temps, au début des années 1970, à mettre en place "l'alternative de la gauche au gouvernement" dans les principaux pays occidentaux afin de rabattre la classe ouvrière sur le terrain des élections en semant l'illusion que le programme des partis de gauche allait permettre d'améliorer les conditions de vie des masses exploitées. Cette première vague de luttes qui s'était développée à partir de la fin des années 1960, s'est donc épuisée au cours de ces "années d'illusions".

3) Mais avec l'aggravation de la crise économique dans la deuxième moitié des années 1970, une nouvelle vague de luttes ouvrières avait surgi, impliquant également le prolétariat de certains pays d'Europe de l'Est (notamment en Pologne à l'été 1980).

Face à cette reprise des combats de classe après une courte période de reflux, la bourgeoisie a dû modifier sa stratégie visant à entraver toute politisation du prolétariat au sein de ses luttes économiques. Grâce à un judicieux partage des tâches entre les différentes fractions bourgeoises, il revenait aux partis de droite au gouvernement de porter les attaques économiques contre les conditions de vie du prolétariat, tandis que les partis de gauche, dans l'opposition (épaulés par les syndicats et les gauchistes) avaient la responsabilité de saboter les luttes ouvrières de l'intérieur et de les dévoyer sur le terrain des mystifications électorales.

La grève de masse en Pologne en août 1980 a révélé que le prolétariat, malgré la chape de plomb des régimes staliniens, était capable de relever la tête et de retrouver spontanément ses méthodes de lutte, notamment les assemblées générales souveraines, l'élection de comités de grève responsables

devant ces assemblées, la nécessaire extension géographique des luttes et leur unification au-delà des divisions corporatistes.

Ce gigantesque combat de la classe ouvrière en Pologne a révélé que c'est dans la lutte massive contre les attaques économiques que le prolétariat peut prendre conscience de sa propre force, affirmer son identité de classe antagonique au Capital et développer sa confiance en lui-même.

Mais la défaite des ouvriers de Pologne, avec la fondation du syndicat "libre" Solidarnosc (qui a bénéficié de l'appui des syndicats des pays occidentaux) a également révélé le poids très fort des illusions démocratiques dans un pays où le prolétariat n'avait aucune expérience de la démocratie bourgeoise. La défaite et la répression qui se sont abattues sur les ouvriers de Pologne ont ouvert une nouvelle période de recul de la lutte de classe à l'échelle internationale au début des années 1980.

4) Néanmoins, malgré sa profondeur, ce recul a été de courte durée. Dans la première moitié des années 1980, face à l'aggravation de la crise économique, à l'explosion du chômage et aux nouvelles attaques contre les conditions de vie du prolétariat dans les pays centraux, une 3<sup>e</sup> vague de luttes a émergé de nouveau. Malgré la défaite de la longue grève des mineurs en Grande-Bretagne en 1985, cette vague de luttes s'est manifestée par une usure de la gauche dans l'opposition, un discrédit croissant des syndicats (comme en ont témoigné, dans plusieurs pays, y compris dans les pays scandinaves, les grèves spontanées sporadiques qui ont éclaté en dehors et contre les manœuvres répétées de sabotage des syndicats). Cette 3<sup>e</sup> vague de luttes ouvrières a été accompagnée par une augmentation des taux d'absentéisme aux élections.

Pour ne pas se laisser surprendre comme en Mai 68 et paralyser toute dynamique de confrontations au syndicalisme, la bourgeoisie a développé une 3<sup>e</sup> stratégie : celle du renforcement de son appareil d'encadrement de la classe ouvrière visant à empêcher toute extension des luttes au-delà de la corporation ou du secteur, à saboter l'identité de classe du prolétariat à travers la division entre les "cols blancs"

et les "cols bleus" et à empêcher toute tentative d'auto-organisation du prolétariat.

5) C'est la bourgeoisie anglaise (la plus intelligente du monde), avec la politique de la "Dame de fer" (Margaret Thatcher) qui avait donné le "la" à la stratégie de la classe dominante des autres pays centraux pour stopper la dynamique de la lutte de classe :

– Grâce au travail de sabotage du syndicat des mineurs la classe dominante a enfermé les ouvriers dans une grève corporatiste, longue, épuisante et totalement isolée des autres secteurs de production. La défaite cuisante de la grève des mineurs a porté un coup brutal à toute la classe ouvrière de ce pays. Ce succès de la classe dominante en Grande Bretagne a servi de modèle pour la bourgeoisie des autres pays, et notamment en France, le pays d'Europe où le prolétariat est traditionnellement extrêmement combatif. La bourgeoisie française s'est inspirée de la politique de la "Dame de fer" visant à stopper la dynamique de la lutte de classe, en enfermant les ouvriers dans le corporatisme, et surtout en favorisant la tendance au "chacun pour soi" (qui a constitué un des premiers phénomènes de la décomposition du capitalisme).

– En 1986, du fait que les secteurs traditionnellement les plus combatifs et expérimentés du prolétariat français s'étaient affrontés à plusieurs reprises depuis Mai 68 au sabotage syndical (dans les mines, la sidérurgie, les transports, l'industrie automobile...), la bourgeoisie n'a pu utiliser une telle stratégie qu'en mettant en place des "coordinations", destinées à prendre le relais des grandes centrales syndicales discréditées.

– En Italie, là où le prolétariat de ce pays avait aussi mené des luttes massives très importantes (en particulier celles de l'"automne chaud" en 1969), la bourgeoisie avait également déployé la même politique d'enfermement dans le corporatisme en récupérant, après 1987, la coordination des travailleurs de l'Éducation.

– En France, malgré la défaite de la grève des cheminots en 1986 (grâce au sabotage des "coordinations" dans la SNCF), deux ans plus tard, en 1988, la combativité a explosé de nouveau dans un autre secteur de la fonction

publique, celui des hôpitaux. Face au profond mécontentement général à l'égard des syndicats et au danger potentiel d'extension de cette lutte massive à toute la fonction publique, la classe dominante avait encore renforcé sa stratégie d'enfermement corporatiste et de division de la classe ouvrière. La bourgeoisie française a été capable d'utiliser une corporation hospitalière encore inexpérimentée et politiquement "arriérée", celle des infirmiers, pour enrayer toute tentative d'unification du mouvement dans les hôpitaux, en sabotant ainsi toute possibilité d'extension de la lutte aux autres secteurs de la fonction publique.

Pour casser le mouvement dans les hôpitaux, la manœuvre de la bourgeoisie avait consisté à offrir aux seuls infirmiers un "pot de vin" (une augmentation de salaire de 350 francs par mois en débloquant un milliard de francs déjà prévu à l'avance) alors que les autres catégories de personnel hospitalier mobilisées dans le mouvement n'ont rien obtenu ! Cette défaite de la classe ouvrière, dans le contexte de la tendance historique au "chacun pour soi", n'a pu être infligée au prolétariat que grâce au sale travail de la "coordination infirmière", autoproclamée et mise en place immédiatement avec l'aide de la CFDT. Cet organe para syndical avait réussi à dévoyer la colère des infirmiers sur le terrain pourri de la défense de leur "statut" de "Bac+3" pour justifier une revalorisation de leur salaire alors que leur mouvement était parti contre le manque d'effectif et la dégradation des conditions de travail qui touchait aussi toutes les catégories de personnel des hôpitaux ("cols blancs" et "cols bleus"). (Voir notre brochure "Bilan de la lutte des infirmières : les coordinations, la nouvelle arme de la bourgeoisie").

Dans les autres pays d'Europe, y compris en Allemagne (notamment dans le secteur de l'industrie automobile), cette manœuvre de la bourgeoisie consistant à accorder des augmentations de salaires à une seule catégorie de prolétaires de la même entreprise, était destinée à diviser les ouvriers, à aggraver la concurrence entre eux, à saper leur solidarité de classe dans le but de les monter les uns contre les autres.

Mais pire encore, avec cette stratégie de division du prolétariat prônant

le "chacun pour soi", la bourgeoisie et ses syndicats aux ordres ont cherché en permanence à faire passer les défaites de la classe ouvrière pour des victoires !

Les révolutionnaires ne doivent pas sous-estimer le machiavélisme de la bourgeoisie dans l'évolution du rapport de force entre les classes. Un tel machiavélisme ne peut que continuer à se développer avec l'aggravation des attaques contre toute la classe exploitée. La stagnation de la lutte de classe, puis son recul, à la fin des années 1980 résultait de la capacité de la classe dominante à retourner certaines manifestations de la décomposition de la société bourgeoise, notamment la tendance au "chacun pour soi", contre la classe ouvrière.

6) Depuis le reflux de la première vague de luttes, ce sont essentiellement les illusions démocratiques (entretenues par la contre-offensive de la bourgeoisie et le sabotage syndical) qui ont constitué le frein principal à la politisation des combats de la classe ouvrière.

Comme le met en avant l'article de la *Revue Internationale* n°23, "*La lutte du prolétariat dans la période de décadence*", la classe ouvrière est confrontée à plusieurs facteurs de difficulté pour la politisation de ses luttes : La véritable nature du prolétariat en tant que classe à la fois exploitée dépossédée de toute propriété, et révolutionnaire, a toujours signifié que la conscience de classe ne peut pas avancer de victoire en victoire mais peut uniquement se développer de façon inégale vers la victoire à travers une série de défaites, comme l'affirmait Rosa Luxemburg.

Dans la période de décadence :

– la classe ouvrière ne peut plus se donner des organisations de masse permanentes, partis politiques et syndicats ouvriers, pour défendre ses intérêts ;

– il n'y a plus de programme politique "minimum" comme dans la période ascendante, mais uniquement un programme "maximum". La démocratie bourgeoise et son cadre national ne sont plus un terrain pour l'action politique du prolétariat ;

– l'État bourgeois a appris à utiliser intelligemment les anciens partis politiques du prolétariat, qui ont trahi

ce dernier, contre la politisation de la classe ouvrière.

Par ailleurs, dans la période actuelle :

– l'État bourgeois a appris à ralentir le rythme de la crise économique et à planifier ses attaques de concert avec les syndicats en déployant tous les moyens pour éviter une riposte unifiée de la classe ouvrière et une réappropriation des buts politiques ultimes de son combat contre le capitalisme.

– l'ensemble des forces du capitalisme se sont employées à faire barrage à la politisation de la classe ouvrière en l'empêchant de faire le lien entre ses luttes économiques de résistance à l'exploitation et le refus des ouvriers des pays centraux de se laisser embriquer par la politique de guerre de la bourgeoisie, une manœuvre particulièrement significative, au début des années 1980, avec les campagnes pacifistes contre la politique de "guerre des étoiles" de Reagan.

7) Alors que la 3<sup>e</sup> vague de luttes commençait à s'épuiser vers la fin des années 1980, un événement majeur dans la situation internationale, l'effondrement spectaculaire du bloc de l'Est et des régimes staliniens en 1989, a porté un coup brutal à la dynamique de la lutte de classe, modifiant ainsi de façon majeure le rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie au bénéfice de cette dernière. Cet événement a marqué avec fracas l'entrée du capitalisme dans la phase ultime de sa décadence : celle de la décomposition. En s'effondrant, le stalinisme a rendu un dernier service à la bourgeoisie. Il a permis à la classe dominante de mettre un terme à la dynamique de la lutte de classe qui, avec des avancées et des reculs, s'était développée pendant deux décennies.

En effet, dans la mesure où ce n'est pas la lutte du prolétariat mais le pourrissement sur pied de la société capitaliste, qui avait mis fin au stalinisme, la bourgeoisie a pu exploiter cet événement pour déchaîner une gigantesque campagne idéologique visant à perpétuer le plus grand mensonge de l'Histoire : l'identification du communisme au stalinisme. Ce faisant, la classe dominante a porté un coup extrêmement violent à la conscience du prolétariat. Les campagnes assourdissantes de la bourgeoisie sur la prétendue "faillite du communisme" ont provoqué une

régression du prolétariat dans sa marche en avant vers sa perspective historique de renversement du capitalisme. Elles ont porté un coup à son identité de classe.

Ce profond recul de la conscience et de la lutte de classe s'est manifesté par une baisse de la combativité ouvrière dans tous les pays, un renforcement des illusions démocratiques, un très fort regain de l'emprise des syndicats et une très grande difficulté du prolétariat à reprendre le chemin de ses luttes massives malgré l'aggravation de la crise économique, la montée du chômage, de la précarité, et la dégradation générale de toutes ses conditions de vie dans tous les secteurs et tous les pays.

Par ailleurs, avec l'entrée du capitalisme dans la phase ultime de sa décadence, le prolétariat devait désormais faire face aux miasmes de la décomposition de la société bourgeoise qui affectent sa capacité à retrouver le chemin de sa perspective révolutionnaire. Sur le plan idéologique, "*Les différents éléments qui constituent la force du prolétariat se heurtent directement aux diverses facettes de cette décomposition idéologique :*

- **l'action collective, la solidarité**, trouvent en face d'elles l'atomisation, le "chacun pour soi", la "débrouille individuelle" ;

- le **besoin d'organisation** se confronte à la décomposition sociale, à la destruction des rapports qui fondent toute vie en société ;

- **la confiance dans l'avenir et en ses propres forces** est en permanence sapée par le désespoir général qui envahit la société, par le nihilisme, par le "no future" ;

- **la conscience, la lucidité, la cohérence et l'unité de la pensée, le goût pour la théorie**, doivent se frayer un chemin difficile au milieu de la fuite dans les chimères, la drogue, les sectes, le mysticisme, le rejet de la réflexion, la destruction de la pensée qui caractérisent notre époque." (Thèses sur la décomposition, *Revue internationale* n° 62).

Avec le recul de sa perspective révolutionnaire et de son identité de classe, le prolétariat a aussi largement perdu sa confiance en lui-même et en ses capacités à s'affronter efficacement au capitalisme pour défendre ses condi-

tions d'existence.

8) Un des facteurs objectifs ayant aggravé la perte d'identité de classe du prolétariat a été constitué par les politiques de délocalisation et de restructuration de l'appareil productif dans les principaux pays d'Europe occidentale et aux États-Unis. Les grandes concentrations ouvrières ont été démantelées avec la fermeture des bassins miniers, des aciéries, de l'automobile, etc., dans les secteurs où la classe ouvrière avait traditionnellement mené des luttes massives et très combattives. Cette désertification industrielle a été accompagnée par le renforcement des campagnes idéologiques sur la fin de la lutte de classe, et donc de toute perspective révolutionnaire. Ces campagnes de la bourgeoisie ont pu se développer grâce aux partis staliniens ou sociaux-démocrates qui, pendant des décennies, ont identifié la classe ouvrière aux seuls "cols bleus", masquant ainsi que c'est le salariat et l'exploitation de la force de travail qui définit la classe ouvrière. Par ailleurs, avec le développement des nouvelles technologies, le prolétariat en "col blanc" est beaucoup plus dispersé dans de petites unités de production, rendant plus difficiles le surgissement de luttes massives.

Dans une telle situation de recul de la conscience de classe du prolétariat et de l'éloignement de sa perspective révolutionnaire, le chacun pour soi et la concurrence pour survivre au milieu du marasme économique croissant, tendent à dominer.

L'aggravation du chômage et de la précarité a également fait apparaître le phénomène d'"uberisation" du travail. En passant par l'intermédiaire d'une plateforme Internet pour trouver un emploi, l'ubérisation déguise la vente de la force de travail à un patron en une forme "d'auto-entreprise", tout en renforçant la paupérisation et la précarité des "auto-entrepreneurs". L'ubérisation du travail individuel renforce l'atomisation, la difficulté de faire grève, du fait que l'auto-exploitation de ces travailleurs entrave considérablement leur capacité à lutter de façon collective et à développer la solidarité face à l'exploitation capitaliste.

9) Avec la faillite de la banque Lehman Brothers et la crise financière de 2008, la bourgeoisie a pu enfoncer encore un

coin dans la conscience du prolétariat en développant une nouvelle campagne idéologique à l'échelle mondiale destinée à instiller l'idée (mise en avant par les partis de gauche) que ce sont les "banquiers véreux" qui sont responsables de cette crise, tout en faisant croire que le capitalisme est personnifié par les traders et le pouvoir de l'argent.

La classe dominante a pu ainsi masquer les racines de la faillite de son système. Elle a cherché d'une part, à amener la classe ouvrière sur le terrain de la défense de l'État "protecteur", les mesures de sauvetage des banques étant censées protéger les petits épargnants. D'autre part, cette politique de sauvetage des banques a été également utilisée, notamment par la gauche, pour montrer du doigt les gouvernements qui cherchent à défendre les banquiers et le monde de la finance.

Mais au-delà de ces mystifications, l'impact de cette campagne sur la classe ouvrière a consisté à renforcer son impuissance face à un système économique impersonnel dont les lois générales s'apparentent à des lois naturelles qui ne peuvent être contrôlées ou modifiées.

10) Le déchainement des conflits impérialistes, au Proche et Moyen Orient, de même que la misère absolue des masses paupérisées des pays du continent africain, ont fait déferler sur les pays d'Europe occidentale un flot croissant de réfugiés. De l'autre côté de l'Atlantique, l'enfoncement du capitalisme dans la décomposition s'est illustré également par l'exode de vagues de migrants des pays d'Amérique latine vers les États-Unis.

Face à ces manifestations de la décomposition de la société capitaliste, un nouveau danger est apparu pour le prolétariat : l'idéologie populiste basée sur une politique "identitaire" attaquant la solidarité du prolétariat en véhiculant l'illusion que, face à l'aggravation de la crise, et de la "réduction des ressources", les populations autochtones ne peuvent éviter le pire qu'au détriment des autres couches non-exploiteuses de la population. Cette politique se traduit par le protectionnisme, la stigmatisation des immigrants comme "profiteurs de l'État-Providence" et la fermeture des frontières

aux vagues de migrants.

Le rejet de plus en plus ouvert des partis bourgeois traditionnels et des "élites", n'a pas débouché sur une politisation du prolétariat sur son terrain de classe mais par une tendance à rechercher des hommes "nouveaux" sur le terrain électoral de la démocratie bourgeoise. Ces "hommes nouveaux" sont en grande partie des démagogues populistes et des aventuriers (comme Donald Trump). La montée des partis d'extrême-droite dans plusieurs pays d'Europe, de même que l'arrivée au pouvoir de Trump aux États-Unis, élu avec de nombreux suffrages des ouvriers de la "ceinture de la rouille", révèle que certaines franges du prolétariat (particulièrement frappées par le chômage) peuvent être intoxiquées par le poison du populisme, de la xénophobie, du nationalisme et de toutes les idéologies réactionnaires et obscurantistes qui émanent du fumier nauséabond de la putréfaction du capitalisme.

La tendance au chacun pour soi et à la dislocation de la société s'est également manifestée par le danger d'embrigadement de certains secteurs du prolétariat derrière les drapeaux nationaux ou régionaux (comme ce fut le cas lors de la crise indépendantiste en Catalogne en 2018).

11) Du fait de la grande difficulté actuelle de la classe ouvrière à développer ses luttes, de son incapacité pour le moment à retrouver son identité de classe et à ouvrir une perspective pour l'ensemble de la société, le terrain social tend à être occupé par des luttes interclassistes particulièrement marquées par la petite bourgeoisie. Cette couche sociale sans devenir historique ne peut que véhiculer l'illusion d'une possibilité de réformer le capitalisme en revendiquant un capitalisme "à visage humain", plus démocratique, plus juste, plus propre, plus soucieux des pauvres et de la préservation de la planète.

Ces mouvements interclassistes sont le produit de l'absence de toute perspective qui touche aujourd'hui la société dans son ensemble, y compris une partie importante de la classe dirigeante elle-même.

La révolte populaire des "Gilets Jaunes" en France contre "la vie chère" de même que le mouvement international

de la "jeunesse pour le climat" (Youth for climate) constituent une illustration du danger de l'interclassisme pour le prolétariat. La révolte citoyenne des "Gilets Jaunes" (soutenue et encouragée, au début, par tous les partis de la droite et de l'extrême-droite) a révélé la capacité de la bourgeoisie à utiliser les mouvements sociaux interclassistes contre la conscience du prolétariat.

En débloquant une enveloppe de 10 milliards d'euros face au chaos accompagnant les manifestations des Gilets Jaunes, la bourgeoisie française et ses médias ont pu instiller, de façon insidieuse, l'idée que seuls les mouvements citoyens, interclassistes, et les méthodes de luttes propres à la petite bourgeoisie peuvent faire reculer le gouvernement.

Face à l'accélération des attaques économiques contre la classe exploitée, et au danger du resurgissement des luttes ouvrières, la bourgeoisie cherche aujourd'hui à gommer les antagonismes de classe. En tentant de noyer et diluer le prolétariat dans "la population des citoyens", la classe dominante vise à l'empêcher de retrouver son identité de classe. La médiation internationale du mouvement des Gilets Jaunes révèle que c'est une préoccupation de la bourgeoisie de tous les pays.

Le mouvement de la jeunesse pour le climat, bien qu'exprimant une préoccupation globale et une inquiétude face à la menace de destruction de l'humanité, est totalement dévoyé sur le terrain des luttes parcelaires, facilement récupérables par la bourgeoisie et très fortement marquées par la petite bourgeoisie.

*"Seul le prolétariat porte en lui une perspective pour l'humanité et, en ce sens, c'est dans ses rangs qu'il existe les plus grandes capacités de résistance à cette décomposition. Cependant, lui-même n'est pas épargné, notamment du fait que la petite-bourgeoisie qu'il côtoie en est justement le principal véhicule. Durant cette période, son objectif sera de résister aux effets nocifs de la décomposition en son propre sein en ne comptant que sur ses propres forces, sur sa capacité à se battre de façon collective et solidaire en défense de ses intérêts en tant que classe exploitée"* (Thèses sur la décomposition)

Le combat pour l'autonomie de clas-

se du prolétariat est crucial dans cette situation imposée par l'aggravation de la décomposition du capitalisme :

- contre les luttes interclassistes ;
- contre les luttes parcelaires mises en avant par toutes sortes de catégories sociales donnant une fausse illusion de "communauté protectrice" ;
- contre les mobilisations sur le terrain pourri du nationalisme, du pacifisme, de la réforme "écologique", etc.

Dans le rapport de forces entre la bourgeoisie et le prolétariat, c'est toujours la classe dominante qui est à l'offensive, sauf dans une situation révolutionnaire. Malgré ses difficultés internes et la tendance croissante à la perte de contrôle de son appareil politique, la bourgeoisie a été capable de retourner les manifestations de la décomposition de son système contre la conscience et l'identité de classe du prolétariat. La classe ouvrière n'a donc pas encore surmonté le profond recul qu'elle a subi depuis l'effondrement du bloc de l'Est et des régimes stalinien. Et ce d'autant plus que les campagnes démocratiques et anti-communistes, entretenues sur le long terme, ont été régulièrement remises au goût du jour (par exemple à l'occasion du centenaire de la Révolution d'Octobre 1917).

**12)** Néanmoins, malgré trois décennies de recul de la lutte de classe, la bourgeoisie n'est pas parvenue à infliger jusqu'à présent une défaite décisive à la classe ouvrière, comme ce fut le cas dans les années 1920-30. Malgré la gravité des enjeux de la période historique actuelle, la situation n'est pas identique à celle de la période de contre-révolution. Le prolétariat des pays centraux n'a pas subi de défaite physique (comme ce fut le cas lors de l'écrasement sanglant de la révolution en Allemagne au cours de la première vague révolutionnaire de 1917-23). Il n'a pas été massivement embrigadé derrière les drapeaux nationaux. La grande majorité des prolétaires ne sont pas prêts à sacrifier leur vie sur l'autel de la défense du capital national. Dans les grands pays industrialisés, aux États-Unis comme en Europe, les masses prolétariennes n'ont pas adhéré aux croisades impérialistes (et soi-disant "humanitaires") de "leur" bourgeoisie nationale.

La lutte de classe du prolétariat est faite d'avancées et de reculs au cours

desquels la classe ouvrière s'efforce de surmonter ses défaites, d'en tirer les leçons pour repartir de nouveau au combat. Comme l'affirmait Marx dans le 18 Brumaire, *"Les révolutions bourgeoises, comme celles du XVIII<sup>e</sup> siècle, se précipitent rapidement de succès en succès, (...) Les révolutions prolétariennes, par contre, comme celles du XIX<sup>e</sup> siècle, se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà être accompli pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et de se redresser à nouveau, formidable, en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts, jusqu'à ce que soit créée enfin la situation rendant impossible tout retour en arrière, et que les circonstances elles-mêmes crient : Hic Rhodus, hic salta !"*

Ces "circonstances" qui doivent créer *"la situation rendant impossible tout retour en arrière"*, seront déterminées, en premier lieu, par l'épuisement des palliatifs qui ont permis jusqu'à présent à la bourgeoisie de freiner l'effondrement de l'économie mondiale. En effet, pour que soient créées les conditions de surgissement d'une période de luttes révolutionnaires, il faut *"que les exploités ne puissent pas vivre et gouverner comme autrefois. C'est seulement lorsque "ceux d'en bas" ne veulent plus et que "ceux d'en haut" ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher."* (Lénine, *La Maladie infantile...*)

L'aggravation inexorable de la misère, de la précarité, du chômage, les atteintes à la dignité des exploités dans les années à venir constituent la base matérielle qui pourra pousser les nouvelles générations de prolétaires à retrouver le chemin des combats menés par les générations précédentes pour la défense de toutes leurs conditions d'existence. Malgré tous les dangers qui menacent le prolétariat, la période de décomposition du capitalisme n'a pas mis fin aux "circonstances" objectives qui ont constitué l'aiguillon

des combats révolutionnaires du prolétariat depuis le début du mouvement ouvrier.

**13)** L'aggravation de la crise économique a d'ores et déjà fait apparaître une nouvelle génération sur la scène sociale, même si c'est encore de façon très limitée et embryonnaire : en 2006, le mouvement des étudiants en France contre le CPE, suivi cinq ans plus tard par le mouvement des "Indignés" en Espagne. Ces deux mouvements massifs de la jeunesse prolétarienne ont retrouvé spontanément les méthodes de luttes de la classe ouvrière, notamment la culture du débat dans les assemblées générales massives ouvertes à tous.

Ces mouvements ont également été caractérisés par la solidarité entre les générations (alors que le mouvement des étudiants de la fin des années 1960, très fortement marqué par le poids de la petite bourgeoisie, s'était développé contre la génération qui avait été embrigadée dans la guerre).

Si, dans le mouvement contre le CPE, la grande majorité des étudiants en lutte contre la perspective du chômage et de la précarité, s'est reconnue comme faisant partie de la classe ouvrière, les Indignés en Espagne (bien que leur mouvement se soit étendu à l'échelle internationale grâce aux réseaux sociaux) n'avaient pas une claire conscience d'appartenir à la classe exploitée.

Alors que le mouvement massif contre le CPE était une riposte prolétarienne à une attaque économique (qui a obligé la bourgeoisie à reculer en retirant le CPE), celui des Indignés était marqué essentiellement par une réflexion globale sur la faillite du capitalisme et la nécessité d'une autre société.

Au sein de cette nouvelle génération, l'identité de classe du prolétariat n'a pas encore été retrouvée du fait du manque d'expérience de cette jeune génération, de sa vulnérabilité aux mystifications de l'idéologie "altermondialiste" et de sa difficulté à se réapproprier l'histoire et l'expérience du mouvement ouvrier.

Néanmoins, ces mouvements avaient commencé à poser les premiers jalons d'une lente maturation de la conscience au sein de la classe ouvrière (et notamment de ses jeunes

générations hautement qualifiées) des enjeux de la situation historique présente.

**14)** Une caractéristique essentielle du développement de la conscience de classe du prolétariat a toujours été sa capacité de maturation souterraine, c'est-à-dire l'aptitude à se développer en dehors des périodes de luttes ouvertes et même dans des périodes de défaites majeures. La conscience de classe peut se développer en profondeur, dans de petites minorités, sans qu'elle ne s'étende largement dans l'ensemble du prolétariat. Le développement de la conscience de classe ne doit donc pas être mesuré uniquement par son extension immédiate dans la classe à une période donnée, mais également à travers sa continuité historique. Comme nous l'avions affirmé dans l'article de la Revue internationale n°42 "Débat interne : *"Les glissements centristes vers le conseillisme"* : "Il est nécessaire de distinguer ce qui relève d'une continuité dans le mouvement historique du prolétariat – l'élaboration progressive de ses positions politiques et de son programme –, de ce qui est lié aux facteurs circonstanciels – l'étendue de leur assimilation et de leur impact dans l'ensemble de la classe."

L'existence et le maintien déterminé des organisations de la Gauche communiste jusqu'à présent, dans les conditions difficiles de la décomposition du capitalisme, expriment cette capacité souterraine de la conscience de classe à développer son mouvement historique dans une période de profonde désorientation du prolétariat comme celle que nous vivons aujourd'hui.

Cette maturation souterraine de la conscience de classe du prolétariat se manifeste également aujourd'hui par l'émergence de petites minorités et de jeunes éléments à la recherche d'une perspective de classe et des positions de la Gauche communiste.

Les organisations de la Gauche communiste ne doivent pas passer à côté de ces petites minorités, même si elles apparaissent comme insignifiantes. Le processus de décantation dans le période de décomposition du capitalisme est beaucoup lent et heurté qu'il ne l'était à la fin des années 1960 et au début des années 1970.

Malgré les effets délétères de la décomposition et les dangers qui guettent le prolétariat, "Aujourd'hui, la perspective historique reste totalement ouverte. Malgré le coup porté par l'effondrement du bloc de l'Est à la prise de conscience du prolétariat, celui-ci n'a subi aucune défaite majeure sur le terrain de sa lutte. (...) Mais en outre, et c'est là l'élément qui détermine en dernier ressort l'évolution de la situation mondiale, le même facteur qui se trouve à l'origine du développement de la décomposition, l'aggravation inexorable de la crise du capitalisme, constitue le stimulant essentiel de la lutte et de la prise de conscience de la classe, la condition même de sa capacité à résister au poison idéologique du pourrissement de la société. En effet, autant le prolétariat ne peut trouver un terrain de rassemblement de classe dans des luttes partielles contre les effets de la décomposition, autant sa lutte contre les effets directs de la crise elle-même constitue la base du développement de sa force et de son unité de classe" (Thèses sur la décomposition)

**15)** Dans les luttes économiques et défensives du prolétariat, "Parfois, les ouvriers triomphent ; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. Cette union est facilitée par l'accroissement des moyens de communication qui sont créés par une grande industrie et qui permettent aux ouvriers de localités différentes de prendre contact. Or, il suffit de cette prise de contact pour centraliser les nombreuses luttes locales, qui partout revêtent le même caractère, en une lutte nationale, en une lutte de classes. Mais toute lutte de classes est une lutte politique, et l'union que les bourgeois du Moyen-Âge mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisent en quelques années grâce aux chemins de fer. Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante" (Manifeste communiste).

"L'accroissement des moyens de communications" permettant aux

ouvriers de "prendre contact" pour "centraliser les luttes locales" ne sont plus les chemins de fer, comme du temps de Marx, mais les nouvelles technologies numériques de télécommunication.

En fait, si les effets de la "mondialisation", les délocalisations, la disparition de pans entiers de l'industrie, la dispersion en une multitude de petites unités productives, la multiplication de petits emplois dans les services, la précarité et l'ubérisation du travail ont contribué à porter un coup à l'identité de classe du prolétariat des vieilles métropoles industrielles, les nouvelles conditions économiques, technologiques et sociales dans lesquelles il se trouve aujourd'hui contiennent des éléments favorables à une reconquête de cette identité de classe à une échelle bien plus vaste que par le pas-

sé. La "mondialisation" et surtout le développement de l'Internet, la création d'une sorte de "réseau mondial" des connaissances, des compétences, des collaborations dans le travail en même temps que les voyages de masse créent les bases objectives pour le développement d'une identité de classe à l'échelle planétaire, particulièrement pour les nouvelles générations prolétariennes.

**16)** Une des raisons majeures pour lesquelles le prolétariat n'a pas été en mesure de développer ses luttes et sa conscience au niveau requis par la gravité de la situation historique, est la rupture de la continuité politique avec le mouvement ouvrier du passé (et notamment de la première vague révolutionnaire de 1917-23). Cette rupture a été illustrée par la faiblesse

des organisations révolutionnaires du courant de la Gauche communiste qui avait combattu le stalinisme dans les années 1920-30.

C'est dire la responsabilité énorme qui repose sur la Gauche communiste comme pont entre l'ancien parti qui a disparu (la 3<sup>e</sup> Internationale) et le futur parti du prolétariat. Sans la constitution de ce futur parti mondial, la révolution prolétarienne sera impossible et l'humanité finira par être engloutie par la barbarie guerrière ou/et la lente décomposition de la société bourgeoise.

*"Théoriquement, les communistes ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien dans son ensemble"* (Manifeste communiste).

## Résolution sur la situation internationale (suite de la page 14)

rents systèmes d'indemnités accordées aux chômeurs, des aides sociales et des systèmes de retraite) ; et plus généralement l'abandon en "douce" du financement de toutes les formes d'aides ou de soutien social du secteur associatif ou parapublic ;

- la réduction par les États des coûts que représentent l'enseignement et la santé dans la production et l'entretien de la force de travail du prolétariat (et donc des attaques importantes contre les prolétaires de ces secteurs publics) ;

- l'aggravation et le développement encore plus grand de la précarisation

comme moyen d'imposer et de faire peser le développement du chômage de masses dans toutes les parties de la classe.

- les attaques camouflées derrière des opérations financières, telles que les taux d'intérêt négatifs qui érodent les petits comptes d'épargne et les régimes de retraite. Et bien que les taux officiels d'inflation des biens de consommation soient faibles dans de nombreux pays, les bulles spéculatives ont contribué à une véritable explosion du coût du logement.

- l'augmentation du coût de la vie et notamment des taxes et du prix des

produits de première nécessité.

Néanmoins, bien que la bourgeoisie de tous les pays, est de plus en plus acculée à renforcer toujours plus ses attaques contre la classe ouvrière, sa marge de manœuvre sur le plan politique est loin d'être épuisée. On peut être sûr qu'elle va tout mettre en œuvre pour empêcher le prolétariat de riposter sur son propre terrain de classe contre la dégradation croissante de ses conditions de vie imposée par les convulsions de l'économie mondiale.

Mai 2019

# Rapport sur la lutte de classe

## Formation, perte et reconquête de l'identité de classe prolétarienne

Dans sa phase de déclin final, la société capitaliste a donné naissance à toute une variété de "crises d'identité". L'atomisation inhérente à ce système de production généralisée de marchandises a atteint de nouveaux niveaux, et cela s'applique autant à la vie sociale dans son ensemble qu'aux réactions contre la misère galopante et l'oppression générées par ce système. D'un côté, les groupes comme les individus souffrant d'oppressions particulières sont encouragés à se mobiliser comme groupes particuliers pour combattre leur oppression – en tant que femmes, homosexuels, transgenres, minorités ethniques et autres – et parfois ils sont en compétition les uns contre les autres, comme on le voit avec l'actuelle confrontation entre les activistes transgenres et certaines branches du féminisme. Ces manifestations de "politique identitaire" sont en même temps cooptées par l'aile gauche de la bourgeoisie, au moins par ses échelons politiques les plus distingués académiquement et les plus puissants (comme le Parti démocrate aux États-Unis).

En même temps, l'aile droite de la bourgeoisie, alors qu'elle se plaint de l'émergence de ces politiques identitaires, défend ses propres formes de recherches identitaires : la recherche de l'Homme Véritable menacé par le spectre du féminisme, la nostalgie de l'Homme Blanc affrontant son remplacement par des hordes étrangères.

La recherche de ces identités et communautés, à tout le moins partielles et souvent entièrement fictives, n'est qu'une expression du caractère étranger de l'humanité à elle-même à une époque où une véritable communauté humaine universelle est à la fois possible et indispensable à la survie des espèces. Et avant tout, comme d'autres manifestations de la décomposition sociale, elle est le produit de la perte de la seule identité dont l'affirmation peut mener à la création d'une telle communauté, que l'on appelle le

communisme : l'identité de classe du prolétariat. Le récent mouvement des "Gilets jaunes" en France nous offre une illustration des dangers qui peuvent surgir d'une telle perte d'identité : un grand nombre d'ouvriers, rendus à juste titre furieux par les attaques constantes contre leurs conditions de vie, se sont mobilisés non pas pour leurs intérêts propres, mais derrière les revendications et actions d'autres classes sociales – dans ce cas précis la petite-bourgeoisie et une partie de la bourgeoisie elle-même<sup>1</sup>.

### L'identité de classe du prolétariat est révolutionnaire par nature

L'exploitation de la classe ouvrière est la pierre angulaire de tout l'édifice capitaliste. Ce n'est pas, comme les partisans des politiques identitaires le défendent ouvertement ou hypocritement, une simple oppression parmi d'autres. Parce que, malgré tous les changements qui se sont produits depuis deux siècles, le capitalisme continue à dominer le monde, et ce que Karl Marx écrivait en 1844 sur la nature révolutionnaire du prolétariat reste plus que jamais d'actualité. C'est une classe dont la lutte contre le capitalisme contient la solution à tous les "problèmes particuliers" causés par cette société :

*"Il faut former une classe avec des chaînes radicales, une classe de la société bourgeoise qui ne soit pas une classe de la société bourgeoise, une classe qui soit la dissolution de toutes les classes, une sphère qui ait un caractère universel par ses souffrances universelles et ne revendique pas de droit particulier, parce qu'on ne lui a pas fait de tort particulier, mais un tort en soi, une sphère qui ne puisse plus s'en rapporter à un titre historique, mais simplement au titre humain, une*

*sphère qui ne soit pas en une opposition particulière avec les conséquences, mais en une opposition générale avec toutes les suppositions du système politique allemand, une sphère enfin qui ne puisse s'émanciper, sans s'émanciper de toutes les autres sphères de la société et sans, par conséquent, les émanciper toutes, qui soit, en un mot, la perte complète de l'homme, et ne puisse donc se reconquérir elle-même que par le regain complet de l'homme. La décomposition de la société en tant que classe particulière, c'est le prolétariat."*<sup>2</sup>

Dans *La sainte famille*, écrit à la même période, Marx expliquait que la classe ouvrière est par nature une classe révolutionnaire, même si elle n'en est pas consciente :

*"Si les auteurs socialistes attribuent au prolétariat ce rôle historique, ce n'est pas du tout, comme la Critique critique affecte de le croire, parce qu'ils considèrent les prolétaires comme des dieux. C'est plutôt l'inverse. Dans le prolétariat pleinement développé se trouve pratiquement achevée l'abstraction de toute humanité, même de l'apparence d'humanité ; dans les conditions de vie du prolétariat se trouvent condensées toutes les conditions de vie de la société actuelle dans ce qu'elles peuvent avoir de plus inhumain. Dans le prolétariat, l'homme s'est en effet perdu lui-même, mais il a acquis en même temps la conscience théorique de cette perte ; de plus, la misère qu'il ne peut plus éviter ni retarder, la misère qui s'impose à lui inéluctablement - expression pratique de la nécessité -, le contraint directement à se révolter contre pareille inhumanité ; c'est pourquoi le prolétariat peut, et doit nécessairement, se libérer lui-même. Or il ne peut se libérer lui-même sans abolir ses propres conditions de vie. Il ne peut abolir ses propres conditions de vie sans abolir*

1. Mouvement des "gilets jaunes": une révolte populaire sans perspective (Voir notre site internet).

2. K. Marx, Contribution à la critique de La philosophie du droit de Hegel.

toutes les conditions de vie inhumaines de la société actuelle, que résume sa propre situation. Ce n'est pas en vain qu'il passe par la rude, mais fortifiante école du travail. Il ne s'agit pas de savoir quel but tel ou tel prolétaire, ou même le prolétariat tout entier, se représente momentanément. Il s'agit de savoir ce que le prolétariat est et ce qu'il sera obligé historiquement de faire, conformément à cet être.<sup>3</sup>

L'identité de classe est ainsi une base objective qui reste inaltérable tant que le capitalisme existe, mais la conscience subjective de "ce qu'est le prolétariat" a depuis longtemps été maintenue en arrière-plan par le côté négatif de la condition prolétaire : le fait que "dans le prolétariat, l'homme s'est perdu lui-même", que c'est une classe qui supporte tout le poids de l'auto-aliénation humaine. Dans des travaux ultérieurs, Marx expliquera que les formes particulières prises par l'aliénation dans la société capitaliste – le processus appelé "réification", le voile de mystification inhérent à l'échange universel de marchandises – rend particulièrement difficile pour les exploités d'appréhender la véritable nature de leur exploitation et la véritable identité de leurs exploités. Et c'est pourquoi il doit exister une "conscience théorique de cette perte", et le socialisme doit devenir scientifique dans ses méthodes. Mais cette conscience théorique n'est en aucune façon séparée des conditions réelles du travail et de sa révolte contre l'inhumanité de l'exploitation capitaliste.

Quant Marx écrit que la classe ouvrière "ne peut s'émanciper elle-même sans abolir les conditions de sa propre existence", ceux qui se revendiquent de ce l'on appelle le courant "communiste", en profitent pour affirmer que toute affirmation de l'identité de classe ne peut être que réactionnaire, du fait qu'il s'agit là d'une exaltation de ce qu'est le prolétariat au sein de la société capitaliste, alors que la révolution communiste exige l'immédiate auto-négation de la classe ouvrière. Mais c'est là perdre de vue la réalité dialectique de la classe ouvrière en tant que classe qui est à la fois dans la société capitaliste et en-dehors, une

classe exploitée et révolutionnaire en même temps. Nous devons comme Marx insister sur le fait que ce n'est qu'en s'affirmant elle-même à la fois au niveau de ses luttes économiques et politiques, et comme candidat à la direction politique de la société, que le prolétariat peut ouvrir la voie à la véritable dissolution de toutes les classes et à la "complète reconquête" de l'humanité. C'est pourquoi ce rapport va se concentrer précisément sur le problème de l'identité de classe : de son développement initial dans la phase ascendante du capitalisme à sa perte ultérieure et à sa future réappropriation.

### La Formation de l'identité de classe

Par définition le prolétariat est la classe de la dépossession. Il s'est au départ formé à travers la dépossession de la petite propriété paysanne, des instruments de production de l'artisan, et a été regroupé dans les bidonvilles infestés de maladies de la jeune société industrielle. Dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Engels a beaucoup écrit sur les effets démoralisants de ce processus qui a mené nombre de prolétaires à l'ivrognerie et au crime, les soumettant à la compétition la plus brutale entre eux. Mais Engels rejetait toute condamnation morale des réactions purement individuelles à leur condition, et mettait en avant l'alternative qui prenait alors forme : la lutte collective des ouvriers pour l'amélioration de leur condition à travers la formation de syndicats, d'associations culturelles et éducatives et des partis politiques comme les Chartistes – tout cela inspiré en définitive par la vision d'une forme plus élevée de société. L'entassement physique des ouvriers dans des cités et des usines était la prémisses objective de cette lutte. C'est l'une des dimensions du travail associé qui surmonte le relatif isolement de l'artisan et du laboureur ; mais en tant que processus purement "sociologique", la machinerie du début de l'industrialisation a été si brutale et traumatisante qu'elle a pu aboutir à la production d'une masse de pauvres indifférents, et même à une extinction du prolétariat du fait de la famine et des maladies. C'est la reconnaissance d'un intérêt commun de classe, opposé à celui de la bourgeoisie, qui a été la base réelle de l'identité de classe

initiale du prolétariat. La "constitution du prolétariat en classe", comme le dit le *Manifeste communiste*, était ainsi inséparable du développement de la conscience de classe et de l'organisation et "conséquemment en parti politique", comme le poursuit la phrase. La classe ouvrière n'est pas seulement une classe associée "en soi", elle ne l'est pas seulement objectivement : l'association en tant que prémisses d'une nouvelle forme d'organisation sociale plus élevée ne peut prendre forme qu'à partir du moment où la dimension subjective, l'auto-organisation et l'unification de la lutte de classe contre l'exploitation ont réussi à surgir de leur place au sein de la relation sociale capitaliste.

Mais le prolétariat reste la classe de la dépossession, et cela s'applique en fin de compte aussi aux instruments mêmes qu'il a créés pour sa propre défense. Les premiers syndicats et partis politiques motivés, à un niveau par la compréhension que le prolétariat n'était pas une classe de la société civile, de par son projet de dissolution de l'ordre existant, étaient alors également liés par la nécessité pour la classe d'améliorer son sort au sein du système. Et contrairement aux premières attentes des fondateurs du marxisme, ce système était bien loin d'une quelconque "crise finale" ou de sa période de déclin, et plus le prolétariat a forgé ses organisations toujours plus largement et pour une période de plus en plus longue, plus le danger était grand que ces organisations deviennent "une partie de la société civile", et s'institutionnalisent. Comme Engels le remarquait en 1892 : à un certain niveau, "les syndicats, jusqu'ici considérés comme une invention du diable lui-même, sont maintenant caressés et considérés comme des institutions parfaitement légitimes, et comme des moyens utiles de diffuser de bonnes doctrines économiques au sein des travailleurs"<sup>4</sup>. Avec le recul d'une amère expérience politique, nous savons que la voie vers la révolution ne passe pas à travers la construction graduelle d'organisations de masses prolétaires au sein du système. Au contraire, lorsque le véritable test a eu lieu avec le début de la décadence, ces organisations, qui s'étaient lentement

3. *La critique critique sous les traits du calme de la connaissance, ou la critique critique personnifiée par M. Edgar. IV : Proudhon par Karl Marx.*

4. Introduction à l'édition anglaise de La condition de la classe ouvrière en Angleterre.

mais sûrement laissées corrompre par la société dominante et son idéologie, ont été définitivement récupérées par la classe dominante pour l'aider à mener sa guerre impérialiste et à combattre la menace de révolution.

Ça n'a aucunement été un processus linéaire. On rappelait constamment au prolétariat qu'il est par essence une classe illégale, une force pour la révolution. Ses premiers efforts pour construire les associations les plus élémentaires en vue de se défendre ont été brutalement anéantis par la bourgeoisie, laquelle a mis longtemps à comprendre qu'elle pouvait retourner les organisations des ouvriers contre eux. De plus, les conditions politiques au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle en Europe devaient conduire le prolétariat à des luttes ouvertement insurrectionnelles contre la classe dominante européenne au moins à deux moments-clés historiques : 1848 et 1871. En France, qui était déjà la patrie de la révolution après l'expérience de 1789/93, la classe ouvrière a pris les armes contre l'État et, particulièrement en 1871, elle a posé concrètement le problème de sa destruction et de son remplacement par la dictature du prolétariat. Mais ces mouvements de classe qui donnaient la direction d'un futur révolutionnaire ne se sont pas limités à la France : en Angleterre, pays des "réformes graduelles", le mouvement de grève de 1842 avait déjà montré les contours d'une grève de masse qui sera le mode de combat caractéristique de la période suivante<sup>5</sup>. Le mouvement chartiste lui-même avait compris sa propre revendication du suffrage universel comme une revendication pour la classe ouvrière de prise du pouvoir politique dans ses propres mains, et ses méthodes n'étaient pas limitées à pétitionner contre la bourgeoisie : il a quand même donné naissance à une aile de "combat physique", laquelle, lors de l'insurrection de Newport en 1839, n'a pas hésité à s'armer contre le régime en place<sup>6</sup>. La formation de

la Première Internationale en 1864, même si elle trouve ses origines dans la recherche d'une coordination internationale pour des luttes défensives, était un indicateur supplémentaire que la classe ouvrière s'opposait frontalement aux fondements de la société bourgeoise, qu'une véritable identité consciente de classe ne pouvait pas s'accommoder du cadre de l'État-nation.

La peur que l'Internationale et la Commune de Paris ont inspirée au cœur même de la bourgeoisie, autant que les conditions objectives de l'expansion capitaliste globale dans la dernière partie du XIX<sup>e</sup> siècle, ont offert les bases d'une possible intégration des organisations ouvrières de masse dans la société bourgeoise, et finalement au sein de l'appareil d'État lui-même. À ces facteurs, on peut ajouter les confusions et concessions opportunistes qui se sont faites jour au sein du mouvement prolétarien lui-même, en particulier l'identification du prolétariat à l'intérêt national que la Seconde Internationale, avec sa structure fédérale et ses difficultés à comprendre l'évolution de la question nationale, n'a jamais été capable de dépasser. Mais le sens de l'identité de classe qui a émergé au cours de cette longue période de la Social-démocratie, période au cours de laquelle le mouvement ouvrier organisé a offert à toute une génération d'ouvriers, non seulement des organes de défense économique et d'activité politique, mais toute une vie sociale et culturelle, n'a aucunement disparu avec l'ouverture de la période de déclin du capitalisme. Bien au contraire, transformée en une mystification hostile au prolétariat, elle s'est mise à "peser comme un cauchemar sur le cerveau des vivants", la Social-démocratie et le Stalinisme s'en étant particulièrement emparé dans le but de perpétuer leur contrôle sur la classe ouvrière : *"L'identité de classe est la reconnaissance par le prolétariat qu'il constitue une classe différente opposée à la bourgeoisie et ayant un rôle actif dans la société. Cependant, cela ne signifie pas mécaniquement qu'il se reconnaisse comme la classe révolutionnaire. Pendant beaucoup d'années l'identité de classe gravitait autour de la notion d'une classe de la société capitaliste aspirant à un niveau de vie digne et jouissant d'une*

*reconnaissance et d'un pouvoir social.*

*Une telle identité a été construite par la contre-révolution et notamment par les syndicats et le stalinisme, s'appuyant sur certaines faiblesses remontant à la période de la 2<sup>e</sup> Internationale : un ouvrier col bleu, combatif, soucieux de ses droits dans la société, reconnu par elle, lié à des grandes entreprises et à des quartiers ouvriers, fier de sa condition de "citoyen ouvrier de la société" et enfermé dans l'univers d'une "grande famille ouvrière". Une telle identité était liée à une période très précise de l'apogée du capitalisme (1870-1914) mais son maintien dans la période de décadence, où se vérifie l'exclusion profonde du prolétariat de la société bourgeoise annoncée par Marx, est devenu une grosse mystification puisqu'il colporte une fausse identité, très dangereuse, pleine d'illusions d'intégration dans la société capitaliste, d'accommodation à elle et de destruction de la véritable identité et conscience de classe. La seule identité possible pour le prolétariat est celle d'une classe exclue de cette société et qui porte en elle la perspective communiste."*<sup>7</sup>

### **Les principales étapes de la dépossession de l'identité de classe à l'époque de la décadence**

Le texte sur le rapport de force entre les classes adopté par notre organe central international en avril 2018, qui cite notre Texte d'Orientation (TO) sur la confiance et la solidarité<sup>8</sup>, souligne deux phases dans l'histoire du mouvement ouvrier depuis 1848. Il se concentre sur le développement et la perte de la confiance en soi de la classe ouvrière, mais cette question est très étroitement liée au problème de l'identité de classe : la classe ouvrière ne peut avoir confiance en elle que si elle est consciente de sa propre existence et de ses propres intérêts :

*"Pendant la première phase, qui va des débuts de son auto-affirmation comme classe autonome jusqu'à la vague révolutionnaire de 1917-23, la classe ouvrière a été capable, malgré*

5. Lire notre article en anglais *History of the workers' movement in Britain*, sur notre site.

6. Ce mouvement a été précédé en 1831 par le soulèvement de Merthyr, lequel, peut-on avancer, était mieux organisé et a eu plus de succès, même si les ouvriers n'ont pu prendre le pouvoir que dans une ville et ce au cours d'un bref moment. C'est cependant le premier épisode connu où des ouvriers ont marché derrière le drapeau rouge.

7. Extrait d'un rapport sur les perspectives de la lutte de classe, Décembre 2015.

8. *Revue internationale* n° 111. Texte d'orientation, 2001 : La confiance et la solidarité dans la lutte du prolétariat, 1ère partie.

*une série de défaites souvent sanglantes, de développer de façon plus ou moins continue sa confiance en elle-même et son unité politique et sociale. Les manifestations les plus importantes de cette capacité ont été, en plus des luttes ouvrières elles-mêmes, le développement d'une vision socialiste, d'une capacité théorique d'une organisation politique révolutionnaire. Ce processus d'accumulation, œuvre de décennies et de générations, a été interrompu et même renversé par la contre-révolution. Seules de minuscules minorités révolutionnaires ont été capables de maintenir leur confiance dans le prolétariat au cours des décennies qui ont suivi. Le resurgissement historique de la classe ouvrière en 1968, en mettant fin à la contre-révolution, a commencé à renverser à nouveau cette tendance. Cependant les nouvelles expressions de confiance en soi et de solidarité de classe manifestées par cette nouvelle génération prolétarienne non défaits sont restées pour leur plus grande part enracinées dans les luttes immédiates. Elles ne se fondaient pas encore, comme dans la période d'avant la contre-révolution, sur une vision socialiste et une formation politique, sur une théorie de classe et sur la transmission d'une expérience accumulée et d'une compréhension d'une génération à l'autre. En d'autres termes, la confiance en soi historique du prolétariat et sa tradition d'unité active et de combat collectif appartiennent aux aspects de son combat qui ont le plus souffert de la rupture de la continuité organique. De même, elles font partie des aspects les plus difficiles à rétablir, puisqu'elles dépendent plus que beaucoup d'autres d'une continuité politique et sociale vivante. Ceci donne lieu à son tour à une vulnérabilité particulière des nouvelles générations de la classe et de ses minorités révolutionnaires".*

Nous pouvons ajouter que même avant le coup de grâce de la défaite de la première vague révolutionnaire, la grande trahison de 1914/18 avait signifié pour la classe la perte de décennies de patient travail de construction de ses syndicats et partis politiques, une perte qui a été particulièrement compliquée à accepter et à comprendre pour la classe ouvrière : même parmi les révolutionnaires qui s'étaient opposés à cette trahison, seule une mi-

norité a été capable de comprendre que ces organisations avaient été irrémédiablement perdues pour la classe. Par la suite, avec l'émergence du Stalinsisme, ce qui n'était qu'une difficulté de compréhension est devenu le socle de la construction de la fausse identité mentionnée dans le "rapport sur les perspectives" (voir note 7). Mais pendant que ce terrible fardeau hérité du passé ne pouvait qu'avoir un impact désastreux sur les progrès de la vague révolutionnaire – ce qui s'est exprimé en particulier à travers la théorie et la pratique du Front Unique – cette période a surtout mis en lumière la nouvelle forme de l'identité de classe personnifiée par la grève de masse, par la formation des conseils ouvriers et la fondation de la Troisième Internationale. Comme Marx l'avait déjà dit, le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est pas : cette redécouverte de l'identité de classe n'était pas réellement "nouvelle", mais était simplement en train d'exprimer "ce que le prolétariat est" à l'époque de guerres et de révolutions ; la classe ne peut recouvrer son identité qu'en s'organisant elle-même en dehors de toute institution existante, et en antithèse directe à la société capitaliste.

Les décennies de contre-révolution qui ont suivi ont approfondi ce processus de dépossession. Au cours des années 30 le prolétariat a été confronté à la plus importante crise économique de l'histoire du capitalisme, la première véritable crise économique de la décadence. Mais les Partis communistes créés pour s'opposer à la trahison de 1914 ont abandonné l'internationalisme au profit de l'infâme théorie du socialisme dans un seul pays, et, à travers les Fronts populaires, ont cherché à dissoudre politiquement la classe ouvrière dans la nation et ainsi la préparer à la guerre. Même les syndicats anarchistes qui avaient conservé une certaine vie ouvrière en Espagne ont succombé à cette nouvelle trahison. Le déclenchement de la guerre en 1939 ne signifiait pas, contrairement à ce qu'avancait Vercesi, la "disparition sociale du prolétariat" et ainsi l'inutilité de toute activité politique organisée pour les révolutionnaires. Tant que le capitalisme survit, la disparition sociale du prolétariat est impossible, et la formation de minorités révolutionnaires obéit à un besoin permanent au

sein de la classe. Mais cela a certainement signifié un nouveau pas en avant dans son propre désarroi politique, non seulement à cause de la terreur fasciste et stalinienne, mais, plus insidieusement, à cause de son incorporation dans le projet de défense de la démocratie. Et cela comprend la rapide intégration de l'opposition trotskyste dans l'effort de guerre, et la dispersion de ses fractions de Gauche. Le prolétariat s'est manifesté à la fin de la guerre dans certains pays, notamment en Italie en 1943, mais contrairement aux attentes d'une grande partie de la Gauche communiste italienne (y compris Vercesi), cela n'a pas signifié un renversement du cours à la contre-révolution.

La contre-révolution qui a pris des formes toujours plus totalitaires, a perduré au cours de la période de prospérité d'après-guerre, parce que le Capital a découvert de nouvelles façons de saboter la conscience que le prolétariat a de lui-même. C'est au cours de cette période que *"des sociologues ont pu théoriser "l'embourgeoisement" de la classe ouvrière comme résultat du développement du consumérisme et du développement de l'État-providence. Et en effet ces deux aspects du capitalisme après 1945 restent un poids important ajouté à la possibilité pour la classe ouvrière de se reconstruire comme force révolutionnaire. Le consumérisme atomise la classe ouvrière et entretient l'illusion que chacun peut accéder au paradis de la propriété individuelle. L'État-Providence, souvent introduit et présenté par les partis de Gauche comme une conquête de la classe ouvrière, est un instrument bien plus significatif du contrôle capitaliste. Il affaiblit la confiance en soi de la classe ouvrière et la rend redevable de la bienveillance étatique ; et plus tard, au cours d'une phase de migration de masse, son organisation par l'État national peut signifier que la question de l'accès à la santé, à un logement et autres avantages est devenu un puissant facteur de transformation des immigrants en boucs-émissaires, et des divisions au sein de la classe ouvrière."*<sup>9</sup>

Le retour de la lutte de classe après 1968, qui a atteint son point le plus

9. Résolution sur la lutte de classe, 22<sup>e</sup> Congrès du CCI

haut au cours de la grève de masse de Pologne en 1980, a réfuté l'idée que la classe ouvrière avait été intégrée au capitalisme et nous a donné un nouvel aperçu de son identité essentielle en tant que force qui ne peut s'exprimer qu'en débordant ses chaînes institutionnelles. Les grèves sauvages en-dehors des syndicats, les assemblées générales et les comités de grèves révocables, les tendances puissantes vers l'extension de la lutte – embryons ou manifestations courantes de la grève de masse – ont renoué avec la perspective des conseils ouvriers. Dans le même temps, cela a fourni le terreau d'un renouveau encore réduit mais important du mouvement communiste qui a été près de disparaître dans les années 50 – un prérequis essentiel pour la formation d'un nouveau Parti mondial.

Et aujourd'hui le passage cité ci-dessus du TO sur la confiance et la solidarité montre comment Mai 68 et les mouvements qui l'ont suivi ont porté la question d'une nouvelle société à un niveau théorique, la lutte de classe comme un tout en est restée à un terrain économique et n'a pas été capable de grandir jusqu'à une confrontation politique avec le capitalisme. Les limites du renouveau prolétarien contiennent les graines de la nouvelle phase de décomposition qui a vu le prolétariat bien près de perdre complètement son identité de classe.

### L'identité de classe dans la période de décomposition

Pour comprendre comment, depuis la fin des années 80, la conscience que le prolétariat a de lui-même en tant que force sociale est en recul, il est nécessaire d'examiner ses différentes dimensions séparément, afin de comprendre comment elles opèrent ensemble.

Pour commencer, une société capitaliste dont les toutes premières prémisses tendent à s'effriter, une société en désintégration ouverte, une société qui a connu des décennies de déclin et est bloquée dans son évolution, tend plus ou moins automatiquement à exacerber l'atomisation sociale qui est l'une des caractéristiques-clés de ladite société depuis ses débuts, comme Engels le notait déjà dans *La condition de la classe laborieuse en Angleterre* :

*"Et même si nous savons que cet*

*isolement de l'individu, cet égoïsme borné sont partout le principe fondamental de la société actuelle, ils ne se manifestent nulle part avec une impudence, une assurance si totales qu'ici, précisément, dans la cohue de la grande ville. La désagrégation de l'humanité en monades, dont chacune a un principe de vie particulier et une fin particulière, cette atomisation du monde est poussée ici à l'extrême."*<sup>10</sup>

Dans la phase finale de cette société, la guerre de chacun contre tous s'intensifie à tous les niveaux : par l'accroissement de la distanciation entre individus, par la compétition violente entre gangs de rue opérant à ce niveau ou à celui du quartier ou du voisinage, par la lutte frénétique entre compagnies pour l'accès à un marché limité, par le chaos en expansion de la compétition militaire entre États et proto-États au niveau international. Cette tendance sous-tend donc la recherche d'une communauté basée sur une identité réduite à laquelle nous référerions jadis – une réaction contre l'atomisation qui ne sert qu'à la renforcer à un autre niveau. Cette désintégration du tissu social travaille continuellement et insidieusement à l'exact opposé du potentiel d'unification de la classe ouvrière autour de ses intérêts communs propres – en d'autres termes, à la reformation de l'identité de classe prolétarienne.

Bien entendu, la bourgeoisie est directement affectée par le même processus – comme nous l'avons noté en relation avec sa capacité à contrôler son appareil politique, et ses difficultés croissantes à maintenir des alliances au niveau des relations entre États. Mais au contraire de la classe ouvrière, la bourgeoisie peut dans une certaine mesure retourner les effets de la décomposition à son avantage et même les renforcer. L'effondrement du Bloc de l'Est, par exemple, a été le premier exemple du processus "objectif" de décomposition, aiguillonné par l'approfondissement et le caractère insoluble de la crise économique. Mais du fait des circonstances historiques particulières impliquées dans la formation de ce bloc – résultat de la défaite d'une révolution prolétarienne qui a permis l'émergence d'un systè-

10. *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, chapitre *Les grandes villes*.

me apparemment différent du capitalisme occidental – la bourgeoisie a été capable à partir de ces événements de façonner toute une idéologie d'assaut contre le prolétariat, une attaque de la conscience de classe qui a joué un rôle significatif dans le reflux des luttes au cours des années 90. Face à une classe ouvrière qui, déjà au cours des vagues de luttes post-68 se trouvait confrontée à d'importantes difficultés à développer une perspective pour sa résistance, la campagne sur la "mort du communisme" a frontalement attaqué cette dimension essentielle de la conscience de classe : sa capacité à regarder vers l'avant et à se trouver une orientation pour le futur. Mais ces campagnes ne se sont pas arrêtées là : elles proclamaient non seulement la fin de toute alternative au capitalisme, mais même celle de la lutte de classe et de la classe ouvrière elle-même. En procédant ainsi, la bourgeoisie montrait elle-même sa détermination à saper l'identité de classe, moyen pour elle de combattre la menace d'une révolution prolétarienne.

Une troisième dimension du travail de sape de l'identité de classe dans la période de décomposition est connectée à cela. En fait, l'insistance que la classe ouvrière est en danger ou une espèce éteinte est profondément étayée par les changements structurels que la classe dominante a été contrainte d'introduire en réponse à la crise économique de son système, tout ce qui relève des rubriques trompeuses du néolibéralisme et de la mondialisation, mais avant tout le processus de "désindustrialisation" des plus anciens centres capitalistes. Ce processus a été bien sûr déterminé par la nécessité d'abandonner des industries non-rentables, et de déménager le capital vers des régions du globe où les mêmes marchandises pouvaient être produites bien moins cher. Mais il y a toujours eu un élément directement anti-classe ouvrière dans ce processus : la bourgeoisie était parfaitement consciente, par exemple, que prendre en charge les mineurs en fermant les mines, non seulement la débarrasserait d'un canard boiteux économique majeur, mais lui permettrait de porter un sérieux coup à une section très combative de la classe ennemie. Bien entendu, en expédiant des industries entières vers l'Extrême-Orient et

ailleurs, la bourgeoisie devait créer de nouveaux bataillons ouvriers promis à la guerre de classe, mais elle avait aussi une certaine compréhension que la classe ouvrière industrielle des principaux centres capitalistes représentait un danger particulier. La classe ouvrière ne se limite pas au prolétariat industriel, mais ce secteur s'est toujours trouvé au véritable cœur du mouvement ouvrier et notamment des luttes massive et révolutionnaires du passé, ce qu'ont montré par exemple l'usine Poutilov pendant la Révolution russe, les ouvriers de la Ruhr pendant la Révolution allemande, les ouvriers de chez Renault au cours de la grève de masse de Mai 68, ou les ouvriers des chantiers navals en Pologne en 1980.

Avec la fermeture de beaucoup de ces vieilles industries, le capitalisme a tenté de créer un nouveau modèle de classe ouvrière, particulièrement dans les industries de service qui ont, dans les vieux pays capitalistes comme la Grande-Bretagne, déménagé loin des centres de la vie économique. Ce modèle est appelé "gig economy", et ses employés sont poussés à ne plus se voir comme des ouvriers, mais comme des entrepreneurs individuels qui peuvent, s'ils travaillent suffisamment dur, devenir assez gros pour pouvoir négocier leurs salaires et conditions de travail avec les entreprises qui les emploient. Encore une fois, ces changements ont été en fin de compte dictés par la recherche de profit, mais ils sont aussi mis en œuvre par la bourgeoisie afin d'empêcher les ouvriers de se voir eux-mêmes comme des ouvriers et comme une partie de la classe exploitée.

### Populisme et anti-populisme

Depuis notre dernier Congrès en avril 2017, la poussée populiste s'est poursuivie, en dépit des efforts des fractions les plus centrales de la bourgeoisie pour endiguer ce phénomène, comme on l'a vu avec l'élection de Macron en France et la "résistance" orchestrée par le Parti Démocrate et une partie des services de sécurité contre Trump aux États-Unis. La crédibilité de l'Allemagne en tant que barrière contre la diffusion du populisme a été sévèrement affaiblie par le développement électoral de l'AfD et par celui de mouvements pogromistes

de rue comme on en a vu à Chemnitz. Les divisions et la quasi-paralysie de la bourgeoisie anglaise face au Brexit se sont intensifiées. L'installation en Italie d'un gouvernement populiste, en lien avec l'opposition montante des gouvernements populistes en Europe de l'Est, posent sérieusement problème pour le futur de l'UE. La menace que font peser sur l'unité de l'État espagnol le séparatisme catalan et d'autres nationalismes n'a pas été vaincue. Au Brésil, la victoire de Bolsonaro est un nouveau pas en avant dans l'émergence de "leaders forts" qui préconisent ouvertement la terreur d'État contre toute opposition à leur pouvoir. Enfin, le phénomène des "Gilets jaunes" en France et ailleurs montre la capacité des populistes, non seulement à se manifester sur le terrain électoral, mais aussi dans la rue, au cours de manifestations de grande ampleur qui peuvent paraître reprendre certaines des pré-occupations et même des méthodes de la classe ouvrière, tout en ayant pour effet de rendre plus confus encore ce que signifie l'identité de classe.

Le populisme, avec son langage agressivement nationaliste et xénophobe, son mépris des preuves et de la recherche scientifique, ses manipulations conspirationnistes et sa relation à peine dissimulée avec la violence crue des gangs de rue fascistes, est sans aucun doute un pur produit de la décomposition, le signe que la classe capitaliste, même selon ses propres termes, est en train de faire marche arrière face à l'impasse historique entre les classes. Mais parce qu'il émerge comme un produit de la décadence sociale et qu'il tend à saper le contrôle de la bourgeoisie sur l'ensemble de son appareil économique et politique, là encore la classe dominante peut utiliser les problèmes générés par le populisme dans sa lutte permanente contre la conscience de classe.

C'est évident dans le cas de ces fractions du prolétariat qui, du fait du manque de toute perspective de résistance de classe contre le capitalisme et les effets de sa crise, se sont tournées directement vers le populisme et sont tombées dans une nouvelle version du "socialisme des imbéciles"; l'idée que leur misère est provoquée par la vague montante des migrants et réfugiés qui sont à leur tour les troupes de choc des sinistres élites qui cherchent à saper

la culture chrétienne, blanche ou nationale. Ces illusions sont combinées à leur soutien inconditionnel aux partis populistes et aux démagogues qui se présentent eux-mêmes comme des forces "anti-élites", comme les porte-paroles des "vrais gens". L'emprise de ces idées, qui peuvent aussi amener une minorité significative à mener des pogroms et des actions terroristes, travaille clairement contre les fractions qui retrouvent leur véritable identité comme parties d'une classe exploitée, comme sections de la classe qui a été "laissée pour compte" non pas par les complots de cabales antinationales mais par le poids impitoyable de la crise capitaliste mondiale.

Mais, en nous remémorant le fameux dicton de Bordiga selon lequel "l'antifascisme est le pire produit du fascisme", nous devons souligner que l'opposition bourgeoise au populisme joue un rôle tout aussi important dans l'escroquerie idéologique visant à empêcher le prolétariat de reconnaître que ses intérêts de classe sont indépendants de toutes les factions bourgeoises, et antagoniques à elles. En décrivant au début de sa Brochure de Junius l'atmosphère de pogrom qui avait envahi l'Allemagne au début de la Première Guerre mondiale, Rosa Luxemburg notait ce "*climat de crime rituel, une atmosphère de pogrome, où le seul représentant de la dignité humaine était l'agent de police au coin de la rue.*" Aux États-Unis, la même apparence est créée par les déclarations et pratiques flagrantes d'un Trump, ce qui aboutit au fait que ce sont les Démocrates, les Républicains libéraux, les juges de la Cour Suprême et même le FBI et la CIA qui paraissent être les "bons". En Grande Bretagne, l'apparente domination de la vie politique par une petite bande de "Brextremistes", à leur tour liés à l'argent sale et même à des manipulations de l'impérialisme russe, stimule le développement d'une opposition massive au Brexit, laquelle, sous les encouragements publics d'une partie des médias, peut mobiliser jusqu'à 750 000 personnes dans les rues de Londres pour appeler à un second referendum. Bien que souvent moquées comme un mouvement de classes moyennes propres sur elles, de telles mobilisations attirent sans aucun doute un grand nombre de prolétaires urbains éduqués que les men-

songes des populistes énervent, mais qui ne sont pour l'heure pas capables de se détacher des factions de Gauche et libérales de la bourgeoisie.

En somme : tout le débat politique tend à être monopolisé par les questions des pro et anti-Trump, pro et anti-Brexit, etc... un débat entièrement circonscrit à l'idéologie patriotique et démocratique. L'opposition bourgeoise à Trump se présente elle-même autant comme la Véritable Amérique que Trump et ses supporters, et elle condamne l'actuelle administration avant tout pour ses violations des règles démocratiques ; de même en Angleterre, le débat tourne toujours autour des véritables intérêts de "notre pays", et les deux côtés de l'argument se présentent eux-mêmes comme intéressés essentiellement par la démocratie et la volonté du peuple. On peut observer la même polarisation dans la "guerre culturelle" qui a alimenté le développement du populisme : comme nous l'avons souligné, le populisme est une forme d'identité politique, se présentant lui-même comme le défenseur exclusif des intérêts de telle ou telle nation ou groupe ethnique, et il mène à un mutuel renforcement de la bataille avec toutes les autres formes d'identité politique, que ce soit les gangs islamistes qui servent à dévoyer la colère d'une catégorie de prolétaires particulièrement désœuvrés coincés dans les ghettos urbains, ou les campagnes plus à gauche autour des questions de races et de genres. Cette polarisation est la véritable expression d'une société en désintégration et toujours plus divisée, mais, face au prolétariat, le capitalisme décadent montre son caractère totalitaire, dans la mesure où cette réelle polarisation occupe le terrain politique et social et tend à bloquer l'émergence d'un débat ou d'une action sur le terrain du prolétariat.

### **Le danger du nihilisme et le potentiel pour la reconquête de l'identité de classe**

Le monde capitaliste en décomposition engendre nécessairement un climat d'apocalypse. Il n'a aucun futur à proposer à l'humanité et son potentiel de destruction défiant l'imagination devient toujours plus évident pour une grande partie de la population mondiale. Les plus extrêmes manifes-

tations de ce sentiment que le monde dans lequel nous vivons est à bout de souffle s'expriment dans les mythologies tordues du jihadisme islamiste ou du survivalisme chrétien d'extrême-Droite, mais c'est un climat bien plus général. Les rapports toujours plus alarmants de groupes scientifiques sur le changement climatique, la destruction des espèces et les pollutions toxiques de toute nature se sont rajoutés à ce sentiment d'apocalypse : si les scientifiques nous disent que nous disposons de 12 ans pour empêcher une catastrophe environnementale, il est déjà admis que les gouvernements et entreprises du monde ne feront rien ou presque pour prendre les mesures défendues par ces rapports, par peur d'affaiblir les avantages concurrentiels de leurs économies nationales. D'ailleurs, avec l'avènement de gouvernements populistes, le déni face au changement climatique est devenu de plus en plus hystérique face aux réels dangers que le monde doit affronter, et il tourne au pur vandalisme, au retrait des accords internationaux et à l'abolition de toute limite à l'exploitation de la nature, comme dans le cas de Trump aux États-Unis ou de Bolsonaro au Brésil. Ajouté au fait que la guerre impérialiste est devenue plus chaotique et imprévisible parce qu'un nombre grandissant d'États ont maintenant accès aux armes nucléaires - et il est donc peu surprenant que le nihilisme et le désespoir soient bien plus largement répandus aujourd'hui qu'ils ne l'étaient au cours de la Seconde Guerre mondiale - malgré la proximité de l'ombre d'Auschwitz et d'Hiroshima et la menace d'une guerre nucléaire entre les deux blocs impérialistes.

Le nihilisme et le désespoir sont issus d'un sentiment d'impuissance, d'une perte de conviction qu'il existe une alternative au scénario de cauchemar que nous prépare le capitalisme. Ils tendent à paralyser la réflexion et la volonté d'action. Et si la seule force sociale qui peut poser cette alternative est virtuellement inconsciente de sa propre existence, cela signifie-t-il que les jeux sont faits, que le point de non-retour a déjà été dépassé ?

Nous reconnaissons tout-à-fait que plus le capitalisme met de temps à sombrer dans la décomposition, plus il sape les bases d'une société plus humaine. Ceci est à nouveau illustré

le plus clairement par la destruction de l'environnement, lequel atteint le point où il peut accélérer la tendance vers un complet effondrement de la société, une condition qui ne favorise aucunement l'auto-organisation et la confiance dans le futur requis pour mener une révolution ; et même si le prolétariat arrivait au pouvoir à une échelle mondiale, il devrait affronter un travail gigantesque, non seulement pour nettoyer le bazar légué par l'accumulation capitaliste, mais aussi pour renverser la spirale de destruction qu'il a déjà mise en route.

Mais nous savons aussi que le désespoir distord la réalité, génère d'un côté la panique, de l'autre le déni, et ne nous permet pas de penser clairement aux possibilités qui nous restent offertes. Dans un certain nombre de documents récents présentés aux Congrès et réunions de son organe central, le CCI a examiné toute une série de développements objectifs qui ont pris place (et continuent à exister) ces dernières décennies, et qui peuvent agir en faveur du prolétariat. Les plus importants de ces développements sont :

- Le développement du prolétariat à une échelle mondiale, ce que nous tendions à nier dans le passé, tiré par l'extraordinaire développement industriel de la Chine et d'autres pays du Sud-est asiatique et du Pacifique. L'idée avancée par certains sociologues que nous vivons dans une société "post-industrielle" apparaît complètement ridicule lorsque l'on constate qu'aujourd'hui plus que jamais, la société capitaliste se présente elle-même comme "une immense accumulation de marchandises" ; et que le cœur de toute cela, ces constructions, production et distribution frénétiques, est toujours le fait d'êtres humains, malgré l'extension rapide de la robotisation. Le capitalisme sans le prolétariat n'est qu'une pure fiction. En même temps, on a vu la prolétarisation grandissante d'innombrables emplois "professionnels" et non-industriels.

- Cette croissance économique, aussi fragile soit-elle, du fait précisément de ses connexions avec les technologies modernes de communication, s'est énormément globalisée, est devenue une chaîne internationale qui flirte constamment avec les limites des frontières nationales et contraint le capitalisme à s'organiser à une échelle

internationale. L'actuelle tendance au protectionnisme nationaliste cherche à contourner cette lame de fond, mais il est significatif que la plupart de ses opposants sont en réalité incapables de couper le cordon avec le Capital global "mondialisé". En Grande-Bretagne par exemple, les financiers qui ont conduit au Brexit (comme Aaron Banks, dont les fonds offshore font aujourd'hui l'objet d'une enquête judiciaire) sont tous des spéculateurs de niveau international, et il en va de même pour Trump et la plupart des membres de son comité de soutien. Et ces tendances ont abouti à une classe ouvrière de plus en plus internationale dans sa forme et dans ses activités quotidiennes : l'utilisation d'Internet pour coordonner les circuits de production mondiaux, la "mobilité du travail" au-delà des frontières qui accompagne nécessairement les mouvements de capitaux, et ainsi de suite. Il existe une fraction de la classe qui est extrêmement qualifiée, souvent passée par l'université, et qui a ainsi une meilleure protection "naturelle" contre le populisme et le racisme.

- Ces développements dans la forme prise par le prolétariat incluent aussi une plus grande intégration des femmes dans le travail associé, dans l'industrie de la santé à l'Ouest, dans les communications en Inde par exemple, ou dans la production industrielle au Bangladesh et en Chine. Cela procure la base objective du dépassement de la division en genres dans la classe, et pour la compréhension que l'oppression sexuelle des femmes, et les autres formes d'oppression sexuelle, sont à la base un problème pour la classe, un obstacle pernicieux à son unification. Dans le même temps, la participation des femmes prolétaires à la lutte de classe a toujours été un puissant élément du développement de sa dimension morale.

- Les développements technologiques – en termes marxistes, le développement des forces productives – sont également, potentiellement, un facteur permettant de reconnaître l'obsolescence du mode de production capitaliste. Dans le processus de production, la place grandissante de l'informatique et des robots dans le capitalisme génère d'un côté le chômage, de l'autre le surmenage, mais leur usage potentiel pour soulager l'humanité des travaux

pénibles est toujours plus évident. En même temps, l'utilisation des technologies numériques dans le domaine de la distribution, du paiement et des finances laisse entrevoir la possibilité que la forme marchandise soit en elle-même en faillite, que la technologie pourrait être utilisée simplement pour mesurer la distribution sur la base des besoins. Tout cela a donné naissance à différentes théories utopiques "post-capitalistes" qui s'illusionnent en pensant que de tels développements peuvent survenir automatiquement de l'usage en soi de ces technologies<sup>11</sup>, lequel cependant n'exprime qu'une réalité toujours plus visible prévue par Marx : "Le Capital se survit à lui-même".

- L'obsolescence de la forme marchande, de la production de valeur, s'exprime avant tout dans ce qui est peut-être le "facteur objectif" le plus crucial de tous : la crise économique. C'est l'incapacité du Capital à aller plus loin que lui-même, par lui-même, qui est le facteur sous-jacent de la présente crise de civilisation ; et lorsque les contradictions qui découlent de cet état de fait historique deviennent plus ouvertes, elles tendent à révéler à la classe exploitée la nécessité d'un nouveau mode de production. La crise de 2008, même si la forme qu'elle a prise (un effondrement du crédit qui a frappé les prolétaires plus comme épargnants individuels que comme classe collective) et les moyens utilisés pour la combattre (en premier lieu une injection à haute dose du même poison qui l'avait provoquée) n'a pas favorisé un développement massif et général de la conscience de classe, mais reste cependant une preuve de la vulnérabilité et de l'obsolescence de ce système, qui nous entraîne tout droit vers des convulsions bien plus importantes dans le futur. Les nuages orageux qui se forment au-dessus de l'économie mondiale seront examinés dans un autre rapport, mais il ne fait aucun doute que l'incapacité grandissante de la classe dominante à maîtriser les contradictions économiques de son système, et par conséquent la nécessité toujours plus grande d'attaquer frontalement les conditions de vie et de travail, reste un facteur-clé

11. Lire par exemple le livre de Paul Mason, *Post capitalisme, un guide pour notre futur*, et sa critique en anglais par la CWO.

potentiel du redémarrage de la lutte de classe et d'une conscience de soi prolétarienne plus étendue.

- La nécessité d'un développement au niveau subjectif. Nous devons garder à l'esprit que ces facteurs objectifs, parce que nécessaires à la récupération de l'identité de classe et de la conscience de classe, ne sont pas en eux-mêmes suffisants, et qu'il existe certains autres facteurs qui jouent contre la réalisation du potentiel qu'ils contiennent. Ainsi, les nouvelles générations d'ouvriers de l'industrie en Asie montrent souvent un haut niveau militant (par exemple les grèves massives dans l'industrie textile du Bangladesh), mais il leur manque la longue tradition politique du prolétariat occidental, même si cette dernière a été dans une large mesure occultée. L'intégration des femmes au travail, lorsque la conscience de classe est faible, a souvent été accompagnée d'une augmentation du harcèlement. Et nous avons déjà vu (de façon certaine dans les années 30, mais aussi à un certain degré à la suite de 2008) que la crise économique dans certaines circonstances devient un facteur de démoralisation et d'atomisation individuelle plutôt que de mobilisation collective.

La classe ouvrière est la classe de la conscience. Contrairement aux révolutions bourgeoises, sa révolution n'est pas basée sur une accumulation régulière de richesses et de pouvoir économique. Elle ne peut accumuler que de l'expérience, de la tradition de lutte, des méthodes d'organisation, et ainsi de suite. En fait, l'élément subjectif est crucial pour qu'un objectif potentiel soit saisi et réalisé.

Ce potentiel subjectif ne peut être mesuré en termes immédiats. Le rapport de force des classes existe historiquement et nous pouvons dire que, même si le temps n'est pas de notre côté, même si la décomposition est en train de devenir une menace grandissante et que la classe ouvrière confronte de considérables différences en son sein pour émerger de son actuel recul, globalement la classe n'a pas été vaincue depuis 1968 et elle reste donc un obstacle à une chute complète dans la barbarie ; elle possède toujours le potentiel pour dépasser tout ce système. Mais nous ne pouvons continuer à l'affirmer qu'en examinant soigneusement les expressions plus immédiates

de rébellion contre l'ordre social. Et elles ne sont pas absentes.

En ce qui concerne les luttes ouvertes de la classe, nous examinerons deux exemples récents :

### 1. En Grande-Bretagne

Au cours des deux dernières années, nous avons vu de petites mais significatives grèves d'ouvriers de la "gig economy"<sup>12</sup>, comme le rapporte cet article de *World Revolution* :

*"L'une des craintes au sujet des ouvriers qui ont un travail occasionnel très précaire, avec une large proportion d'immigrés parmi eux, est qu'ils ne soient pas capables de lutter, et qu'il n'y ait parmi eux qu'une pression concurrentielle pour baisser les salaires. Des entreprises comme Uber et Deliveroo aiment dire que leurs employés sont auto-entrepreneurs (et ne peuvent donc bénéficier du salaire minimum, des congés payés ou maladie). La récente grève chez Deliveroo, qui s'est étendue chez les livreurs d'UberEats, a répondu aux deux questions. Ils font définitivement partie de la classe ouvrière, et sont capables de se battre pour se défendre.*

*Menacés d'un nouveau contrat qui au salaire à l'heure plus un bonus pour chaque livraison (7£ et 1£) aurait substitué une rétribution uniquement pour chaque livraison, malgré leur apparent isolement les uns des autres et leurs conditions précaires, les salariés de Deliveroo ont organisé une AG pour lancer leur lutte, une manifestation à cyclomoteurs et en vélo dans les rues de Londres, et une grève de 6 jours. Ils ont exigé une négociation collective contre l'"offre" du directeur en place de discuter individuellement avec eux. À la fin, la menace de les licencier s'ils ne signaient pas le nouveau contrat a été retirée, mais ce dernier a été mis à l'essai pour ceux qui l'ont choisi. Une victoire partielle.*

*Un certain nombre de livreurs ont participé aux AG de Deliveroo. Ils sont confrontés aux mêmes conditions, qui leur donnent un hypocrite statut d'autoentrepreneurs ; le salaire s'est effondré, ce qui fait qu'ils sont maintenant pratiquement au revenu minimum, sans aucune garantie de*

*paie et ne percevant que 3,30£ par livraison. Suite à une grève sauvage, un employé a été licencié (ou "désactivé" puisqu'il n'est protégé par aucune législation du travail), soulignant le courage qu'il faut à ces employés pour lutter dans de telles activités précaires..."<sup>13</sup>*

Plus récemment, en octobre, des travailleurs d'une série d'établissements de fast-food dans plusieurs villes de Grande-Bretagne (McDonalds, TGI Fridays et JD Wetherspoon), se sont mis en grève en même temps que les livreurs d'UberEats, et ont rejoint leurs piquets et manifestations. Comme l'écrit l'article de WR, ces actions étaient basées sur la reconnaissance du fait que les employés de ces entreprises font bien sûr tous partie du même corps social collectif et ne sont pas juste des individus isolés. Il était ainsi significatif que ces grèves impliquent de nombreux travailleurs immigrés aux côtés de ceux nés en Grande-Bretagne, alors que plusieurs de ces actions ont été coordonnées avec des ouvriers des mêmes entreprises en Europe. En même temps, d'après la BBC, *"les grèves coïncident avec des actions menées par des employés de fast-food au Chili, en Colombie, aux États-Unis, en Belgique, en Italie, en Allemagne, aux Philippines et au Japon."<sup>14</sup>*

La notion de "précarité" appliquée à ces employés signifie qu'il s'agirait d'une nouvelle classe, mais l'emploi précaire a toujours été une partie des conditions de la classe ouvrière. En un sens, les méthodes de la "gig economy", avec toujours plus d'ouvriers employés à très court terme et sur une base précaire, nous ramènent à la période où les ouvriers de la construction ou des ports faisaient la queue pour se faire embaucher pour la journée.

Les tentatives des ouvriers de différentes entreprises et différents pays d'agir de concert sont une affirmation d'une identité de classe contre le "nouveau modèle" mentionné plus haut, et montrent qu'aucune partie de la classe, aussi dispersée et opprimée soit-elle, n'est incapable de se battre

13. Lire notre article en anglais *Deliveroo, UberEats: Struggles by precarious and immigrant workers*

14. Lire notre article en anglais *McDonald's, UberEats and Wetherspoon workers strike over pay*

pour ses intérêts propres. En même temps, le fait que ces employés sont grandement ignorés des syndicats traditionnels a ouvert une brèche pour des formes plus radicales de syndicalisme : en Grande-Bretagne, les organisations semi-syndicales comme les IWW, l'Independent Workers Union of Great Britain, ou United Voices of the World en ont très vite tiré avantage et sont devenues la principale force "organisant" les employés. C'est probablement inévitable dans une situation où il n'y a pas de mouvement général de classe, mais l'influence de ces syndicats radicaux témoigne de la nécessité de contenir une radicalisation véritable au sein d'une minorité d'ouvriers.

### 2. Luttes contre l'économie de guerre au Proche-Orient

Les grèves et manifestations qui ont éclaté en juillet en plusieurs endroits de Jordanie, d'Irak et d'Iran, décrites dans plusieurs articles de notre site<sup>15</sup>, ont été une réponse directe des prolétaires de ces régions à la misère infligée à la population par l'économie de guerre. Les revendications étaient très centrées sur les problèmes économiques de base : réduction de la distribution d'eau et accès à la médecine, salaires de misère et impayés, chômage, témoignent du fait que ces mouvements ont débuté sur un terrain de classe. Ont également surgi de nombreux slogans politiques qui tendent à affirmer les intérêts prolétariens contre ceux de la classe dominante et la guerre : en Iran par exemple, les factions "fondamentalistes" autant que les "réformatrices" de la théocratie ont été mises dans le même panier, et les prétentions impérialistes du régime iranien ont souvent été ridiculisées ; en Irak, les protestataires ont proclamé haut et fort qu'ils n'étaient ni Sunnites ni Chiites ; et *"non seulement le gouvernement et des bâtiments municipaux ont été la cible d'attaques des manifestants, mais aussi les institutions chiïtes proclamant hypocritement leur "soutien" aux vagues de protestation. La délégation du populiste "radical" Al-Sadr partie rencontrer les manifestants a été attaquée et on l'a vue s'enfuir, ce*

15. Lire nos articles en anglais *Class struggle in Jordan's war economy; Iraq: marching against the war machine ; Internationalist Voice and protests in the Middle East ;*

12. Caractérisée par la prédominance des contrats à court terme ou du travail free-lance par rapport aux emplois permanents.

qui a été diffusé dans une vidéo sur les réseaux sociaux." <sup>16</sup>

Plus important encore, à l'automne 2018, il y a eu un certain nombre de grèves ouvrières très combattives dans l'industrie iranienne, avec quelques claires manifestations de solidarité entre différentes entreprises, comme dans le cas des sidérurgistes de Foolad et des travailleurs du sucre à Haft Tappeh. Cette dernière lutte est également devenue bien connue à l'échelle internationale grâce à la tenue d'assemblées générales et aux déclarations d'Ismail Bakhshi, un dirigeant clé de la grève, au sujet de leur comité de grève en tant qu'embryon de soviétisme. Cela a été repris par divers éléments du milieu pour laisser entendre que les conseils ouvriers étaient à l'ordre du jour immédiat en Iran, ce qui, selon nous, est loin d'être le cas. D'autres déclarations de Bakhshi montrent qu'il y a de graves confusions au sujet de l'autogestion, même parmi les travailleurs les plus avancés<sup>17</sup>. Il est également vrai que certains des slogans des premières manifestations de rue avaient un caractère nationaliste et même monarchiste. Malgré ces profondes faiblesses, nous considérons toujours que cette vague de lutte en Iran était une expression importante du potentiel intact de la lutte de classe.

Alors que la guerre devient une réalité permanente pour des fractions de plus en plus nombreuses de la classe ouvrière, ces mouvements nous rappellent non seulement le complet antagonisme entre le prolétariat et tout conflit impérialiste, mais aussi la prise de conscience de cet antagonisme, qui s'exprime à la fois à travers les slogans mis en avant et par la simultanéité internationale des soulèvements en Iran, Irak et Jordanie.

## L'extension de l'indignation sociale

Nous ne présentons pas ces exemples comme des preuves d'un redémarrage mondial de la lutte de classe ou même de la fin du recul, ce qui requerrait l'émergence de mouvements de classe importants dans les pays centraux du capitalisme. Dans ces pays, la situa-

tion sociale est toujours marquée par une absence de luttes majeures sur le terrain prolétarien. D'un autre côté, nous avons vu un certain nombre de mouvements qui montrent une indignation grandissante contre la brutalité et le caractère destructeur de la société capitaliste. Aux États-Unis en particulier, on a vu des actions directes dans les aéroports contre la détention et l'expulsion de voyageurs venus de pays musulmans, des manifestations géantes contre l'assassinat de jeunes Noirs dans plusieurs villes : Charlotte, Saint Louis, New York, Sacramento... et la mobilisation massive de jeunes qui a suivi la fusillade de la High School Marjory Stoneman Douglas à Parkland, en Floride. Le changement climatique et la destruction de l'environnement sont aussi des facteurs de déclenchement de mouvements de protestation, notamment les grèves scolaires organisées dans de nombreux pays sous l'égide de "La jeunesse pour le climat" ou les manifestations de Rébellion contre l'Extinction à Londres. Dans le même sens, l'indignation face aux comportements condescendants et violents à l'égard des femmes, pas seulement dans des pays de "l'arrière-cour" comme l'Inde mais aussi dans les soi-disant "démocraties libérales", s'est exprimé plutôt dans la rue sans se limiter aux forums internet.

Cependant, étant donné la perte générale de l'identité de classe, il est très difficile d'empêcher ce genre de protestations de tomber dans les pièges de la bourgeoisie, dans les mystifications autour de la "politique identitaire" et du réformisme, ainsi qu'à des manipulations directes par la Gauche et différentes factions démocrates bourgeoises. Le phénomène des Gilets jaunes montre ainsi le danger pour la classe de continuer à se perdre dans des mouvements interclassistes dominés par une idéologie populiste et le nationaliste.

Ce n'est qu'en regagnant le sentiment d'elle-même en tant que classe, par le développement de la lutte sur son propre terrain, que toute cette énergie et cette légitime colère qui sont aujourd'hui détournées dans des directions stériles et impuissantes peuvent demain être "récupérées" par le prolétariat. La dynamique du mouvement des Indignados en 2011 montre qu'il s'agit là plus que d'un

vague souhait. Motivé par les problèmes "classiques" de la classe ouvrière, c'est-à-dire le chômage, l'insécurité de l'emploi, l'impact de la crise de 2008 sur les conditions de vie, ce mouvement a ainsi fait sortir des questions sur le futur de l'humanité dans un système que beaucoup de participants voyaient "obsolète". Il a ainsi organisé toutes sortes de discussions sur la morale, la science, l'environnement, les questions autour du sexe et du genre, etc., et en ce sens clairement ravivé l'esprit de Mai 68 en posant la question d'une alternative à la société capitaliste. C'était une expression d'un mouvement prolétarien qui avait commencé à comprendre qu'il porte la réponse à des "torts particuliers" autant que "généraux". Il a montré que la lutte de classe a besoin de s'étendre non seulement à des secteurs plus larges de l'économie capitaliste, mais aussi aux domaines de la politique et de la culture.

Cependant, il reste le problème que même si les Indignados étaient par essence un mouvement du prolétariat, largement composé d'employés, de semi-chômeurs et de chômeurs, d'étudiants de grandes écoles et de l'université, la majorité de ses participants se voyaient avant tout comme des citoyens, et se trouvaient ainsi très vulnérables à toute l'idéologie de "Démocratie maintenant" et autres gauchistes qui ont cherché à entraîner le mouvement des assemblées vers le corporatisme pour réformer le régime parlementaire. Bien sûr il existait dans le mouvement une substantielle aile prolétarienne (dans un sens politique plus que sociologique) qui voyait les choses différemment mais elle est restée minoritaire, et semble avoir donné naissance à une minorité encore bien plus petite d'éléments qui ont évolué vers les positions révolutionnaires. Le "problème identitaire" du mouvement des Indignés a également été souligné en 2017 lorsque beaucoup de ceux qui avaient été réellement indignés par le futur que nous offre le capitalisme ont sombré dans la fraude nationaliste, surtout sa version catalane.

L'une des faiblesses fondamentales du mouvement a été le manque de lien entre le mouvement de rues et des places et les luttes sur les lieux de travail, et ce fossé devra être comblé par les futures luttes. Nous avons eu un aper-

16. Lire notre article en anglais *Iraq: marching against the war machine*

17. Lire notre article en anglais *Response to Internationalist Voice on strikes in Iran*

çu de cela dans les récents mouvements au Proche-Orient, et peut-être plus explicitement avec les grèves des métallurgistes de Vigo en 2006. Car tout comme gagner la rue est essentiel pour être ensemble, ouvriers de différents secteurs comme chômeurs, le mouvement sur les lieux de travail est la clé pour rappeler à tous ceux qui sont dans la rue qu'ils font partie d'une classe qui doit vendre sa force de travail au Capital.

Cette jonction est également importante pour résoudre le problème de l'organisation unitaire de futurs mouvements massifs, c'est le problème des conseils ouvriers. Dans les mouvements révolutionnaires du passé, les conseils ouvriers tendaient à émerger de la centralisation d'Assemblée Générales de grandes unités industrielles. Cela reste indubitablement un facteur important dans des régions où de telles unités existent encore (l'Allemagne, par exemple) ou s'y sont récemment développées (Chine, sous-continent indien, etc). Mais vu l'importance des vieux centres de la lutte de classe, avant tout en Europe, qui ont connu un long processus de désindustrialisation, il est possible que les conseils émergent d'un ensemble d'assemblées tenues sur des lieux de travail centraux comme les hôpitaux, les universités, les entrepôts, etc., et que des assemblées de masse soient tenues dans les rues et sur les places où des

ouvriers de lieux de travail dispersés, les chômeurs et les employés précaires peuvent unifier leurs luttes.

Le fait que la majorité de la population a été prolétarisée par l'impact combiné de la crise et des changements dans la "peau" de la classe ouvrière implique que les assemblées créées sur une base territoriale plutôt que sur la base d'unités de production auront un caractère de classe prolétarien, même s'il existe dans de telles formes d'organisation un évident danger d'influence de la petite bourgeoisie et d'autres couches. De tels dilemmes nous mènent à la question de l'autonomie de la classe et de sa relation à l'État de transition dans une future révolution, du fait que la classe ouvrière, ayant recouvré son identité de force sociale révolutionnaire, devra maintenir son identité autonome politiquement et organisationnellement au cours de la période de transition, jusqu'à ce que tout le monde soit devenu prolétaire et ainsi que plus personne ne le soit.

Il est également probable que cette identité révolutionnaire nouvellement retrouvée prendra une forme plus directement politique dans le futur : en d'autres termes, que la classe se définira à travers une adhésion grandissante à la perspective communiste, notamment parce que la profondeur de la crise sociale et économique aura sapé toute illusion sur un possible "retour à la normale" dans le capita-

lisme en décomposition. Nous avons eu une indication de cela avec l'apparition d'une aile révolutionnaire dans le mouvement des Indignados : son caractère prolétarien était moins basé sur sa composition sociologique que sur son combat pour défendre l'autonomie des assemblées et une perspective globale de transformation sociale contre les différents récupérateurs gauchistes. Le Parti du futur pourrait émerger d'une interaction entre de telles larges minorités prolétariennes et des organisations politiques communistes. Bien sûr la fragilité de l'actuel milieu politique de la Gauche communiste signifie qu'il n'existe aucune garantie que ce rendez-vous aura lieu. Mais nous pouvons dire que l'apparition de nouveaux éléments gravitant aujourd'hui autour de la Gauche communiste, certains d'entre eux très jeunes, est un signe que le processus de maturation souterraine est une réalité et qu'il continue malgré les évidentes difficultés de la lutte de classe. Même si nous comprenons que le Parti du futur ne sera pas une organisation de masse qui cherche à englober toute la classe, cette dimension de la politisation de la lutte nous montre ce qui reste profondément vrai dans la phrase marxiste classique : *"la constitution du prolétariat en classe, et conséquemment en parti politique"*.

Le 28 décembre 2018

# Rapport sur la question du cours historique

## Introduction

Le Rapport sur la question du "Cours historique" du 23e Congrès du CCI, que nous publions ci-dessous, confirme un changement significatif d'analyse par rapport à celui élaboré dans un texte fondamental de 1978 intitulé "Le cours historique"<sup>1</sup>.

En bref, ce changement d'analyse découle directement de la modification du contexte mondial, consécutif à chute du bloc impérialiste de l'Est en 1989, qui a conduit, à son tour, à la désintégration du bloc occidental. Ce qui change en effet dans la nouvelle situation, avec l'entrée du monde de pleins pieds dans la période de décomposition du capitalisme, c'est la nécessité d'analyser les changements significatifs dans l'évolution du rapport de force entre les classes ; en particulier le fait que l'alternative révolution ou destruction de l'humanité à travers la guerre mondiale, ne se pose plus dans les mêmes termes vu que, avec la disparition des blocs impérialistes, la guerre mondiale n'est plus à l'ordre du jour.

En effectuant le changement nécessaire de notre analyse, nous avons repris la méthode de Marx et du mouvement marxiste, depuis sa création, consistant à changer de position, d'analyse, et même de programme complet, dès lors qu'ils ne correspondaient plus à la marche de l'histoire, et cela pour être fidèles au but même du marxisme comme théorie révolutionnaire. Un exemple célèbre est celui des modifications importantes que Marx et Engels ont apportées successivement au Manifeste communiste lui-même, résumées dans les préfaces ultérieures qu'ils ont ajoutées à cette œuvre fondamentale, à la lumière des changements historiques intervenus. Les générations suivantes de marxistes révolutionnaires ont adopté la même méthode critique :

*"Le marxisme est une vision révolutionnaire du monde qui doit appeler à lutter sans cesse pour acquérir des connaissances nouvelles, qui n'abhorre rien tant que les formes figées et définitives et qui éprouve sa force vivante dans le cliquetis d'armes de l'autocritique et sous les coups de tonnerre de l'histoire"* (Critique des critiques, 1916, Rosa Luxemburg).

L'insistance de Rosa, à cette époque, sur la nécessité de reconsidérer les analyses antérieures afin d'être fidèle à la nature et à la méthode du

marxisme, en tant que théorie révolutionnaire, était directement liée à la signification changeante de la Première Guerre mondiale. La guerre de 1914-1918 a marqué le tournant du capitalisme en tant que mode de production, de sa période d'ascension ou de progrès à une période de décadence et d'effondrement, laquelle a fondamentalement changé les conditions et le programme du mouvement ouvrier. Mais seule la gauche de la 2ème Internationale commença à reconnaître que la période précédente était définitivement révolue et que le prolétariat entraînait dans l'ère des guerres et des révolutions ", comme l'appellera plus tard la 3ème Internationale. La droite opportuniste de la Social-démocratie a faussement prétendu que la première guerre inter-impérialiste était une guerre de défense nationale - comme les guerres limitées et mineures du XIXe siècle - et a uni ses forces à la bourgeoisie impérialiste, tandis que l'aile centriste prétendait que la guerre n'était qu'une aberration temporaire et que les choses allaient "redevenir normales" après la cessation des hostilités. Les représentants de ces deux courants finirent par combattre la vague révolutionnaire prolétarienne qui mit fin à la première guerre mondiale, tandis que les dirigeants des insurrections prolétariennes comme Rosa, Lénine et Trotsky, dans les partis communistes nouvellement formés,

préservèrent l'"honneur du socialisme international" en écartant les formules dépassées de la Social-Démocratie qui étaient maintenant utilisées pour justifier la contre révolution.

Les changements sans précédent marqués par la fin de la guerre froide en 1989 n'étaient pas de la même ampleur que ceux de 1914. Mais ils ont marqué une nouvelle étape significative dans le développement de la décadence capitaliste, coïncidant avec l'émergence de sa phase finale, celle de la décomposition sociale. Si le tournant de 1989 n'a pas changé le programme de la classe ouvrière qui conserve sa validité pendant toute la décadence du capitalisme, il a marqué une modification majeure par rapport aux conditions dans lesquelles la lutte de classe avait évolué jusqu'alors dans les sept décennies entre 1914 et 1989. Le Rapport que nous publions contribue à l'effort critique de mise à jour de l'analyse marxiste sur ce tournant majeur de l'histoire mondiale.

En 1989, au moment même des événements qui ont secoué le monde, le CCI avait déjà analysé, dans divers textes, les changements très importants qui s'opéraient. Dans ses Thèses sur la décomposition (Revue internationale n° 62, 1990) et le texte sur le Militarisme et la décomposition (Revue internationale n° 64, 1991), le CCI a prédit que la période suivante serait dominée par la putréfaction accélérée et le chaos d'un mode de production dans son agonie qui serait encore traversé par les contradictions violentes et destructrices de la décadence capitaliste mais sous une forme et dans un contexte nouveaux. La résurgence de la lutte de classe prolétarienne, qui avait commencé en 1968 et qui avait empêché le déclenchement d'une troisième guerre mondiale, se heurtait maintenant à de nouvelles difficultés et à une longue période de repli et de désorientation, mais l'aggravation de la crise économique mondiale poussera le prolétariat à reprendre son

1. Revue Internationale n° 18.

combat.

De plus, l'effondrement du bloc de l'Est a mis fin, peut-être définitivement, à la division du monde en deux camps armés, laquelle avait constitué la forme principale selon laquelle l'impérialisme avait opéré l'impérialisme mondial dans sa phase décadente. La première et la seconde guerre mondiale, ainsi que les événements qui les ont précédés et suivis, ont montré que le capitalisme ne pouvait plus évoluer grâce à l'expansion coloniale comme au XIXe siècle, et qu'il ne restait plus à chacun des impérialistes rivaux que de tenter d'opérer une nouvelle division du marché mondial à son avantage, à travers les massacres de la guerre. Et cette tentative s'articulait à travers la tendance au regroupement des différents pays derrière chacun des deux gangsters les plus puissants, un processus pleinement confirmé après 1945. Après la période 1914-1989 dominées par la division du monde en deux blocs impérialistes rivaux, la tendance à la formation des blocs cesse d'être dominante dans les relations inter impérialistes et chaque puissance poursuit désormais son chemin sanglant en étant guidé par le "chacun pour soi".

Le rapport examine et réaffirme cette analyse modifiée depuis 1989.

## Rapport

Selon la conception matérialiste de l'histoire développée par Marx, les contradictions du système capitaliste conduisent à une alternative historique, le socialisme ou la barbarie : soit une lutte menant au renversement de la bourgeoisie par le prolétariat, soit la ruine mutuelle de ces classes et de la société elle-même.

Comprendre le développement de la lutte de classe au sein du capitalisme - ses différentes étapes historiques, ses avancées et ses reculs, les forces relatives changeantes des adversaires - a donc été d'une importance décisive pour les analyses de l'avant-garde communiste du prolétariat et un aspect intrinsèque de l'application de la méthode marxiste.

Les changements majeurs des paramètres de la situation mondiale en 1989, provoqués par l'effondrement du bloc de l'Est et l'entrée du capitalisme décadent dans sa phase finale de décomposition sociale, ont conduit l'organisation à prendre en compte les difficultés accrues pour le prolétariat dans cette nouvelle situation, et à modifier son analyse de la dynamique

Mais il en étend encore la portée.

En 2015, le 21ème Congrès du CCI a lancé un grand projet à long terme passant en revue 40 ans de son existence pour "*identifier de la façon la plus lucide possible nos forces et nos faiblesses, ce qui était valable dans nos analyses et les erreurs que nous avons commises afin de nous armer pour les surmonter*" (40 ans après la fondation du CCI, quel bilan et quelles perspectives pour notre activité ? *Revue internationale* n° 156). Le Rapport sur la question du cours historique du 23ème congrès est une conséquence de cet effort spécifique et pousse plus loin l'analyse déjà contenue dans les textes produits il y a trente ans en réexaminant point par point le texte original sur le cours historique de 1978. Ce faisant, il en conclut que le terme même de "cours historique" ne peut plus être considéré comme adéquat pour couvrir toutes les périodes de la lutte de classe. Il s'applique à la période allant de Sarajevo 1914 à l'effondrement de l'URSS en 1989, mais pas à la période précédente ni à la période suivante. En tirant cette conclusion, le rapport souligne une distinction très importante à opérer entre deux concepts différents :

- D'une part, le concept de cours historique applicable à la période allant de

Sarajevo à la chute du mur de Berlin (y compris ses différentes phases) et qui concerne la dynamique de la société durant cette même période, indissolublement liée mais pas identique au rapport de force entre les classes ;

- D'autre part, le concept de rapport de force entre les classes, applicable à toutes les périodes de la lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat.

Ces deux concepts - cours historique et rapport de forces entre les classes - ne sont donc pas identiques ni synonymes, mais le texte de 1978 n'établit pas clairement cette distinction.

Nous sommes heureux de constater qu'avant sa publication, le Rapport a déjà suscité un débat public animé (plusieurs dizaines de contributions à ce jour sur notre forum en ligne sur le sujet depuis juillet) car ses principales conclusions figuraient déjà dans la Résolution sur la situation internationale du 23e Congrès qui a déjà été proposée à nos lecteurs. Ce n'est pas encore le moment de faire le bilan de ce débat qui en est encore à ses débuts. Mais il doit se développer. Le débat critique est une partie essentielle de l'effort marxiste pour développer une nouvelle compréhension alors que nous continuons à négocier les "orages de l'histoire".

dans la confrontation de deux blocs impérialistes rivaux, mais dans un monde où la réponse capitaliste d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale ne constitue désormais plus une possibilité historique dans un avenir proche. Les textes produits par le CCI immédiatement après l'effondrement du bloc de l'Est tels que "Militarisme et décomposition" (*Revue internationale* n° 64, 1991), les "Thèses sur la décomposition sociale du capitalisme" (*Revue internationale* n° 62, 1990), l'article "Après l'effondrement du bloc de l'est, déstabilisation et chaos" (*Revue internationale* n° 61, 1990), définissent déjà clairement l'enjeu du rapport mondial de forces entre les classes en se basant sur un paradigme différent de celui du texte CH78.

Au cours des deux décennies écoulées depuis 1990, le CCI a, dans de

2. Publié dans la *Revue internationale* n°18

nombreux textes et articles, élaboré ce changement d'analyse concernant le rapport de force entre les classes et l'enjeu de celui-ci au niveau de la dynamique de la société, en particulier dans des rapports et résolutions sur la lutte de classe pour ses Congrès internationaux et publiés dans notre presse. Ceux-ci confirment en particulier les difficultés et menaces accrues pour le prolétariat, créées par la période de la décomposition sociale du capitalisme.

À cet égard, on peut citer par exemple le rapport sur la lutte des classes pour le 13e Congrès du CCI en 1999 (*Revue internationale* n° 99) ou le rapport sur la lutte des classes pour le 14e Congrès en 2001 (*Revue internationale* n° 107) qui était sous-titré "le concept de cours historique dans le mouvement révolutionnaire".

D'autres articles traitant du problème du rapport de force entre les classes dans la période de décomposition devraient également être pris en compte, tels que "Pourquoi le prolétariat n'a pas encore renversé le capitalisme" (*Revue internationale* n° 103 et 104), et les articles "Comprendre la décomposition du capitalisme", celui de *Revue internationale* n° 117 en particulier<sup>3</sup>.

Cependant, bien qu'elle ait développé les principaux éléments théoriques pour comprendre ce qui change dans le rapport de force entre les classes, l'organisation n'a jusqu'à présent pas procédé à un réexamen spécifique du texte CH78. Il est évident qu'une rectification de cette anomalie - même tar-

3. Cet article note l'indifférence d'autres groupes de la gauche communiste à cette question, et leur rejet péremptoire des analyses de la CCI comme "non marxistes" qui indique qu'ils ne peuvent, jusqu'à présent, apporter aucune contribution théorique à cette question vitale de l'évolution du rapport de force entre les classes... d'autant qu'ils ont oublié la célèbre première ligne du manifeste communiste et donc un précepte essentiel du matérialisme historique.

En ce qui concerne les parasites, l'article rappelle l'attaque de la Fraction Interne du CCI (aujourd'hui GIGC) sur le rapport du CCI sur la lutte de classe du 14e Congrès de la CPI, et son analyse de l'effet de la décomposition capitaliste sur la lutte de classe, en tant qu'"opportuniste" et "révisionniste", "la liquidation de la lutte de classe", alors même que les comparses de ce groupe étaient d'accord avant cette analyse, quand ils étaient membre du CCI quelques temps avant. La trahison organisationnelle va de pair avec l'idiotie politique dans le milieu parasitaire.

diver - est nécessaire si nous voulons être scrupuleusement fidèles à notre méthode historique qui consiste non seulement à modifier ou changer notre analyse et notre argumentation à la lumière d'événements majeurs, mais aussi à justifier ce changement en se référant spécifiquement à l'analyse originale. Notre méthode politique n'a jamais été d'abandonner des positions ou des analyses antérieures sans en rendre compte et le justifier publiquement, car une invariance ou un monolithisme ahistoriques sont impossibles et ne peuvent que constituer une barrière à la clarification de la conscience de classe. Ce qui reste valable dans le texte CH78, ce qui a été dépassé par le changement de contexte historique dans le capitalisme décadent, et comment ce dernier a révélé les limites du texte CH78, tout cela doit être compris et expliqué plus clairement, afin que des anachronismes restants puissent être révélés et clarifiés.

### Un résumé de l'ensemble des points du texte CH78

**Point 1)** Les révolutionnaires doivent faire des prédictions. En fait, c'est une capacité et un besoin spécifiques de la conscience humaine à prédire (cf. la comparaison faite par Marx entre l'abeille instinctive et l'architecte humain conscient). Le marxisme, en tant que méthode scientifique, comme la science dans son ensemble, transforme : "des hypothèses basées sur une première série d'expériences en prédictions, et en confrontant ces prédictions à de nouvelles expériences, le chercheur peut vérifier (ou invalider) ces hypothèses et faire progresser sa compréhension"<sup>4</sup>.

Le marxisme fonde sa perspective de la révolution communiste sur une analyse scientifique et matérialiste de l'effondrement du capitalisme et des intérêts de classe du prolétariat révolutionnaire.

Cette perspective générale et à long terme est relativement simple pour les marxistes. La difficulté pour les révolutionnaires est de prévoir à moyen terme si la lutte de classe avance ou recule. En premier lieu, le marxisme ne peut évidemment pas s'appuyer sur des expériences contrôlées comme le

peut la science de laboratoire.

**Point 2)** De plus, la lutte de classe prolétarienne se caractérise par des périodes d'évolution très différentes, de creux et de pics extrêmes, du fait que la classe ouvrière est une classe exploitée sans base de pouvoir dans l'ancienne société et donc destinée à de longues périodes de soumission. Les poussées relativement courtes de son combat sont déterminées par les périodes de crise du capitalisme (crise économique et guerre). Le prolétariat ne peut pas progresser victoire en victoire, comme ce fut les cas pour les nouvelles classes exploitantes du passé. En fait, la victoire finale du prolétariat est conditionnée par une longue série de défaites douloureuses. D'où la déclaration de Marx dans *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon* de 1852 sur le cours extrêmement inégal de l'évolution de la lutte des classes<sup>5</sup>. La réalité d'un tel développement en dents de scie de la lutte de classe était évidente dans le passé, mais la longueur et la profondeur de la contre-révolution entre 1923 et 1968 ont eu tendance à l'obscurcir.

**Point 3)** Néanmoins, des prévisions précises à moyen terme par les révolutionnaires concernant l'évolution du rapport de force entre les classes sont essentielles. Les conséquences des erreurs à cet égard sont éloquentes : l'aventurisme de Willich-Schapper

5. Les révolutions bourgeoises, comme celles du 18e siècle, se précipitent rapidement de succès en succès, leurs effets dramatiques se surpassent, les hommes et les choses semblent être pris dans des feux de diamant, l'enthousiasme extatique est l'état permanent de la société, mais elles sont de courte durée. Rapidement, elles atteignent leur point culminant, et un long malaise s'empare de la société avant qu'elle ait appris à s'approprier d'une façon calme et posée les résultats de sa période orageuse. Les révolutions prolétariennes, par contre, comme celles du 19e siècle, se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà être accompli pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière, et que les circonstances elles-mêmes crient : Hic Rhodus, hic salta !

4. "Le cours historique", *Revue internationale* n° 18.

après les défaites des révolutions de 1848 ; la "théorie de l'offensive" du KAPD lorsque la vague révolutionnaire a reflué dans les années 1920 ; la fondation par Trotsky de la 4ème Internationale en 1938 au plus profond de la contre-révolution. Au contraire de ces exemples, des prédictions se sont avérées parfaitement justes : Marx et Engels reconnaissent qu'après les défaites de 1848 et 1871, une période de repli de la classe ouvrière était inévitable ; la prédiction de Lénine dans les Thèses d'avril 1917 de la marée montante de la révolution mondiale ; l'identification, par la gauche italienne, des années 1930 comme correspondant à une période de défaite décisive.

**Points 4/5/11)** Prédire la direction de la lutte de classe indique si les révolutionnaires nagent avec ou contre le courant. Les erreurs, ou l'ignorance d'un sens au courant, peuvent être catastrophiques. Cela a été particulièrement vrai dans la décadence capitaliste où les enjeux, guerre impérialiste ou révolution prolétarienne, sont tellement plus élevés qu'à l'époque de l'ascendance capitaliste.

**Point 6)** L'opposition et l'exclusion mutuelle des deux termes de l'alternative historique, guerre ou révolution. Alors que la crise du capitalisme décadent peut déboucher sur l'un ou l'autre des deux termes de l'alternative, ces derniers ne se développent pas à l'unisson mais de manière antagoniste. Ce point s'adresse particulièrement à Battaglia Comunista et à la CWO qui voyaient, et voient toujours, la guerre mondiale et la révolution comme tout aussi possibles depuis 1968.

**Points 7/8)** Ces points ont pour but de montrer que les guerres mondiales impérialistes du XXe siècle et en particulier celle de 1939-1945 ne pouvaient se dérouler qu'une fois le prolétariat vaincu, une fois ses tentatives révolutionnaires écrasées et une fois qu'il fût mobilisé derrière les idéologies de guerre de ses maîtres impérialistes respectifs avec l'aide des partis ouvriers traités qui avaient franchi la frontière de classe.

**Point 9)** La situation du prolétariat depuis 1968 n'est plus la même qu'avant les deux guerres mondiales précédentes. Il est vaincu et combatif, il résiste aux idéologies mobilisatrices des blocs impérialistes et constitue donc

une barrière au déclenchement d'une troisième guerre mondiale.

**Point 10)** Toutes les conditions militaires et économiques d'une nouvelle guerre mondiale existent déjà, il ne manque que l'adhésion du prolétariat, un point également adressé à Battaglia qui avait d'autres arguments pour expliquer pourquoi la guerre mondiale n'avait pas encore éclaté.

## Commentaires sur le Cours Historique 78

### Ce qui reste vrai dans le texte

Les cinq premiers points du texte CH78 conservent toute leur pertinence par rapport à l'importance et à la nécessité pour les révolutionnaires de prévoir l'évolution future de la lutte de classe. À savoir : la justification de la nécessité de telles prévisions du point de vue de la méthode marxiste ; la pertinence des exemples historiques qui montrent le caractère critique des prévisions des révolutionnaires concernant la lutte de classe et les graves conséquences des erreurs à cet égard ; les arguments contre l'indifférence ou l'agnosticisme de Battaglia et du CWO sur cette question.

L'argument central du texte conserve également toute sa validité pour la période 1914-1989. Avec le début de la période de décadence du capitalisme, les conditions de l'évolution du rapport de force entre les classes ont fondamentalement changé par rapport à celles de la période d'ascendance. La tendance de l'impérialisme de la période de décadence à conduire à des conflits mondiaux entre blocs rivaux nécessitant la mobilisation massive de la classe ouvrière comme chair à canon, a éclaté de plein fouet pendant la première guerre mondiale. Le déclenchement des hostilités dépendait d'une défaite politique des principaux bataillons du prolétariat mondial. Les partis sociaux-démocrates et les syndicats, putréfiés par un long processus de dégénérescence opportuniste et révisionniste, échouèrent au moment critique de 1914 et, à quelques exceptions près, abandonnèrent l'internationalisme pour se joindre à l'effort de guerre de leurs propres impérialismes nationaux, entraînant la classe ouvrière désorientée derrière eux. L'expérience du massacre sans précédent d'ouvriers en uni-

forme dans les tranchées et la mise sur le "front intérieur" conduisirent cependant, après quelques années, à la récupération par le prolétariat d'un poids dans le rapport de force entre les classes ; elles permirent l'ouverture de la vague révolutionnaire mondiale de 1917-1923, qui obligea la bourgeoisie à mettre fin à la guerre pour prévenir la contamination de la révolution prolétarienne.

Dès la première guerre mondiale, l'idée d'un cap historique, à partir duquel la lutte des classes s'orientait vers la guerre ou vers la révolution, a donc acquis une véracité profonde. Pour imposer sa réponse militaire aux crises de la décadence capitaliste, l'impérialisme a requis la défaite des aspirations révolutionnaires du prolétariat et, quand elles ont été écrasées, sa mobilisation derrière les intérêts de la bourgeoisie. Inversement, la résurgence du prolétariat a constitué un obstacle majeur à cette entreprise et a ouvert la voie à la solution du prolétariat : la révolution communiste.

La défaite de la révolution en Russie, en Allemagne et ailleurs dans les années 1920 a permis l'ouverture d'un cours vers une seconde guerre mondiale. Contrairement à ce qui s'était produit dans la période précédant la Première guerre mondiale, celle précédant la Deuxième n'a pas donné lieu à un renversement du cours, le prolétariat ayant été vaincu non seulement politiquement mais aussi physiquement par la brutalité et la terreur sans précédent du stalinisme et du fascisme, d'une part, et de l'antifascisme démocratique, de l'autre avant et immédiatement après les massacres. Contrairement à la Première Guerre mondiale, aucune vague révolutionnaire n'émergea des ruines de la Seconde. Cette situation de défaite prolétarienne continue n'a pas cependant pas conduit à une troisième guerre mondiale après 1945, comme le pensaient les révolutionnaires de l'époque. Les années 1950 et 60 furent le théâtre d'une longue période de reprise économique et de guerre froide, avec des guerres locales par procuration. Au cours de cette période, le prolétariat a progressivement retrouvé sa force alors que diminuait le poids des idéologies guerrières des années 1930. L'ouverture d'une nouvelle crise économique mondiale allait entraîner une nouvelle résurgence de

la lutte des classes amorcée en 1968, empêchant la "solution" impérialiste à la crise, celle d'une troisième guerre mondiale. Mais la classe ouvrière n'a pas été capable d'aller au-delà de ses luttes défensives en développant une offensive révolutionnaire. L'effondrement de l'un des deux blocs impérialistes en présence, le bloc de l'Est, en 1989, a effectivement mis fin à la possibilité d'une guerre mondiale, bien que la guerre impérialiste elle-même ait continué à s'accélérer sous une forme chaotique sous l'impulsion de l'approfondissement de la crise économique mondiale.

### Les cas où le texte du CH78 n'est plus applicable

Pour comprendre ce problème, nous citerons tout d'abord un long extrait d'un rapport d'une réunion plénière de notre organe central international en janvier 1990 : *"Dans la période de décadence du capitalisme, TOUS les États sont impérialistes et prennent les dispositions pour assumer cette réalité : économie de guerre, armements, etc. C'est pour cela que l'aggravation des convulsions de l'économie mondiale ne pourra qu'attiser les déchirements entre ces différents États, y compris, et de plus en plus, sur le plan militaire. La différence avec la période qui vient de se terminer, c'est que ces déchirements et antagonismes qui auparavant étaient contenus et utilisés par les deux grands blocs impérialistes, vont maintenant passer au premier plan. La disparition du gendarme impérialiste russe, et celle qui va en découler pour le gendarme américain vis-à-vis de ses principaux "partenaires" d'hier, ouvrent la porte au déchaînement de toute une série de rivalités plus locales. Ces rivalités et affrontements ne peuvent pas, à l'heure actuelle, dégénérer en un conflit mondial (même en supposant que le prolétariat ne soit plus en mesure de s'y opposer). En revanche, du fait de la disparition de la discipline imposée par la présence des blocs, ces conflits risquent d'être plus violents et plus nombreux, en particulier, évidemment, dans les zones où le prolétariat est le plus faible.*

*Jusqu'à présent, dans la période de décadence, une telle situation d'éparpillement des antagonismes impérialistes, d'absence d'un partage du monde (ou de ses zones décisives) entre*

*deux blocs, ne s'est jamais prolongée. La disparition des deux constellations impérialistes qui étaient sorties de la seconde guerre mondiale porte, avec elle, la tendance à la recomposition de deux nouveaux blocs. Cependant, une telle situation n'est pas encore à l'ordre du jour (...) la tendance à un nouveau partage du monde entre deux blocs militaires est contrecarrée, et pourra peut-être même être définitivement compromise, par le phénomène de plus en plus profond et généralisé de décomposition de la société capitaliste tel que nous l'avons déjà mis en évidence (voir Revue Internationale n° 57).*

*Dans un tel contexte de perte de contrôle de la situation par la bourgeoisie mondiale, il n'est pas dit que les secteurs dominants de celle-ci soient aujourd'hui en mesure de mettre en œuvre l'organisation et la discipline nécessaires à la reconstitution de blocs militaires. (...) C'est pour cela qu'il est fondamental de mettre en évidence que, si la solution du prolétariat - la révolution communiste - est la seule qui puisse s'opposer à la destruction de l'humanité (qui constitue la seule "réponse" que la bourgeoisie puisse apporter à sa crise), cette destruction ne résulterait pas nécessairement d'une troisième guerre mondiale. Elle pourrait également résulter de la poursuite, jusqu'à ses conséquences extrêmes (catastrophes écologiques, épidémies, famines, guerres locales déchaînées, etc.) de cette décomposition.*

*L'alternative historique "Socialisme ou Barbarie", telle qu'elle a été mise en évidence par le marxisme, après s'être concrétisée sous la forme de "Socialisme ou Guerre impérialiste mondiale" au cours de la plus grande partie du 20<sup>e</sup> siècle, s'était précisée sous la forme terrifiante de "Socialisme ou Destruction de l'humanité" au cours des dernières décennies du fait du développement des armements atomiques. Aujourd'hui, après l'effondrement du bloc de l'Est, cette perspective reste tout à fait valable. Mais il convient de mettre en avant qu'une telle destruction peut provenir de la guerre impérialiste généralisée OU de la décomposition de la société. (...)*

*Même si la guerre mondiale ne saurait, à l'heure actuelle, et peut-être de façon définitive, constituer une mena-*

*ce pour la vie de l'humanité, cette menace peut très bien provenir, comme on l'a vu, de la décomposition de la société. Et cela d'autant plus que si le déchaînement de la guerre mondiale requiert l'adhésion du prolétariat aux idéaux de la bourgeoisie, phénomène qui n'est nullement à l'ordre du jour à l'heure actuelle pour ses bataillons décisifs, la décomposition n'a nul besoin d'une telle adhésion pour détruire l'humanité. En effet, la décomposition de la société ne constitue pas, à proprement parler, une "réponse" de la bourgeoisie à la crise ouverte de l'économie mondiale. En réalité, ce phénomène peut se développer justement parce que la classe dominante n'est pas en mesure, du fait du non embrigadement du prolétariat, d'apporter SA réponse spécifique à cette crise, la guerre mondiale et la mobilisation en vue de celle-ci. La classe ouvrière, en développant ses luttes (comme elle l'a fait depuis la fin des années 1960), en ne se laissant pas embrigader derrière les drapeaux bourgeois, peut empêcher la bourgeoisie de déchaîner la guerre mondiale. En revanche, seul le renversement du capitalisme est en mesure de mettre fin à la décomposition de la société. De même qu'elles ne peuvent en aucune façon s'opposer à l'effondrement économique du capitalisme, les luttes du prolétariat dans ce système ne peuvent constituer un frein à sa décomposition".*

Ainsi, 1989 marque un changement fondamental dans la dynamique générale de la société capitaliste en décadence.

Avant cette date, le rapport de force entre les classes était le facteur déterminant de cette dynamique : c'est de ce rapport de force entre les classes que dépendait le résultat de l'exacerbation des contradictions du capitalisme : soit le déclenchement de la guerre mondiale, soit le développement de la lutte des classes avec, en perspective, le renversement du capitalisme.

Après cette date, cette dynamique générale de décadence capitaliste n'est plus directement déterminée par le rapport de force entre les classes. Quel que soit le rapport de force, tant qu'aucune classe n'est à même d'imposer sa solution (guerre mondiale ou révolution mondiale), le capitalisme va continuer à sombrer dans la décadence, car la décomposition sociale tend

à échapper au contrôle des classes en conflit.

Dans le paradigme qui a dominé la majeure partie du XXe siècle, la notion de "cours historique" a défini les deux issues possibles d'une tendance historique : soit la guerre mondiale, soit les conflits de classes. Une fois que le prolétariat a subi une défaite décisive (comme à la veille de 1914 ou à la suite de l'écrasement de la vague révolutionnaire de 1917-23), la guerre mondiale est devenue inévitable. Dans le paradigme qui définit la situation actuelle (jusqu'à ce que deux nouveaux blocs impérialistes soient reconstitués, ce qui n'arrivera peut-être jamais), il est fort possible que le prolétariat subisse une défaite profonde sans que cela ait nécessairement une conséquence décisive sur l'évolution générale de la société. On peut se demander, bien sûr, si une telle défaite pourrait avoir pour conséquence d'empêcher définitivement le prolétariat de relever la tête. Il faudrait alors parler d'une défaite définitive qui conduirait à la fin de l'humanité. Une telle possibilité n'est pas à exclure, compte tenu notamment du poids croissant de la décomposition. Cette menace est clairement indiquée par le Manifeste du 9e Congrès du CCI : "*Révolution communiste ou destruction de l'humanité*". Mais nous ne pouvons pas faire de pronostic en ce sens, ni par rapport à la situation actuelle de faiblesse de la classe ouvrière, ni même si cette situation venait à s'aggraver. C'est pourquoi le concept de "cours historique" n'est plus en mesure de définir la dynamique de la situation mondiale, ni le rapport de force entre la bourgeoisie et le prolétariat dans la période de décomposition. Devenant un concept désormais inadapté pour celle nouvelle période, il doit être abandonné.

En conclusion : le texte CH78, tout en conservant toute sa validité du point de vue de la méthode et de l'analyse de la période 1914-1989, est aujourd'hui limité, d'une part, par le

fait d'avoir été dépassé par des événements historiques majeurs et sans précédent, d'autre part par sa tendance à identifier la notion de cours historique et celle d'évolution du rapport de force entre classes, comme s'il s'agissait d'une seule et même chose, alors que ce n'est pas le cas. En particulier, le texte CH78 parle du cours historique pour décrire les différents moments de la lutte des classes au 19ème siècle alors qu'en fait :

- l'augmentation des luttes ouvrières ne signifiait pas la perspective d'une période révolutionnaire à un moment où la révolution prolétarienne n'était pas encore à l'ordre du jour, ni ne pouvait empêcher l'éclatement d'une guerre majeure (par exemple, la guerre entre la France et la Prusse en 1870, lorsque le pouvoir du prolétariat s'était accru) ;
- une défaite majeure du prolétariat (comme l'écrasement de la Commune de Paris) n'a pas entraîné une nouvelle guerre.

D'une certaine manière, cette tendance à identifier par erreur le cours de l'histoire avec le rapport de force entre les classes en général est similaire à la manière imprécise dont le concept d'opportunisme a été utilisé. Pendant un certain temps, il y a eu une identification au sein du CCI entre l'opportunisme et le réformisme, et plus largement dans le milieu politique. À la fin du XIXe siècle et au début du XXe, même si une telle identification était déjà une erreur, elle reposait sur une réalité : en effet, à cette époque, une des manifestations majeures de l'opportunisme était constituée par le réformisme. Mais avec l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, le réformisme n'a plus sa place dans le mouvement ouvrier : des organisations où les courants qui prônent le remplacement du capitalisme par le socialisme par des réformes progressives du système actuel appartiennent nécessairement au camp de la bourgeoisie tandis que l'opportunisme

continue à constituer une maladie qui peut affecter, et emporter, les organisations prolétariennes.

Nous avons eu tendance, sur la base de ce que la classe ouvrière a connu au cours du XXe siècle, à identifier la notion d'évolution du rapport de force entre les classes entre la bourgeoisie et le prolétariat à la notion de "cours historique", alors que ce dernier indique un résultat alternatif fondamental, la guerre ou révolution mondiale, une sanction du rapport de force entre les classes. D'une certaine manière, la situation historique actuelle est similaire à celle du XIXe siècle : le rapport de force entre les classes peut évoluer dans une direction ou dans une autre sans affecter de manière décisive la vie de la société. De même, ce rapport de force entre les classes ou son évolution ne peut plus être décrit comme un "parcours". En ce sens, le terme "défaite du prolétariat", s'il conserve toute sa valeur opérationnelle dans la période actuelle, ne peut plus avoir le même sens que dans la période antérieure à 1989. Ce qui est important, c'est de prendre en compte et d'étudier constamment l'évolution du rapport de force entre la bourgeoisie et le prolétariat : peut-on considérer que cette évolution est en faveur du prolétariat (ce qui ne signifie pas encore qu'il ne peut y avoir de retour en arrière) ou que nous sommes dans une dynamique d'affaiblissement de la classe (sachant que cette dynamique peut aussi être inversée).

Dans un sens plus général et à long terme, l'abandon du concept de "cours historique" met en évidence la nécessité pour les marxistes révolutionnaires de faire une étude historique plus approfondie de toute l'évolution de la lutte de classe prolétarienne afin de mieux comprendre les critères pour évaluer l'évolution du rapport de force entre les classes dans la période de la décomposition capitaliste.

## SOUSCRIPTION PERMANENTE DE SOUTIEN A LA PRESSE REVOLUTIONNAIRE



L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre presse et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son Etat pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants et aux souscriptions de ses sympathisants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

Abonnements (tous les prix sont en Euros)	ZONES POSTALES				
	France	Belgique	Europe	Monde	Monde Par avion
Révolution Internationale (11 n°s)	18,50			20,50	21,50
Revue Internationale (4 n°s)	18,50	18,50		18,50	18,50
Internationalisme (11 n°s)		13,00	17,50	18,60	24,80
<b>ABONNEMENTS COUPLÉS</b>					
Révolution Internationale / Revue Internationale	35			38	38
Internationalisme / Revue Internationale		28,00	32,25	33,50	44,65
<b>ABONNEMENTS DIFFUSEURS</b>					
Journal seul (RI ou Internationalisme)	45,00 (3 n°s) 73,00 (5 n°s)	0,65 par n° supplémentaire			
Revue Internationale	31,00 (2 n°s) 45,00 (3 n°s)	2,50 par n° supplémentaire			
<b>ABONNEMENTS DE SOUTIEN</b>					
Internationalisme OU Revue Internationale		24,80			
Internationalisme ET Revue Internationale		50,00			
Paiement en France	Revue Internationale BP 30605 31006 Toulouse Cedex 6 France				
Paiement en Belgique	Internationalisme, BP 94, 2600, Berchem BELGIQUE				

## LISEZ NOS LIVRES ET BROCHURES

Dans la série "Contributions à une histoire  
du mouvement révolutionnaire"

### LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

### LA GAUCHE HOLLANDAISE

### LA GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE

#### BROCHURES

##### Plate-forme et Manifeste du C.C.I.

(€2,5 + frais d'envoi :

France €1,5 / Etranger €3).

##### La décadence du capitalisme

(€2,5 + €1,5 / €3)

##### Les syndicats contre

la classe ouvrière (€2,5 + €1,5 / €3)

##### Nation ou classe (€2,5 + €1,5 / €3)

##### Le trotskisme contre

la classe ouvrière (€4,5 + €1,5 / €3)

##### Organisation communiste

et conscience de classe

(€4 + €1,5 / €3)

##### L'Etat dans la période

de transition (€3 + €1,5 / €3)

##### Guerre du Golfe (€2,5 + €1,5 / €3)

##### La Gauche communiste d'Italie

(€8 + €3,5 / €5)

##### La Gauche hollandaise

(€12 + €3,5 / €5)

##### La Gauche communiste de France

(€6,5 + €1,5 / €3)

##### L'effondrement du stalinisme

(€3 + €1,5 / €3)

##### La Révolution russe (€2,5 + €1,5 / €3)

##### Bilan de la lutte des infirmières

Octobre 1988 (€3 + €1,5 / €3)

##### Luttes dans la fonction publique de décembre 95

Une victoire pour les syndicats,  
une défaite pour la classe ouvrière  
(€3 + €1,5 / €3)

##### Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital (€4,5 + €1,5 / €3)

##### Comment le PCF est passé au service du capital (€3 + €1,5 / €3)

##### La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme (€3 + €1,5 / €3)

##### Les élections: un piège pour la classe ouvrière (€2 + €1,5 / €3)

##### Le communisme n'est pas un bel idéal (€3 + €1,5 / €3)

##### Octobre 1917 début de la révolution mondiale (€3,5 + €1,5 / €3)

**N° 158 Premier semestre 2017**

**Russie 1917  
et mémoire révolutionnaire de la classe ouvrière**

**L'élection de Trump  
et le délitement de l'ordre capitaliste mondial**

*Le communisme est à l'ordre du jour de l'histoire*

**Les années 1950 et 60 :**

**Damen, Bordiga et la passion du communisme**

*Contribution à une histoire du mouvement ouvrier  
en Afrique du Sud*

**Du mouvement de Soweto en 1976  
à l'arrivée au pouvoir de l'ANC en 1993**

**N° 160 Premier semestre 2018**

**Présentation de la Revue**

**Moyen-Orient :**

**Le capitalisme est de plus en plus  
une menace pour l'humanité**

**Cinquante ans depuis Mai 1968  
L'enfoncement dans la crise économique**

**Rapport sur les tensions impérialistes  
(Novembre 2017)**

**La bourgeoisie mondiale  
contre la révolution d'Octobre 1917**

**Emma Goldman et la Révolution russe :  
Réponse tardive à une anarchiste révolutionnaire**

**N° 162 Premier semestre 2019**

**Présentation de la Revue**

*Centenaire de la fondation*

*de l'Internationale Communiste*

**L'internationale de l'action révolutionnaire  
de la classe ouvrière**

**100 ans après la fondation  
de l'Internationale Communiste,  
quelles leçons pour les combats du futur ?**

*Internationalisme n° 7 - Année 1946*

**La fraction de gauche**

**Méthode de formation du parti**

*Le communisme est à l'ordre du jour*

**Castoriadis, Munis et le problème de la rupture  
avec le trotskisme (2<sup>e</sup> partie)**

**Sur le contenu de la révolution communiste**

**La bourgeoisie mondiale contre la révolution  
(2<sup>e</sup> partie)**

**N° 159 Deuxième semestre 2017**

**Présentation de la Revue**

**Catalogne, Espagne**

**Les prolétaires n'ont pas de patrie !**

**Les États-Unis au cœur du chaos grandissant  
du capitalisme en décomposition**

**Manifeste sur la révolution d'Octobre 1917  
en Russie**

*22<sup>ème</sup> congrès du CCI*

**Résolution sur la lutte de classe internationale**

**N° 161 Deuxième semestre 2018**

**Présentation de la Revue**

**Révolution en Allemagne :**

**Il y a 100 ans,**

**le prolétariat faisait trembler la bourgeoisie**

**Rapport sur les tensions impérialistes (Juin 2018)**

**Cinquante ans depuis Mai 1968**

**Les avancées et les reculs de la lutte de classe**

**Mai 68 a-t-il vraiment signifié la fin  
de près d'un demi-siècle de contre-révolution ?**

**Le communisme est à l'ordre du jour**

**Castoriadis, Munis et le problème  
de la rupture avec le trotskisme (1<sup>e</sup> partie)**

**N° 163 Deuxième semestre 2019**

**Présentation de la Revue**

*Face à la plongée dans la crise économique  
mondiale et la misère*

**Les "révoltes populaires" constituent une impasse**

*Invasion turque dans le nord de la Syrie*

**La barbarie et le cynisme de la classe dirigeante**

*100 ans après la fondation de l'Internationale  
Communiste*

**Quelles leçons pour les combats du futur ? (2<sup>e</sup> partie)**

*Cinquantenaire de Mai 68*

**La difficile évolution du milieu politique  
prolétarien depuis Mai 68 (1<sup>ère</sup> partie)**

*Nuevo Curso et la "Gauche communiste espagnole"*

**Quelles sont les origines de la Gauche communiste ?**

*Contribution à une histoire du mouvement ouvrier  
en Afrique du Sud*

**De l'élection du président Nelson Mandela (1994)  
à l'année 2019**

## NOS POSITIONS

● Depuis la 1<sup>re</sup> guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 1980, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative à ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

● La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec les conditions données par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

● Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

● Depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place sur l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

● Toutes les idéologies nationalistes, d'"*indépendance nationale*", de "*droit des peuples à disposer d'eux-mêmes*", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "*démocratie*", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

● Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "*ouvriers*", "*socialistes*", "*communistes*" (les ex-"*communistes*" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de

l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "*front populaire*", "*front anti-fasciste*" ou "*front unique*", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

● Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "*officielles*" ou "*de base*", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

● Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

● Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des Conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

● La transformation communiste de la société par les Conseils ouvriers ne signifie ni "*auto-gestion*", ni "*nationalisation*" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

● L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'"organiser la classe ouvrière", ni de "*prendre le pouvoir*" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

## NOTRE ACTIVITE

● La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

● L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

● Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

## NOTRE FILIATION

● Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-1852), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-1872, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-1928), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-1930 de la 3<sup>e</sup> Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les Gauches allemande, hollandaise et italienne.

### Pour écrire au C.C.I.

*Aux adresses suivantes  
en fonction du pays*

**Espagne, France, Brésil**  
Mail Boxes 153, 108 rue Damrémont  
75018 Paris,

**Mexico, Venezuela, Pérou, Equateur**  
Apartado Postal 15-024, C.P. 02600,  
Distrito Federal, Mexico, Mexique

**Belgique, Hollande**  
PB 102, 2018 Antwerpen (Centraal Station) Belgique-België

**Grande-Bretagne, Australie, Etats-Unis**  
BM Box 869,  
LONDON WC1 N 3 XX  
Grande-Bretagne

**Inde, Philippines**  
POB 25, NIT, Faridabad, 121001,  
Haryana, Inde

**Italie**  
CP 469, 80100 NAPOLI, Italie

**Allemagne, Suisse, Suède, Turquie**  
Internationale Revue  
Postfach 2124  
CH-8021 Zurich, Suisse